

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

ALBERT PONROY

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. THALLER

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN } professeurs
{ DESCHAMPS }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

La Société
des
Gens de Lettres

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA SOCIÉTÉ
DES
GENS DE LETTRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le 10 décembre 1908, à 3 heures

PAR

ALBERT PONROY

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. THALLER

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN } professeurs
DESCHAMPS }

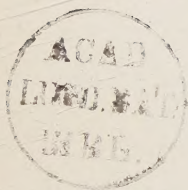
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551430_0063

LA SOCIÉTÉ

DES

GENS DE LETTRES

AVANT-PROPOS

Les hommes de lettres tiennent aujourd'hui, dans notre société, une place d'honneur que leurs devanciers n'ont pas toujours connue. Voilà à peu près deux siècles, sans doute, que leur dignité est assurée, que le métier de courtisan a cessé d'être pour eux une obligation professionnelle et qu'un auteur peut par son talent faire sa propre gloire, sans illustrer en même temps le Mécène assez fortuné pour le tenir à ses gages. Depuis les encyclopédistes, depuis Voltaire surtout, ce n'est pas leur indépendance, c'est leur suprématie que les gens de lettres ont, dans une société tourmentée d'égalité, établie sans conteste. Le monde leur fait fête et la foule, éprise toujours d'idéalisme, semble attendre de leurs lumières la rénovation de sa destinée.

La législation a tardé davantage à reconnaître le mérite de leur fonction sociale et à accorder aux œuvres de l'esprit une protection équitable. L'ancien régime n'a pas connu les droits aujourd'hui bien définis et groupés sous le nom de propriété littéraire. L'équivalent qu'il nous en présente, le privilège d'imprimer, n'était qu'une garantie gracieusement accordée par la royauté aux libraires contre les surprises d'une concurrence éventuelle et c'était en même temps, aux mains du pouvoir, un moyen de contrôler les publications répandues dans le royaume, une mesure de police propre à assurer, destinée, tout au moins, à assurer l'unité de l'esprit public. L'auteur, lui, ne trouvait, dans ce système, de profit que le prix que le libraire mettait à son manuscrit et il n'avait plus, dès qu'il s'en dessaisissait, qu'à attendre la renommée ou à fuir les épigrammes.

La loi du 19-24 juillet 1793 institua un régime plus libéral. Elle sanctionna l'idée, déjà familière aux esprits, d'une propriété intellectuelle, assura aux écrivains le bénéfice de leurs publications. Et, depuis lors, le législateur n'a cessé, dans un sentiment de bienveillance qui ne s'est pas démenti, d'étendre par mesures successives la durée du droit d'auteur.

Qui oserait, cependant, prétendre que la destinée de l'homme de lettres soit, même à notre époque, digne de toute envie? Ne nous laissons pas tromper par l'éclat de certaines apothéoses. Voltaire a écrit, dans son *Dictionnaire philosophique* : « Le plus grand malheur d'un homme de lettres n'est peut-être pas d'être l'objet de la jalousie de ses

confrères, la victime de la cabale, du mépris des puissants du monde : c'est d'être jugé par les sots. Son grand malheur encore est ordinairement de ne tenir à rien. Un bourgeois achète un petit office et le voilà soutenu par ses confrères. Si on lui fait une injustice, il trouve aussitôt des défenseurs. L'homme de lettres est sans secours ; il ressemble aux poissons volants ; s'il s'élève un peu, les oiseaux le dévorent ; s'il plonge, les poissons le mangent. »

Combien d'écrivains seraient tout disposés encore aujourd'hui à tenir mêmes propos ! Ils ne le pourraient, cependant, qu'avec moins de raison. La solidarité corporative dont, avant la lettre, Voltaire déplorait chez les auteurs de son temps l'absence, ceux de notre époque la pratiquent et même les premiers, croyons-nous, dans un ordre nouveau ils en ont éprouvé les bienfaits. Voilà déjà presque un siècle que les hommes de lettres se sont avisés de se grouper et de poursuivre par l'association de leurs efforts une plus équitable rémunération de leurs travaux. Deux institutions, la Société des Gens de Lettres et la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, attestent assez, par la notoriété qu'elles ont acquise, la fécondité de leur dessein.

Initiatives dont il convient de les féliciter sans réserve ? Quelques dilettantes en ont douté et il nous revient en mémoire un article de Sainte-Beuve (1) dénonçant, à propos

(1) *Revue des Deux-Mondes*, septembre 1839.

de la Société des Gens de Lettres justement, l'envahissement de ce qu'il appelle la « Littérature industrielle ». Que des hommes de lettres se soucient d'apporter à certaines détresses un soulagement efficace, c'est préoccupation qui les honore ; qu'ils tentent de remédier à leur peu d'entente de la chicane en s'attachant d'une façon permanente le conseil d'hommes d'affaires, c'est nécessité que l'expérience de chaque jour ne peut manquer de leur suggérer. L'écueil, ce serait de rabaisser au terre-à-terre de desseins mercantiles la force ainsi créée, de se faire à son tour commerçant pour prendre sa revanche d'avoir si longtemps été dupe. Nos Sociétés d'auteurs ont-elles su l'éviter ? Encourent-elles donc, comme ces « auteurs renommés » flétris par Boileau, le reproche de faire

... d'un art divin un métier mercenaire ?

Que leurs annales nous rassurent : elles nous montrent, aux cadres de direction, les plus illustres de leur temps, appelés par les suffrages de leurs confrères, dans la foule des modestes un constant souci de dignité, chez tous la volonté ferme de se défendre, jamais celle de spéculer. Sainte-Beuve écrivait, il est vrai : « N'est-il pas triste, pour les Lettres en général, que leur condition matérielle et leur préoccupation besogneuse en viennent à ce degré d'organisation et de publicité ? Je m'étais figuré toujours, pour ce qu'on appelle la propriété littéraire, quelque chose de plus simple. On écrit, on achève un livre ; on traite de la vente avec un libraire ; on remplit ses conditions et lui les siennes ;

après quoi l'on rentre dans sa propriété. Si on est contrefait en Belgique dans l'intervalle, malheur et honneur ! » Noble générosité d'aristocrate intellectuel ! De plus humbles, sans fausse pudeur, se résigneront moins volontiers à l'aventure, parce qu'ils se sentent rappelés par une réalité qui n'a rien de flétrissant à la vérité du mot de Beaumarchais : « On a raison. La gloire est attrayante, mais on oublie que pour en jouir seulement une année la nature nous condamne à dîner trois cent soixante-cinq fois ; et, si les guerriers, les magistrats ne rougissent pas de recueillir le noble salaire de leurs services, pourquoi l'amant des Muses, incessamment obligé de compter avec son boulanger, négligerait-il de compter avec les comédiens ? »

* * *

Nous nous proposons d'entreprendre dans les pages qui vont suivre l'étude de la Société des Gens de Lettres (1). Un arrêt récent (2), simple confirmation à la vérité d'une jurisprudence antérieure (3), a porté sur elle l'attention. La Cour de Paris n'a tranché, sans doute, qu'une espèce particulière, mais elle a puisé les éléments de sa solution dans une critique générale des statuts qu'il nous a paru intéressant d'apprécier. La conception qu'elle a fait prévaloir est à la fois la négation de la nature juridique que la Société

(1) Voir, sur la *Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques* la thèse de M. Bayet, Paris, 1908.

(2) Arrêt du 25 novembre 1907, *Le Droit*, 13 et 14 janvier 1908.

(3) Arrêt du 2 août 1872, *Sirey*, 1872, 2, 167.

revendiquait jusqu'à ce jour et de dispositions statutaires expressément formulées.

La Société des Gens de Lettres se résignera-t-elle à la thèse adoptée par les juges d'Appel ? Se reformera-t-elle sur des bases nouvelles ? Ce serait peut-être le parti le plus sage. Ses embarras, en effet, ne doivent pas être pour elle une surprise. La confusion de ses Statuts fait à des contradicteurs la part trop belle et nous avons reçu à la Société des Gens de Lettres elle-même l'aveu de leur imprécision. Manifestement, la bonne volonté de ses fondateurs n'a pas suppléé à l'insuffisance de leurs notions juridiques et les éditeurs que, chaque jour, elle rencontre sur sa route peuvent trop aisément lui livrer, sur le terrain judiciaire, un combat inégal.

Le terme de notre étude n'est pas, pourtant, l'adoption pure et simple du système de la jurisprudence. Il nous a semblé qu'en dépit de lacunes incontestables, la Société des Gens de Lettres n'en était pas réduite au rôle modeste de mandataire que lui fait l'arrêt précité et qu'elle pouvait, d'un point de vue nouveau, défendre encore la conception qu'elle estime essentielle à sa mission.

CHAPITRE PREMIER

Objet de la Société des Gens de Lettres

La Société des Gens de Lettres n'a pas, à première vue, une physionomie bien nette. Les Statuts qu'elle a présentés au Conseil d'État, en 1891, en vue d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique sont d'un laconisme parfois énigmatique. L'article premier donne pour but à la Société :

« 1^o De défendre et faire valoir les intérêts moraux et de protéger les droits de tous ses membres ;

« 2^o De procurer aux gens de lettres les avantages qui doivent résulter de leurs travaux ;

« 3^o De prêter, dans les conditions prévues au Règlement, aide et assistance à ses sociétaires par tous les moyens qui sont en son pouvoir et dans toutes les occasions où cela pourrait leur être utile, notamment en ce qui concerne la reproduction de leurs œuvres littéraires ;

« 4^o De distribuer des secours et pensions aux sociétaires dans les conditions prévues par les Statuts et le Règlement. »

Ces indications restent vagues, mais leur imprécision elle-même est voulue et elle est le prix de la reconnaissance d'utilité publique. La Société dut, en effet, en 1891, refaire ses Statuts selon le modèle rédigé en 1887 par le ministère de l'Intérieur pour « *les Associations, Sociétés, etc., qui*

sollicitent la reconnaissance comme établissements d'utilité publique», et il lui fallut, pour s'adapter au type proposé, réduire à ses grandes lignes son organisation.

En même temps, plusieurs années de laborieuses démarches et d'échecs successifs auprès du Conseil d'État l'avaient convaincue qu'elle ne gagnerait sa cause qu'à la condition de répudier toute apparence trop particulariste, de distraire de ses Statuts toutes les dispositions relatives à l'organisation des intérêts privés et à leur exploitation quasi commerciale. La jurisprudence du Conseil d'État est, en effet, formelle en ce sens : la faveur d'une reconnaissance d'utilité publique est réservée aux seuls établissements qui sont en quelque sorte le prolongement d'un service public. La Société des Gens de Lettres, malgré ses premières répugnances, se présenta donc comme un groupement de solidarité professionnelle et d'assistance mutuelle, mais, ne voulant rien sacrifier de ce qu'elle avait toujours été, elle rejeta dans l'ombre d'un Règlement intérieur l'organisation plus développée de ses fonctions essentielles.

Cette procédure est parfaitement régulière. Elle est prévue par l'article 20 du projet de Statuts de 1887, ainsi conçu : « Un Règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvée par le Préfet, arrête les conditions de détails propres à assurer l'exécution des présents Statuts. » Mais elle suggère une observation préliminaire : c'est que la réunion des deux documents s'impose à quiconque veut rechercher les bases du pacte social. Il ne nous paraît pas possible de tirer parti, de quelque manière que

ce soit, de cette dualité qu'une simple formalité administrative a créée. Les Statuts et le Règlement forment un tout inséparable et concourent au même titre à déterminer la situation des sociétaires.

Il n'est même pas possible d'établir à l'égard des tiers une distinction pratique entre les deux actes et d'introduire ici la théorie des contre-lettres. Les deux documents se présentent, sans doute, avec une notoriété inégale. L'un d'eux a reçu une consécration officielle ; mais l'autre, pour n'avoir qu'un caractère purement privé, reste cependant un acte ostensible. Il est à la disposition de tout le monde, la Société des Gens de Lettres le délivre concurremment avec ses Statuts. Ceux-ci, enfin, s'y réfèrent continuellement, si bien que le Règlement doit être considéré comme leur complément indispensable et maintes fois indiqué.

C'est à tort, pensons-nous, qu'on a imputé à une jurisprudence toute récente (1) une conception opposée (2). La Cour d'appel de Paris, ayant à apprécier une prétention de la Société des Gens de Lettres, s'est d'abord reportée aux Statuts. N'y trouvant pas la justification de la thèse qui lui était présentée, elle l'a alors recherchée dans le Règlement intérieur, dont elle a soumis les dispositions à une critique que nous aurons à apprécier. Cette méthode n'est pas la condamnation de l'opinion que nous défendons : elle atteste tout au contraire que, dans la pensée de la Cour,

(1) Arrêt du 29 novembre 1907, *Le Droit*, 13 et 14 février 1908.

(2) Voir les observations qui accompagnent cet arrêt dans le journal *Le Droit* et dans la *Revue des Sociétés* de mars 1908, page 119.

les deux documents se complètent l'un l'autre, qu'il faut, pour se faire de la Société des Gens de Lettres une juste conception, puiser à la fois à ces deux sources des éléments de documentation. Toute autre opinion n'eût été qu'arbitraire et elle est, au surplus, contredite par la communication, prévue à l'article 20 des Statuts et qui fut réellement faite, du Règlement au « Ministre de l'Intérieur, qui s'assurera s'il ne contient aucune disposition contraire aux présents Statuts ».

*
* * *

Prétendre dégager des Statuts et du Règlement combinés l'objet propre de la Société des Gens de Lettres reste cependant une tâche malaisée. Son activité se déploie dans des fonctions diverses qui en dissimulent au premier abord, en effet, l'orientation fondamentale. Elle distribue des secours et des retraites (articles 59-67 du Règlement) ; elle a une caisse de crédit (articles 57-59) ; elle met à la disposition de ses sociétaires la compétence de ses services pour la conclusion de contrats relatifs à la mise en valeur de leur propriété littéraire et la bonne marche des poursuites nécessaires à sa protection ; elle exploite, enfin, la reproduction de leurs œuvres dans les périodiques.

Ces fonctions, si on fait abstraction du but commun auquel elles concourent, de l'intérêt porté aux gens de lettres, ne correspondent pas à un objet bien précis. Elles donnent à l'organisme qui les exerce tour à tour l'appar-

rence d'une institution de solidarité et d'une entreprise utilitaire. Et la Société des Gens de Lettres procure bien, en effet, à ses membres les avantages de l'une et les profits de l'autre, mais il nous faut distinguer de sa fonction essentielle les attributions accessoires. Celles-ci sont nées au cours des années de prospérité, comme des rameaux bien-faisants issus d'un tronc généreux. Quelqu'extension qu'elles aient reçue, elles ne sauraient nous masquer l'objet primordial de la Société, elles s'y subordonnent toujours et elles ne s'exercent que dans le cadre déterminé pour celui-ci.

L'objet de la Société des Gens de Lettres, nous le découvrons très nettement dans les circonstances de sa fondation. Elle est presque contemporaine des premiers succès du journalisme, juste assez postérieure pour être née de ses abus. La presse d'alors, inconsciente encore des ressources que son ingéniosité lui a depuis ouvertes, ne pouvait vivre que de rapines. Les hommes du temps nous assurent qu'elle n'y manquait pas. Les journaux pillaient les libraires et se pillaient entre eux sans retenue, et deux d'entre eux, *le Pirate* et *le Voleur*, poussèrent le cynisme jusqu'à mettre dans leurs titres une indication de leurs procédés.

La loi de 1793 accordait bien aux auteurs sa protection, elle restait platonique. Pour la rendre efficace il eut fallu, des hommes de lettres, une vigilance quotidienne qui, trop souvent, répugnait à leur tempérament. Les journalistes, d'ailleurs, y mettaient de la ruse et faisaient souvent, avec

une discrétion opportune, des emprunts très indiscrets : ils taisaient le nom de l'auteur et, dissimulant de la sorte le délit, ils se mettaient plus facilement à l'abri d'une poursuite. Et l'auteur ne se trouvait pas ainsi privé seulement d'un profit légitime, c'était aussi sa réputation qui se trouvait compromise par l'anonymat d'une reproduction illicite.

Cette situation appelait un remède. Il vint, par une de ces bizarreries dont l'histoire est pleine, d'un de ceux-là mêmes à qui elle aurait pu profiter. Louis Desnoyers, un des directeurs du *Siècle*, réunit, le 10 décembre 1837, un certain nombre de rédacteurs littéraires des différents journaux de Paris. Il leur proposa de pourvoir par leurs efforts combinés à la défense de leurs droits. L'idée parut opportune, la Société des Gens de Lettres en naquit.

L'institution nouvelle ne parvint pas d'emblée à la forme qu'elle nous présente aujourd'hui. Des revisions de Statuts, très fréquentes dans la première période, attestent les tâtonnements d'un début difficile et un constant effort d'adaptation à la fonction proposée. Nous n'en suivrons pas les détails. L'histoire de la Société des Gens de Lettres n'est plus à faire : M. Montagne (1) en a donné, en 1889, un très minutieux compte rendu. Il nous montre, en tout cas, la croissance continue de la Société, sa prospérité se répandant dans des œuvres annexes, enfin, à travers ses fonctions chaque jour plus complexes, l'immutabilité de son objet essentiel.

(1) *Histoire de la Société des Gens de Lettres*, par M. Montagne, délégué de la Société des Gens de Lettres.

Cet objet, c'est donc l'exploitation de la reproduction des œuvres littéraires de ses membres dans les périodiques. Nous mettons à dessein « exploitation » ; dire « protection » donnerait une notion peu précise de la Société. Les abus que nous avons vus n'ont jamais inspiré aux auteurs l'idée de prendre des mesures prohibitives. Pourquoi auraient-ils sanctionné le monopole de la librairie ? Un nouveau mode de propagation de leurs œuvres s'insinuait dans le public, la sagesse était d'en faire usage. C'était non seulement une source nouvelle de profits, mais encore, bien réglementée, dirigée maintenant selon leurs vues, la vulgarisation par la presse pouvait devenir l'auxiliaire utile du livre, c'était la notoriété vite acquise et largement répandue de l'auteur, la réclame éminemment opportune du libraire. C'est, en effet, un axiome en faveur dans la librairie que « plus une œuvre s'est imprimée plus elle s'imprime ».

Aussi la Société des Gens de Lettres s'est-elle proposée, non pas de contrôler, mais de provoquer la reproduction des œuvres de ses membres dans les périodiques : elle est une entreprise que nous aurons à qualifier, mais qui poursuit avant tout un but de lucre.

Nous devons considérer ce qu'est en lui-même ce droit de reproduction et la forme sous laquelle la Société des Gens de Lettres l'a envisagé.

Le droit de reproduction est, au sens strict, le droit d'auteur lui-même, l'aspect pratique de son privilège. Quand, sous l'effort de son travail ou dans la spontanéité

de son génie, une forme, une idée a jailli de l'esprit de l'artiste, quand il a donné au marbre la transparence de la vie ou à un assemblage de mots vulgaires la fluidité de l'idée, il a vraiment créé quelque chose de distinct de la matière qu'il maniait. Cette touche originale, qui est bien son œuvre, reste son privilège. Elle peut en séduire d'autres, propager à l'infini la sensation qu'elle procure. Pendant un délai que les lois successives ont sans cesse allongé, l'auteur conserve le droit exclusif de réaliser à nouveau sa conception, il peut, contre quiconque la reproduit ou s'en inspire d'une façon indiscrète, la revendiquer devant la juridiction répressive. Son droit de reproduction lui assure le bénéfice de la vulgarisation de l'œuvre.

Il nous faut préciser cette notion. Au sens strict, dans les œuvres littéraires, la production intellectuelle est le manuscrit. Toutes les impressions qui en seront faites seront apparemment des reproductions. Ces qualifications semblent rationnelles ; un usage très plausible au fond ne les a pas adoptées. C'est qu'ici l'œuvre ne passe pas directement des mains de l'artiste à celles du public : l'imprimeur s'interpose qui multiplie à l'infini les exemplaires, car la pensée, une fois fixée par les mots, se communique aisément et ne connaît pas les difficultés d'expression des arts plastiques. Quel que soit le nombre des exemplaires sous la forme desquels elle se répand dans le public, leur publication ne se distingue pas de l'acte de production, elle n'en est qu'un mode adapté à sa destination. Mais, dès qu'une impression postérieure verra le jour, ce ne sera plus qu'une reproduc-

tion. Peu importe où en est la première édition : l'œuvre, dès qu'elle est exécutée, ne peut plus qu'être reproduite dans une forme nouvelle.

C'est bien en ce sens que la Société des Gens de Lettres conçoit la reproduction. Elle a cependant envisagé l'hypothèse de publications simultanées sous des formes diverses pour l'assimiler à un cas de reproduction. Un auteur peut, en effet, pour grossir son bénéfice, chercher à multiplier sa clientèle, offrir à un public plus vaste la primeur de son œuvre. Il accumule alors simultanément les procédés d'édition, il recourt à la fois au livre et au journal ou bien il publie concurremment dans des journaux différents. La Société des Gens de Lettres assimile (article 31 du Règlement) à la reproduction la pluralité de publications.

Son domaine ne s'étend pas, cependant, à toutes les reproductions des œuvres de ses membres. Non seulement il est restreint à celles qui sont faites par la presse, mais encore la première reproduction d'une œuvre est laissée à l'initiative de l'auteur. C'est lui seul qui choisit l'organe où elle paraîtra, qui fixe les conditions de la publication. Il contracte seulement vis-à-vis de la Société l'engagement de réserver toujours sa préférence à un journal abonné (article 25 du Règlement). Ce n'est qu'après cette première reproduction que s'exerce l'activité de la Société.

CHAPITRE II

Relations de la Société avec les auteurs sociétaires

Le droit de reproduction restreint aux termes que nous avons vus est un démembrement de la propriété littéraire susceptible de tous les contrats dont celle-ci peut être l'objet. Par quel procédé la Société des Gens de Lettres concourt-elle à sa mise en valeur? Deux méthodes sont possibles : l'une respecte le droit individuel de l'auteur et lui apporte la protection d'une force collective, l'autre demande à l'auteur plus qu'un effort de solidarité, elle lui demande une abdication de son droit. La première relève du mandat, la seconde implique une cession effective.

La Société des Gens de Lettres a voulu instituer les deux systèmes, mais elle n'en a pas laissé arbitrairement le choix à l'auteur. Ils correspondent, en effet, aux deux catégories de membres que ses Statuts distinguent et l'adoption de l'un ou de l'autre régime dépend de la place qu'on prend dans ses cadres.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Ce n'est qu'en 1868 que la Société a admis des adhérents à côté de ses sociétaires. En assouplissant de la sorte son organisation, elle a su se faire agréer d'un plus grand nombre d'auteurs et étendre ainsi le cercle de son influence. Il ne faut pas, toutefois,

s'exagérer l'importance de cette innovation. Elle n'a pas altéré le caractère de l'institution ; les sociétaires sont restés à sa base et, quand on parle de la Société des Gens de Lettres, c'est à eux surtout que l'on pense. C'est leur situation qui constitue toute l'originalité de ce groupement ; c'est elle aussi qui fait tout l'intérêt de notre étude, car une jurisprudence qui n'est pas unanime, mais tout au moins dominante, s'obstine à méconnaître, à cet égard, la prétention de la Société et à donner de ses Statuts une interprétation que nous aurons à apprécier. Il nous paraît d'une bonne méthode d'exposer ici tout d'abord le point de vue de la Société des Gens de Lettres.

* * *

La Société des Gens de Lettres prétend être, à l'égard de ses sociétaires, une véritable société civile organisée selon les règles du Code civil. Elle a voulu n'être pas seulement un groupement de personnes, mais faire aussi un groupement de biens, et elle s'est appliquée, par tous les détails de son organisation interne, à justifier la qualification de société sous laquelle elle se présente.

L'admission à titre de sociétaire est soumise à certaines conditions préalables et prononcée souverainement par le Comité. Nous n'insisterons pas sur les détails de cette procédure : les dispositions formelles des Statuts se suffisent à elles-mêmes (articles 2, 3 et 4 des Statuts et 3, 4, 5, 6 et 7 du Règlement intérieur). Notons seulement que l'auteur doit présenter un certain bagage littéraire, la matière d'au

moins quatre volumes écrits par lui seul ou en collaboration ; il doit indiquer les œuvres qu'il met dans le domaine de la reproduction, il verse entre les mains du Délégué une somme de 80 francs (les Statuts de 1891 l'avaient primitivement fixée à 40 francs) et signe son adhésion aux Statuts.

Il est prononcé sur sa candidature par le Comité, après enquête. Si elle est repoussée, son adhésion est détruite en sa présence et sa cotisation lui est restituée. Si avis favorable y est donné, le contrat se forme par l'accord des deux parties.

C'est la nature de ce contrat, la série des effets qui en découlent qu'il est essentiel de dégager.

L'intention de la Société des Gens de Lettres ne laisse place, en réalité, à aucune équivoque. Elle entend former un véritable contrat de société et commence par imposer à chacun une mise sociale. « Chaque sociétaire, voyons-nous dans l'article 23 du Règlement, en vertu du droit qui lui est reconnu par la loi du 19 juillet 1793, *apporte* dans la Société, pour la durée de sa vie et pour être exploité en commun, son droit d'autoriser les journaux, revues et recueils périodiques français ou publiés en langue française à l'étranger et à reproduire ses œuvres publiées dans d'autres journaux, recueils ou volumes. » Cette disposition est fondamentale et elle doit être placée à la base des relations qui s'établissent entre les parties. Elle a le mérite d'indiquer avec une pleine clarté l'intention des contractants, que nous devons respecter tant qu'elle ne se heurtera pas

à une prohibition légale ou à quelqu'autre disposition statutaire incompatible.

L'article 23 stipule donc, sous forme d'apport, une cession partielle de propriété littéraire. Par l'adhésion qu'il y donne, l'auteur se dessaisit de son droit de reproduction pour partie, pour tout ce qui concerne les journaux et recueils périodiques ; il en investit la Société qui en devient dès lors titulaire et l'exerce à son gré dans la limite de ses Statuts. La cession consentie emporte au profit du cessionnaire transmission du droit réel : c'est l'effet normal du contrat, rappelé d'ailleurs par les dispositions expresses du pacte social : « Toute autorisation donnée par un sociétaire, lisons-nous dans l'article 30 du Règlement intérieur, en violation des articles 23 et 26 pour la reproduction de tout ou partie d'une ou plusieurs de ses œuvres est absolument nulle à son égard et *vis-à-vis de celui auquel elle aurait été donnée.* » La gaucherie de cette formule ne saurait nous dissimuler son véritable sens : en retirant par avance aux tiers le bénéfice des contrats qu'ils pourraient passer avec l'auteur, la Société des Gens de Lettres se présente bien incontestablement comme titulaire d'un droit réel. L'article 33 fait une autre application de ce principe : « Lors même qu'un sociétaire vend à un éditeur son œuvre en toute propriété, cette vente ne peut comprendre le droit d'autoriser la reproduction dans les journaux ou recueils périodiques, quelque soit la forme de la première publication : *ce droit n'appartient plus à l'auteur qui l'a apporté dans la Société.* Cette vente ne saurait non plus donner à

l'éditeur aucune participation au prix de la reproduction, qui reste toute entière dans le domaine de la Société. »

Ainsi donc, l'auteur qui adhère à la Société des Gens de Lettres abdique à son profit une partie de ses droits : c'est le but poursuivi par les parties. Il nous faut voir par quel moyen elles l'atteignent et par quel procédé la cession poursuivie se réalise.

C'est que ce « droit d'autoriser la reproduction de ses œuvres » n'est pas, pour un auteur en pleine activité littéraire, transmissible d'un seul coup. C'est une simple formule sans consistance juridique. Il faut l'adapter à la nature spéciale de l'objet qu'elle vise. Car les droits que l'auteur engage lors de son adhésion à la Société des Gens de Lettres ne sont pas tous au même point : ils sont inégalement disponibles ou plutôt les uns sont nés, les autres sont encore inexistants, ils ne sont qu'éventuels, subordonnés au fait même d'une création intellectuelle future.

Pour les premiers, pas de difficulté. L'auteur les transmet par sa déclaration d'adhésion aux Statuts, car la propriété littéraire s'acquiert, comme toute propriété dans notre droit, par le seul consentement. Mais il ne transmet que ce qu'il a, s'il en a déjà disposé au profit d'un éditeur il n'en saurait faire une seconde cession valable. Bien que la mise en société ne soit pas identique à la vente, puisqu'elle ne consomme pas à l'égard du sociétaire une dépossession absolue et qu'elle transforme seulement son droit exclusif en un droit indivis sur une propriété collective, les deux

contrats ont cependant assez d'analogie pour qu'on puisse étendre à l'un les règles de l'autre, et il y aurait, dans une cession de droits déjà transmis, un motif de nullité résultant d'une vente de la chose d'autrui. Sous une réserve cependant : c'est que la première cession ait acquis date certaine par l'un des moyens de l'article 1328. Sinon, un second cessionnaire peut méconnaître l'acte qui lui fait grief et faire prévaloir le sien, dont, par hypothèse, il a authentiqué la date.

Ces principes sont certains, ils résultent des notions fondamentales du droit. Si nous les rappelons, cependant, c'est qu'à notre avis, ils reçoivent ici, dans les rapports de l'auteur et de la Société des Gens de Lettres, quelque dérogation.

Dans sa déclaration d'adhésion, l'auteur fait, en effet, deux listes de ses œuvres. L'une comprend celles pour lesquelles il a conservé ses droits de reproduction qu'il apporte, en conséquence, à la Société. Dans la seconde, il mentionne les œuvres pour lesquelles il est déjà lié avec les éditeurs. La première énumération n'est pas limitative, le droit de la Société est extensible, grâce à la généralité des termes employés : « toutes mes œuvres », il ne peut être restreint par une omission. Il l'est, au contraire, par toutes les mentions sur la liste des œuvres déjà transmises, pourvu seulement que cette transmission soit réelle, toute déclaration mensongère restant inopérante à l'égard de la Société, par application de la règle : *Fraus omnia corrumpit*. Mais, sous cette réserve, la Société des Gens de Lettres doit

accepter toutes les conséquences de son procédé. Par le fait que l'auteur lui notifie dans les formes qu'elle lui impose les modifications qu'il a, par ses conventions antérieures, apportées à ses droits, il restreint à son égard, d'après les indications qu'il en rapporte, la cession qu'il lui fait. La Société accepte ses contrats sans exiger de l'auteur qu'il en rapporte la date certaine, sa façon de procéder équivalant à une renonciation de sa part à se prévaloir du défaut des formalités de l'article 1328; elle ne peut recouvrer sur l'œuvre ainsi réservée le droit de reproduction qu'en fournissant la preuve d'une tromperie de l'auteur.

Cette interprétation n'est-elle pas, au surplus, parfaitement conforme à l'intention des parties? En droit commun, le concessionnaire évincé par application de l'article 1328 ne se trouve pas, en effet, sans recours; à défaut de la prestation qu'il escomptait, il obtiendra de son cédant les dommages-intérêts pour l'inexécution du contrat intervenu (article 1147). C'est une sanction équitable, mais il est peu vraisemblable qu'un organisme institué pour le plus grand bienfait des auteurs ait voulu en appliquer les rigueurs et que l'auteur qui adhère à la Société dans un esprit de confiante protection ait entendu s'y soumettre.

L'apport social ne se restreint pas aux œuvres déjà publiées, la Société des Gens de Lettres prétend encore acquérir sur toutes les œuvres futures de l'auteur un droit de reproduction dans les termes que nous avons vus. Des conventions de ce genre ne sont pas rares. Elles n'ont pas

toujours été vues avec faveur : trop souvent elles ont été, entre les mains d'éditeurs sans scrupules, un instrument d'exploitation, et elles sont parfois apparues comme la trop dure rançon d'une détresse passagère où l'auteur a compromis, avec son indépendance, le libre essor de son génie. Aussi le souci de l'art et de la liberté de l'artiste a-t-il suggéré à certains des doutes sur leur validité.

La cession qui porte sur la production future d'un auteur, qui ne lui impose aucune obligation précise d'exécuter est affectée, a-t-on dit, d'une condition potestative. Dans notre hypothèse, en effet, l'auteur n'est pas tenu de produire, il dépend de lui de donner ou de ne pas donner prise au droit de la Société ; il peut donc, ayant déjà fait un apport effectif, réduire à néant sa promesse d'apport.

Cette objection ne doit pas être accueillie. D'abord elle n'a dans l'espèce qu'une portée restreinte : elle ne pourrait faire annuler qu'une partie de la convention, celle qui vise les œuvres futures. Pour les œuvres publiées lors de son adhésion, l'auteur en fait dans les limites de sa déclaration un apport qui se suffit à lui-même, qui reçoit par conséquent tous ses effets de droit. Cette proposition ne saurait être rejetée qu'à la condition de prétendre et de prouver que les deux parties de l'apport social sont solidaires et qu'elles sont dans l'esprit des contractants à ce point liées que l'effet de l'une soit subordonnée à la réalisation de l'autre. Mais rien n'autorise une telle présomption et il reste permis de ne pas étendre à la série des œuvres futures le régime résultant pour les œuvres actuelles d'une convention précise

Même ainsi réduite quant à sa portée, l'objection n'est au fond que purement spécieuse. D'abord il est possible de ne pas faire montre à l'égard de toutes les conventions sous condition potestative d'une égale rigueur et de distinguer pour leur appliquer la sanction de l'article 1174 entre les contrats synallagmatiques et les contrats unilatéraux (1). C'est du moins une thèse d'école qui semble avoir pour elle l'appui des anciens juristes et la lettre du Code.

Pourquoi d'ailleurs faire appel à une argumentation que la doctrine a suggérée, mais que les tribunaux ne semblent pas disposés à accueillir? Elle n'est pas nécessaire à notre cause. Il nous suffit de reprendre la distinction, très classique celle-là, des conditions purement potestatives qui annulent tous les contrats et des conditions potestatives ordinaires que dans les contrats à titre onéreux restent licites et de considérer que nous sommes dans notre espèce en présence d'une de celles-ci. L'auteur qui adhère à la Société des Gens de Lettres se lie par un lien qu'il ne lui appartient pas de dénouer à son gré; il fait alors à ses œuvres futures un sort qu'elles subiront malgré lui. Sans doute, s'il ne publie rien, son engagement restera sans effet, mais dès qu'il produit quelque chose, le contrat reçoit effet, il s'applique de plein droit. La condition nécessaire mais suffisante de son exécution c'est le fait même de la publication, c'est un acte de l'auteur, purement volontaire

(1) Voir note de M. Wahl, dans *Sirey*, 1901, 1 217.

sans doute, mais qui, une fois émis, emporte de lui-même toutes ses conséquences de droit et c'est bien là le type de la condition potestative ordinaire qu'une opinion unanime a distinguée de la condition purement potestative pour lui éviter la sanction de l'article 1174.

Le droit de la Société des Gens de Lettres, avons-nous avancé tout à l'heure, s'étend à toutes les œuvres futures du sociétaire : c'est un principe certain mais il n'est pas absolu. Il comporte des restrictions déterminées par la volonté purement arbitraire de l'auteur. « L'apport en Société, voyons-nous dans l'article 24 du Règlement intérieur, n'oblige pas les sociétaires à placer toutes leurs œuvres dans le domaine de la reproduction. Il leur est loisible d'interdire la reproduction d'une ou plusieurs de ces œuvres en publiant dès le début de la publication l'avis suivant : Reproduction interdite. L'auteur signale en même temps cette réserve au siège social. »

Cette disposition est louable ; elle atteste que la Société des Gens de Lettres est plus soucieuse des intérêts de l'auteur que des siens propres ou plutôt qu'elle s'est seulement proposée de servir ceux-là avec une vive intelligence de leur situation ; elle ménage utilement la liberté de l'auteur qui reste le juge le meilleur de l'opportunité des reproductions dans les recueils périodiques, mais au point de vue juridique elle est troublante. Si l'auteur peut, par une simple déclaration de volonté priver pour telle production la Société du droit qu'elle comptait acquérir, il peut donner

à son engagement l'étendue qu'il lui plaît. Il peut, puisque son pouvoir à cet égard est sans limite, supprimer purement et simplement le droit de la Société sur les œuvres futures, l'éteindre chaque fois qu'il allait prendre naissance. Mais ne retrouvons-nous pas ici alors le type de la condition purement potestative ? L'auteur semble bien s'obliger, s'il le veut, si cela lui plaît, et par conséquent ne pas s'obliger du tout.

L'objection est subtile, elle n'est cependant pas sans réponse. Est-il exact de dire que l'auteur peut méconnaître l'engagement qu'il a pris ? La formule de l'article 24 proteste contre une pareille interprétation. Tout ce qu'il peut faire, c'est « interdire » la reproduction ; il peut à son gré priver la Société des Gens de Lettres de la jouissance de son droit, mais il ne la recouvre pas alors pour lui-même. Le droit d'autoriser la reproduction lui a échappé et quand par une faveur dont il peut toujours user il arrête le droit de la Société, il n'en crée aucun à son profit. Dès lors, n'est-il pas évident que la convention continue de produire ses effets à son égard, qu'elle le lie toujours quelque parti qu'il prenne, qu'elle lui ouvrirait seulement une option entre deux façons de réaliser son apport et qu'en un mot elle mettait simplement à sa charge une obligation facultative.

Cette dernière proposition peut paraître paradoxale : on peut relever l'anomalie qu'il y a à prétendre que c'est une façon de réaliser son apport que de frustrer la Société du droit de reproduction qu'elle escomptait. Cette conception, cependant, n'est pas inadmissible : à défaut d'un droit

positif, la Société des Gens de Lettres acquiert au moins alors une garantie contre la concurrence qui pourrait résulter pour elle de la liberté de l'auteur et ainsi, les emprunts des journaux abonnés continuant à se répartir entre les œuvres reproductibles, ses bénéfices de reproduction resteront constants.

D'ailleurs, l'auteur, par la réserve qu'il fait, ne contracte pas à proprement parler une obligation de ne pas faire, il ne s'engage pas seulement vis-à-vis de la Société à ne pas autoriser lui non plus la reproduction de son œuvre, ce qui dans la réalité lui permettrait de contrevenir à son obligation, sous la seule sanction d'une allocation de dommages-intérêts à arbitrer. Le principe d'une cession du droit de reproduire subsiste. Le droit de la Société des Gens de Lettres naît bien, il existe dès la publication de l'œuvre (1), il n'est pas éteint, il est seulement suspendu dans son exercice par la réserve de l'auteur. La preuve c'est que, aux termes de l'article 25 du Règlement « l'auteur peut toujours par une déclaration écrite adressée au Comité autoriser une reproduction qu'il aurait d'abord interdite. » La forme unilatérale de cette déclaration ne suffirait pas à créer au profit de la Société un droit quelconque, elle implique que

(1) Ou plus exactement après une première reproduction dans un journal abonné. Nous pouvons sans inconvénient nous en tenir à la formule ci-dessus, parce que la première reproduction par l'auteur dans un journal abonné à la Société des Gens de Lettres est comme la condition suspensive de la cession consentie et qu'en conséquence sa réalisation fait retroagir celle-ci au jour de la publication.

son droit existait déjà, qu'il avait son principe dans l'adhésion de l'auteur aux Statuts et notamment à l'article 28 du Règlement intérieur et que son effet, simplement suspendu, se réalise alors par la voie d'une renonciation de l'auteur.

Ainsi la faculté laissée à l'auteur d'apporter à son apport social la restriction que nous avons vue ne se heurte à aucune prohibition de la loi ; elle ne saurait troubler l'économie du contrat : elle est légitime, elle était aussi nécessaire. Sans elle l'adhésion à la Société des Gens de Lettres eût imposé une trop dure contrainte.

Pour qu'un auteur, en effet, tire de ses publications un profit appréciable, il lui faut assurer à son éditeur le bénéfice de l'« exclusivité » (1). Il faut que celui-ci acquiert, pour une durée que l'accord des parties fixera, la garantie qu'aucune autre exploitation parallèle de l'œuvre ne menacera son entreprise, et il ne manque pas dans ce but, pour se mettre à l'abri d'une concurrence inopportune, de stipuler à son profit exclusif le droit de publication. L'article 24 du Règlement intérieur autorise l'auteur à insérer dans son contrat une disposition de ce genre, il lui ménage en même temps pour l'avenir le profit d'éditions nouvelles pour l'œuvre qu'une vulgarisation rapide et à bas prix par la presse n'a pas encore défraîchie et qui a conservé la faveur du public.

* * *

(1) Nous supposons ici néanmoins que l'auteur s'est réservé, en traitant avec son éditeur, le droit de faire une reproduction dans la presse, sinon la Société des Gens de Lettres (article 25 du Règlement) s'interdit d'exploiter l'œuvre, et la concurrence que nous prévoyons ici devient en fait impossible.

Ainsi, malgré les réserves qu'elle lui permet, l'adhésion de l'auteur à la Société des Gens de Lettres engage bien en principe toutes ses œuvres. Elle n'implique pas de modalités qui soient de nature à en altérer la validité. Mais nous pensons qu'elle ne produit ses effets que pour la durée qu'il plaît à l'auteur de lui donner. L'article 18 du Règlement intérieur affirme bien que « les sociétaires sont liés à la Société par les Statuts et le Règlement ; il ne leur appartient pas de se dégager de ce lien. » Mais cette disposition nous semble devoir rester inefficace. C'est une règle d'ordre public que nul ne peut engager ses services pour sa vie. L'auteur qui règle à l'avance le sort de toute sa production future doit pouvoir appeler à lui, pour recouvrer son indépendance, le bénéfice de ce principe. Il ne peut pas fixer irrévocablement la destination de ses travaux.

Cette restriction aux effets de la convention intervenue entre l'auteur et la Société des Gens de Lettres peut encore se justifier par une autre considération. La Société des Gens de Lettres étant en effet une société à durée illimitée (1), l'article 1869 du Code civil, strictement entendu, devrait donner à tout associé le droit d'en demander la dissolution. Cette interprétation nous paraîtrait dans l'espèce dépasser les intentions du législateur ; le sort de la Société des Gens de Lettres ne doit pas pouvoir dépendre des caprices d'un sociétaire, les grands intérêts qu'elle sert sont de nature à lui assurer une stabilité véritable ; sa

(1) Notre étude fera ressortir son caractère incontestable de société.

qualité d'établissement d'utilité publique doit enfin, dans une certaine mesure, la mettre au-dessus des règles des sociétés purement privées. La seule ressource que l'article 1869 du Code civil pourra donc dans l'espèce offrir à un sociétaire, ce sera de l'autoriser à se retirer d'une société dont la continuation lui paraîtra inopportune : sa liberté reprise sera en quelque sorte à son égard l'équivalent de la dissolution.

CHAPITRE III

Effets à l'égard des Tiers du Contrat passé avec les Sociétaires

Le système imaginé par la Société des Gens de Lettres la met dans une situation très forte. Il assure à son exploitation une garantie efficace et une pleine stabilité. D'abord, il fait passer entre ses mains, en même temps qu'une partie de la propriété littéraire de l'auteur, l'arme par excellence qui la protège. Contre toute reproduction illicite dans un périodique, la Société des Gens de Lettres exerce, de son chef, l'action en contrefaçon : c'est l'effet normal de tout contrat de cession de propriété littéraire et l'article 36 du Règlement intérieur ne fait que le rappeler sans autre utilité : « Le Comité, de sa propre initiative et au nom de la Société propriétaire, en vertu de l'apport stipulé à l'article 23, poursuit la contrefaçon ou toute autre violation des droits de la Société résultant d'une reproduction illicite ou inexacte faite dans un journal ou par un recueil périodique. » En exerçant, dans ces conditions, l'action en contrefaçon, la Société des Gens de Lettres ne fait que défendre son propre bien et elle n'a pas besoin de se munir, au préalable, d'une autorisation de l'auteur.

En même temps, par le système qu'elle a conçu, la Société

des Gens de Lettres entend s'assurer la possession exclusive et, par suite, une paisible exploitation du droit qu'elle acquiert. Elle prétend, toutes les fois qu'un auteur a adhéré à ses Statuts, le mettre dans l'impossibilité de se déprendre du lien qu'il a consenti (1) et conserver envers tous le bénéfice de son engagement. Nous faisons ici allusion à l'hypothèse d'une cession concurrente, d'une autorisation de reproduire donnée par l'auteur en dépit des clauses statutaires. Ce n'est pas une éventualité d'ordre purement théorique. Trop souvent la Société des Gens de Lettres l'a trouvée réalisée : un auteur de ses sociétaires, pressé par les sollicitations d'un éditeur, lui accorde à nouveau, au mépris du pacte social, le droit de reproduire qu'il a déjà cédé. Alors, la Société intervient : elle prétend directement repousser cette atteinte à son droit et elle appelle contre l'acte de l'auteur la sanction la plus énergique : la nullité.

Son argumentation invariable, qu'il nous faut développer, parce qu'elle est la clef de voûte du système, est qu'il y a vente de la chose d'autrui. L'auteur s'était dessaisi d'une partie de ses droits de reproduction, pour tout ce qui concerne les périodiques, il n'en saurait faire une seconde cession valable et sa tentative tombe sous le coup de la nullité prononcée par l'article 1599 du Code civil.

Nulle part cette thèse de la Société ne se trouve exposée avec plus de netteté que dans une consultation de 1869, rendue à sa requête par un groupe de juristes, où nous

(1) Pour le temps tout au moins que dure la convention.

relevons les noms de MM. Adrien Huard et Pataille. « Con-
 « sidérant que le droit exclusif de publier et de reproduire
 « leurs écrits, qui est consacré par les lois au profit des
 « auteurs, peut être cédé par eux à des tiers, que ces sortes
 « de cessions peuvent être totales ou partielles, embrasser
 « à la fois la publication et la reproduction ou s'appliquer
 « distinctement à l'une ou à l'autre, que ces cessions ont
 « pour effet d'investir les cessionnaires des droits à eux
 « transmis par le cédant, que, par cela même, elles éteignent
 « dans la personne des auteurs le droit qu'ils ont cédé et
 « la faculté légale de faire de nouvelles cessions, parce
 « que les auteurs se dépouillent de cette faculté en l'exer-
 « çant au profit de leur premier cessionnaire ; considérant
 « qu'il résulte, de ce qui précède, que de nouvelles ces-
 « sions consenties au préjudice des cessionnaires anté-
 « rieurs sont irrégulières et doivent rester sans effet vis-
 « à-vis de ces derniers, d'une part, parce que l'auteur ne
 « peut transmettre des droits qu'il n'a plus lui-même et,
 « d'autre part, parce que ces droits, ayant été transmis anté-
 « rieurement, sont, au point de vue juridique, des choses
 « qui appartiennent à autrui et dont la vente est nulle
 « aux termes de l'article 1599 ; considérant que le cession-
 « naire antérieur n'a pas à s'inquiéter des conséquences
 « que la seconde cession, nulle à son égard, peut, suivant
 « les circonstances, produire ou ne pas produire entre l'au-
 « teur et le second cessionnaire ni des actions en dom-
 « mages-intérêts auxquels elle peut donner lieu ; considé-
 « rant, en ce qui le concerne, qu'une seule question

« pourrait être examinée, celle de savoir si, lorsque des
« cessions ont été consenties à des dates différentes, celle
« qui doit être considérée comme la première n'est pas celle
« qui a acquis date certaine suivant l'article 1328 ; mais,
« considérant que, dans l'espèce, il n'y a pas à se préoc-
« cuper de cette question, puisque la cession du droit de
« reproduction consentie par les auteurs à la Société des
« Gens de Lettres se trouve authentiquement établie par
« les Statuts notariés du 17 mars 1868 ; considérant qu'il
« suffit, dès lors, de rechercher si les dispositions des Statuts
« contiennent une cession partielle par voie d'apport à la
« Société du droit de reproduction des écrits de tous les
« auteurs qui ont adhéré à ces statuts et sont devenus
« membres de la Société ; considérant, à cet égard, que les
« dispositions des Statuts sont positives et formelles, que
« l'article 43 (1) dispose que, lors même qu'un sociétaire
« vendrait à un éditeur son œuvre en toute propriété, cette
« œuvre ne pourra pas comprendre le droit d'autoriser la
« réimpression dans les journaux ou écrits périodiques,
« que cette limite, expressément indiquée dans les Statuts,
« démontre de la manière la plus évidente que l'auteur
« s'est dessaisi, par son apport dans la Société de la faculté
« d'autoriser la reproduction de ses articles dans les jour-
« naux ou écrits périodiques, puisqu'une vente de son
« œuvre en toute propriété ne peut pas la comprendre ;
« considérant que l'article 44 (2) n'est pas moins explicite,

(1) Actuellement, article 33 du Règlement intérieur.

(2) Actuellement, articles 24 et 25 du Règlement intérieur.

« qu'en effet, si cet article réserve aux auteurs dans son
« premier paragraphe, la faculté d'interdire la reproduction
« de leurs œuvres, cette réserve est subordonnée à la con-
« dition d'annexer à la première publication un avis
« exprimant cette interdiction, que le second paragraphe
« veut que, quand, par l'absence de cet avis d'interdiction,
« les auteurs auront placé leurs œuvres dans le domaine
« de la reproduction que la Société peut autoriser, ils ne
« puissent plus l'en retirer; en conséquence et pour tous les
« motifs qui précèdent, le Conseil, après en avoir délibéré,
« estime que les autorisations non gratuites qui pourraient
« être données par les auteurs à des tiers, à l'effet de repro-
« duire leurs œuvres, sont et doivent demeurer inoppo-
« sables à la Société et absolument sans effet à son égard. »

Persistant, par méthode, à rester sur le terrain où la Société des Gens de Lettres s'est placée et nous bornant pour l'instant à dégager les conséquences qu'elle revendique de son système, il nous est impossible de ne pas relever le sophisme de cette discussion.

L'espèce envisagée soulevait, en effet, une difficulté spéciale qui a reçu une étrange solution. Si la nullité de la vente de la chose d'autrui est une règle de notre droit, son application se diversifie selon les cas : quand il s'agit d'un immeuble, la date de la première aliénation, obstacle à une seconde, est déterminée par la date de la transcription ; s'il s'agit d'un meuble corporel, le bénéfice du contrat (article 1141 du Code civil) reste acquis au possesseur de bonne

foi, « encore que son titre soit postérieur en date ». La propriété littéraire ne rentre dans aucune de ces catégories ; pour elle, on ne peut régler le sort respectif des cessions successives que par la date certaine où elles sont intervenues ; il faut, en un mot, adapter — et les auteurs de la consultation précitée n'ont pas manqué de le faire — la disposition de l'article 1599 aux exigences de l'article 1328. Une seconde cession ne peut être annulée, en effet, que si le premier cessionnaire rapporte la preuve, selon l'un des moyens de l'article 1328, de l'antériorité de son titre. Faute pour lui de la fournir, il ne pourra obtenir la satisfaction qu'il poursuit.

Il est fait, dans la consultation précitée, une application absolument bizarre et purement fantaisiste de ces principes. En faisant remonter au 17 mars 1868, date d'une reconstitution par acte authentique de la Société, « la cession du droit de reproduction consentie par les auteurs à la Société », le Conseil judiciaire de la Société a confondu, pour les besoins de la cause, la date de la constitution de la Société et la date de l'adhésion des auteurs. Ces deux dates ne se trouvent effectivement correspondre que pour les auteurs présents à l'acte de 1868. Pour tous les autres, la cession qu'ils ont faite de leur propriété littéraire ne remonte naturellement pas au delà du jour où leur candidature a été agréée. En se référant à l'acte de 1868, ils n'en empruntent ni la date ni la forme et leur adhésion faite par acte sous seings privés, *jamais soumise à la formalité de l'enregistrement*, ne saurait valablement faire preuve de sa date à l'égard des tiers.

Il nous paraît, du reste, inutile d'insister davantage sur cette augmentation, qui n'a jamais été, à notre connaissance, produite en justice, et il est plus intéressant de relever un autre système que la Société a présenté dans une instance récente pour faire fléchir en sa faveur la rigueur de l'article 1328. L'espèce réalisait précisément l'hypothèse qui nous occupe. Deux membres de la Société des Gens de Lettres, MM. Théodore Cahu et Jules Mary, avaient consenti à la Société des Publications Rouff et C^{ie} la vente de divers romans. La Société des Gens de Lettres, troublée dans ses droits par une injuste concurrence, poursuivit devant le tribunal de la Seine l'annulation, en vertu toujours de l'article 1599, de l'acte qui lui faisait grief. Entre les deux cessions incompatibles, la raison de décider était essentiellement une question de priorité et la maison Rouff, forte de ses contrats dûment enregistrés, prétendait finalement trouver protection dans la disposition de l'article 1328.

M. le substitut Morizot-Thibaut lui répond : (1) « Vous ne
« contestez pas la date d'entrée de Jules Mary et Théo-
« dore Cahu dans la Société des Gens de Lettres. Vous
« dites seulement que cette entrée n'a pas date certaine,
« tandis que votre traité de cession a date certaine. Donc,
« vous devez, ajoutez-vous, être préféré à la Société dans
« les effets de la cession. Ce serait le renversement des
« principes... Pourquoi le législateur a-t-il écrit l'article

(1) *Le Droit* du 22 juillet 1906.

« 1328? Il a voulu prévenir la fraude. Supposez, par exemple, que mon vendeur m'ait cédé un droit incorporel. Le contrat est constaté par un acte, la date a été apposée au bas de l'acte sous seings privés, par exemple, le 7 décembre 1896. Mais il veut me dépouiller et vend postérieurement le même droit à une autre personne et on antidate l'instrument du contrat : on met, par exemple, le 25 janvier 1688. La loi a voulu me garantir de la fraude et elle m'a permis de donner, par l'enregistrement, la date certaine opposable aux tiers.

« Ainsi réglé, l'article 1328 ne sera évidemment opposable qu'aux actes soupçonnés de fraude. Comment voulez-vous l'opposer à la Société des Gens de Lettres quand vous ne songez pas, quand vous ne pouvez même pas songer à contester la date de l'apport de Théodore Cahu et Jules Mary dans la Société. Vous détournez l'article 1328 de son but pour l'appliquer à une hypothèse que la loi n'a pu ni voulu prévoir.

« L'antériorité appartient à la Société des Gens de Lettres. Elle résulte d'une date dont personne ne peut contester la sincérité. Elle provient non d'un acte sous seings privés comme le vôtre, mais d'un acte que la pratique n'a jamais soumis à l'enregistrement, à savoir : les registres, les délibérations et les contrôles de la Société. Vous ne pouvez donc même pas vous prévaloir contre elle de l'omission d'une formalité que rien ne lui imposait. »

(1) Toullier, tome VIII, nos 242 et 243.

(2) Braas, *Théorie générale des actes sous seing privé*.

Cette argumentation s'inspire d'une doctrine qui n'est pas nouvelle. Toullier (1) et Braas (2) enseignent que les dispositions de l'article 1328 sont simplement énonciatives et non limitatives et que, si le juge rencontre dans les faits de la cause des circonstances propres à l'éclairer avec certitude sur la date réelle d'un acte, il peut leur attribuer d'autorité l'effet que l'article 1328 semble réserver aux trois circonstances qu'il relate. Mais cette opinion est, aujourd'hui, unanimement abandonnée. Tous les auteurs reconnaissent que les actes sous seings privés ne peuvent pas, en dehors des moyens indiqués dans l'article 1328, acquérir date certaine à l'égard des tiers. Même si le concours de certaines circonstances écarte absolument l'hypothèse de fraude et assure d'une façon incontestable la réalité de la date indiquée, les tiers peuvent exiger qu'on leur en rapporte la preuve selon les règles de l'article 1328. Ainsi, le timbre de la poste donne avec certitude la date d'une correspondance ; elle ne saurait, cependant, d'un avis unanime, s'imposer aux tiers.

Cette interprétation de l'article 1328 est, d'ailleurs, strictement conforme à la lettre du Code. La présomption qu'il établit est irréfragable, elle est de celles qui, par leur formule (les actes sous seings privés n'ont de date contre les tiers que du jour . . .), n'admettent pas la preuve contraire. Sans doute, l'adhésion de l'auteur à la Société des Gens de Lettres est entourée d'une certaine publicité qui n'en rend pas la date sérieusement contestable. Mais l'effet qui en résulte est inopposable au cessionnaire

qui a acquis, après coup, mais de bonne foi, des droits de propriété littéraire (1).

Ainsi, la sécurité que pourraient inspirer à la Société des Gens de Lettres les formalités particulières qui entourent le contrat qu'elle passe avec les auteurs n'est pas fondé en droit. Tant qu'elle ne prendra pas la précaution de faire authentifier par l'un des moyens de l'article 1328 la date des adhésions qu'elle reçoit, elle sera à la merci de la duplicité de ses sociétaires, qui conserveront, quoi qu'elle prétende, à l'égard des tiers, « la faculté légale de faire de nouvelles cessions ».

Cette solution n'est qu'une déduction stricte de principes certains. Elle peut, cependant, dans diverses hypothèses qu'il nous faut maintenant indiquer, recevoir quelque correctif. D'abord, il peut se faire que l'éditeur cessionnaire des droits contestés reconnaisse la réalité de la date à laquelle la Société des Gens de Lettres fait remonter l'adhésion de l'auteur, son sociétaire; dans ce cas, il est censé renoncer au bénéfice de l'article 1328 et il doit accepter les conséquences de son aveu. « Le tiers auquel on oppose un acte sous seing privé dépourvu de date certaine, disent

(1) Le système que nous combattons a néanmoins été accueilli par le Tribunal de la Seine dans son jugement du 22 juin 1906. « Attendu toutefois qu'à une époque antérieure aux traités (avec Rouff) le droit d'autoriser la reproduction de ces ouvrages avait été apporté par Richebourg à la Société des Gens de Lettres, ainsi qu'en font foi la Chronique et le Catalogue de la Société, *documents dont la date ne saurait être considérée comme incertaine en raison de la publicité dont ils sont entourés.* »

MM. Aubry et Rau (1), ne peut plus exciper de ce défaut lorsqu'il a, par un aveu formel, reconnu la sincérité de l'acte ou que, par ses agissements, il a manifesté d'une manière non équivoque l'intention de ne pas se prévaloir de la disposition de l'article 1328. » Mais il va sans dire que cette reconnaissance est de la part de l'éditeur que nous supposons un acte tout spontané, les juges ne peuvent pas y suppléer et, quelque opinion que les débats leur donnent sur les conditions dans lesquelles il a passé son contrat, le cessionnaire, muni d'un document enregistré, peut persister à en réclamer le bénéfice et à exiger la preuve selon les règles de l'article 1328 — par hypothèse impossible — d'une antériorité qui lui ferait grief.

La Société des Gens de Lettres peut encore trouver, dans une autre considération, une utile ressource. Toutes les fois que le second cessionnaire a connu en fait l'adhésion d'un auteur à la Société des Gens de Lettres, il ne saurait impunément tenter d'acquérir un droit de reproduction pour les périodiques. S'il n'est pas, lui, engagé dans les liens d'une convention antérieure, sa liberté de contracter n'est cependant pas sans limite ; il ne peut pas, par ses sollicitations ou même par sa simple complaisance, concourir à la violation d'un engagement valable qu'il connaît. Son contrat, s'il a pour effet — et à pleine connaissance de son auteur — de frustrer la Société des Gens de Lettres d'avantages qu'elle escomptait, n'est pas un acte de bonne

(1) Tome VIII, page 261.

foi ; celui qui le passe se fait complice de la duplicité de l'auteur, il commet un dol civil, il engage sa responsabilité.

La Société des Gens de Lettres est fondée à lui demander réparation de son acte, une réparation aussi adéquate que possible au préjudice qu'elle subit. Et le seul moyen de réaliser cette correspondance parfaite, ce sera de priver le cessionnaire coupable du bénéfice de son contrat, de prononcer à son encontre une déchéance des droits frauduleusement acquis et de restaurer ainsi la Société des Gens de Lettres dans l'intégralité des siens (1).

Cette façon d'appliquer l'article 1328 peut bien ne pas rencontrer un assentiment unanime : elle tend à substituer au principe des réparations pécuniaires un moyen nouveau d'annulation. La jurisprudence a cependant fait passer avant ces inconvénients l'intérêt qu'il y a à assurer une réparation adéquate au préjudice. Dans une instance récente (2), la Cour de cassation a rejeté le pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour d'Orléans affirmant la responsabilité d'un tiers qui avait sciemment favorisé la violation d'une convention et lui faisant, sous peine d'astreintes,

(1) « Le tiers qui achète dans ces conditions (connaissant une promesse de vendre antérieure), qui aide à commettre un acte déloyal commet lui-même un acte fautif qui entraîne sa responsabilité. Les conséquences de cette responsabilité devront se dérouler conformément à ce principe, qui nous paraît certain, que les juges devront accorder la réparation de tout délit civil de la manière la plus adéquate, la mieux appropriée pour effacer tout dommage. Or ici c'est certainement en obligeant le tiers à restituer l'immeuble qu'il a acquis malhonnêtement que la réparation sera la plus parfaite. » Demogue, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1906, p. 256.

(2) *Pandectes françaises*, 1905, 1, 17.

défense de continuer à tirer parti de son contrat dolosif. Elle avait, d'ailleurs, en 1888 (1), dans une hypothèse inverse de notre espèce, adopté une solution inspirée des mêmes principes : elle avait vu, dans les manœuvres d'une femme mariée tendant à tromper les tiers sur sa qualité, un fait générateur de responsabilité délictuelle et un obstacle à demander l'annulation pour défaut d'autorisation maritale de l'acte irrégulier.

Cette solution, toute d'équité, peut, par une autre voie encore, se justifier. Le contrat qui est le fruit d'un concert frauduleux ne mérite pas la protection des lois, il est atteint d'un vice radical, il tombe sous le coup de la règle : *Fraus omnia corrumpit*. La Société des Gens de Lettres peut le méconnaître et contester le droit invoqué par son concurrent. Ainsi, dans tous ces cas, à quelque point de vue qu'elle se place et quelqu'argument qu'elle invoque, elle recouvrera les avantages d'une exploitation exclusive de la reproduction des œuvres de ses sociétaires.

Les termes de notre hypothèse limitaient le bénéfice de cette solution au cas où l'adhésion de l'auteur à la Société des Gens de Lettres était, lors de la conclusion du contrat, connue de son concessionnaire. C'est à cette condition seulement, en effet, que nous trouvons les éléments du concert frauduleux, point de départ de notre argumentation. L'ignorance, à cet égard, du second concessionnaire est la garantie d'une bonne foi et la sauvegarde de son droit. Mais le juge, pour

(1) Dalloz, 1888, 1, 361.

l'admettre, se montrera parfois difficile. C'est qu'en effet, la situation de la Société des Gens de Lettres est considérable dans le monde littéraire, elle est connue de tous les éditeurs et elle leur suggère invinciblement, lors de toute négociation avec n'importe quel auteur, la présomption de son adhésion. Qu'ils omettent de s'en enquérir davantage près de l'auteur ou dans « la Chronique de la Société », leur négligence pourra, suivant les cas, apparaître aux juges comme une précaution suspecte. Sans doute, la bonne foi doit se présumer : c'est un principe qui subsiste, mais il faut le combiner, ici, avec les éléments de l'espèce, avec les préoccupations courantes d'un professionnel, avec l'état d'esprit qu'il reçoit de sa fonction. La Société des Gens de Lettres pourra, dans bien des cas, faire déclarer invraisemblable l'ignorance invoquée par le cessionnaire et inadmissible l'excuse qu'il voudrait en tirer.

Ces réserves rétrécissent donc singulièrement le cercle de la liberté de l'auteur, elles permettront souvent de frapper d'inefficacité les efforts qu'il pourrait faire pour se dégager des effets de la convention qu'il a signée ; mais elles n'atteignent pas, elles laissent intact le principe posé par l'article 1328 : dans le conflit entre cessionnaires successifs d'un même droit, la préférence sera donnée à celui dont le contrat aura la date certaine la plus reculée. Tant que la Société des Gens de Lettres persistera à ne pas faire enregistrer les actes d'adhésion qu'elle passe avec les auteurs, elle sera à la merci des manœuvres de ses sociétaires, qui pourront toujours, en dépit de leurs engagements, céder

à des tiers leurs droits de reproduction. Elle pourra à tout instant trouver devant elle des éditeurs investis de droits pareils aux siens et alors — si l'espèce envisagée ne lui permet pas d'obtenir, par la voie détournée que nous avons indiquée, la satisfaction qu'elle désire — deux solutions restent possibles : ou bien la Société des Gens de Lettres se trouvera évincée par ses concurrents, plus prévoyants, ayant eu soin de soumettre leur contrat à l'enregistrement ; ou bien, et c'est le moindre dommage qui pourra lui arriver, en l'absence, de part et d'autre, d'une des formalités de l'article 1328, les deux cessionnaires, frappés d'une égale incapacité de faire reconnaître respectivement leurs prétentions, devront respecter chacun la situation de l'autre, subir, dans l'impossibilité légale où ils se trouvent de faire prévaloir les uns ou les autres la coexistence de leurs droits et ils resteront libres, en conséquence, d'exploiter chacun de leur côté la reproduction de l'œuvre litigieuse (1).

* * *

Le jour où la Société des Gens de Lettres, pénétrée enfin des lacunes de son système, aura pris le parti de soumettre à la formalité, si facile d'ailleurs, de l'enregistrement les actes d'adhésion des auteurs qu'elle accueille, aura-t-elle

(1) Devant la juridiction commerciale, la Société des Gens de Lettres trouverait, au point de vue qui nous-occupe, un terrain plus favorable à ses prétentions ; elle pourrait établir *par tous les moyens de preuve* la date de l'adhésion de ses sociétaires.

cause définitivement gagnée? Verra-t-elle les tribunaux accueillir avec faveur, dans tous les conflits suscités par des cessions concurrentes, le système qu'elle défend et lui accorder la satisfaction qu'elle poursuit? Nous pensons qu'il y a lieu de faire encore, dans cette hypothèse, quelques distinctions. Si le régime des œuvres présentes, publiées lors de l'admission de l'auteur, reste déterminé par les principes que nous venons de poser, il convient peut-être de faire aux œuvres futures, à celles qui verront le jour au cours de sa carrière, un sort à part.

Il s'agit, en effet, de bien fixer, pour celles-ci, l'époque de l'acquisition dont se prévaut la Société et du dessaisissement de l'auteur. Se confond-elle avec la date de l'adhésion du sociétaire? Doit-elle être reportée seulement au jour de la publication de l'œuvre (1)? N'est-elle pas, enfin, subordonnée à l'accomplissement d'une formalité postérieure? Suivant qu'on donnera aux droits acquis par la Société des Gens de Lettres un point de départ différent, les négociations tentées par ses sociétaires à son préjudice subiront un sort différent. De ces trois systèmes, le premier a été soutenu par la Société devant le tribunal de la Seine, qui a adopté le troisième. Mais ces préférences divergentes ne diminuent en rien à nos yeux les mérites intrinsèques

(1) Nous pouvons employer cette formule sans inexactitude, puisque la première reproduction dans la presse laissée à l'initiative de l'auteur doit être considérée comme la condition suspensive de la cession dont la Société se prévaut et qu'elle ouvre ainsi son droit retroactivement.

de la seconde conception que nous estimons seule conforme aux principes du droit.

L'auteur qui adhère à la Société des Gens de Lettres fait, avons-nous vu, en outre d'un apport actuel, la cession sur toute sa production future de droits déterminés : il fait une cession partielle d'œuvres futures. Mais qu'est-ce à dire ? Quels seront les effets d'une pareille convention ? Nous ne saurions nous en tenir à la formule courante qui l'exprime et il nous faut la soumettre maintenant à une analyse juridique, utile à la fois pour la satisfaction de l'esprit et pour les conséquences pratiques que nous en déduirons.

Couramment, et c'est une thèse qui semble en faveur près de la jurisprudence, une cession d'œuvres futures est interprétée comme une cession sous condition suspensive. C'est cette manière de voir qui a suggéré les objections que nous avons rencontrées déjà sur la validité du contrat lui-même. La condition sous-entendue de la convention, ce serait que l'auteur publie un ouvrage. Dès qu'elle se trouve réalisée, le contrat reçoit une exécution quasi-automatique, le droit de la Société sort son effet et se substitue pour partie au droit de l'auteur. A interpréter de la sorte l'acte intervenu, on écarte toute incertitude, on entre dans un cadre connu et les effets de la convention se précisent en même temps que son caractère.

Il y aura lieu, notamment, de tenir compte, ici, de la règle de la rétroactivité inscrite dans l'article 1179. Et alors on aperçoit de suite quel intérêt la Société des Gens de Lettres a à faire sienne cette conception. Supposons qu'un

de ses sociétaires, au mépris du pacte social, fasse cession à un éditeur concurrent des droits qu'il a déjà transmis pour une œuvre qu'il projette ou pour toute la série de ses productions futures. Notre hypothèse, en plaçant les deux contrats incompatibles à une date certaine antérieure à la publication de l'œuvre litigieuse, soulève un point délicat. Si un même objet est saisi simultanément de deux droits réels inconciliables, il n'y a pas de raison de préférer l'un d'eux en cas de bonne foi de part et d'autre et alors le conflit subsiste. La conception d'un droit sous condition suspensive permet de le trancher au profit de la Société : à défaut de priorité réelle dont elle puisse arguer, celle-ci, dans la notion de rétroactivité, en trouve au moins une fictive. Le droit réel dont elle se prévaut, elle le fait remonter au jour de l'acte d'adhésion de l'auteur, il prime, par conséquent, tous les droits qu'un cessionnaire postérieur à cette date aurait tenté d'acquérir, il rend possible et admissible, même dans cette hypothèse, toute l'argumentation tirée de la vente de la chose d'autrui.

Dans un procès récent auquel nous nous sommes déjà référé, M. le substitut Morizot-Thibaut a présenté et accepté ce système (1). « *Quid*, si le droit, dit-il, lui avait « été cédé avant ce moment, c'est-à-dire avant l'apparition « du roman, mais après l'entrée de l'auteur dans la Société « des Gens de Lettres?... Si elle (la question) se présentait « jamais, il suffirait, pour la résoudre, de rappeler notam-

(1) *Le Droit* du 22 juillet 1906.

« ment les articles 1181 et 1179 du Code civil, qui proclament
 « qu'en cas d'obligation sous condition suspensive, si la condi-
 « tion se réalise, le droit est censé acquis du jour du contrat.
 « De sorte que, dans cette hypothèse même, la Société est
 « censée avoir acquis le droit de reproduction avant la
 « cession qui en a été faite postérieurement aux tiers. »

L'ingéniosité de cette argumentation est son seul mérite, elle ne saurait nous tromper sur sa juste valeur. Le principe qui est à la base de tout le système manque d'exactitude : il ne s'agit nullement ici d'une véritable condition. L'obligation sous condition est en elle-même une obligation déjà constituée, qui a tous ses éléments de validité, mais dont l'exécution est subordonnée à l'arrivée d'un événement futur et incertain ; ce doit être, par conséquent, un événement extérieur à l'obligation elle-même, distinct de ses conditions essentielles (1). Ici, quelle serait la condition sous-entendue de notre contrat ? La publication d'un ouvrage par le sociétaire. Mais c'est là, en vérité, la matière même du contrat, son objet, c'est un droit de reproduction qui découle, au profit de l'auteur, de la composition elle-même. La prétendue condition est, en réalité, un élément essentiel

(1) « Il est des conventions ou dispositions qui, par leur nature ou leur objet, supposent nécessairement l'existence ou la réalisation ultérieure de certains faits. Ces faits ne constituent pas de véritables conditions alors même qu'ils ont été expressément indiqués comme telles. » *Aubry et Rau*, tome IV, p. 94.

« L'objet n'est pas moins indispensable que le consentement à la perfection des actes juridiques : l'existence future et incertaine d'un élément aussi important ne peut être considéré comme une condition. » *Chausse, Revue Critique*, 1900, p. 534.

C'est en s'inspirant de principes identiques que les auteurs se refusent généralement à voir, dans le mariage, une condition proprement dite du contrat de mariage.

de l'obligation : elle est mal qualifiée. Il faut renoncer à l'argument.

Le tribunal de la Seine, dans son jugement du 22 juin 1906 (1), ne l'a, d'ailleurs, pas retenu, mais il lui a préféré un système que réprouvent plus manifestement encore les règles du droit. A son avis, la déclaration d'adhésion de l'auteur ne saurait produire intégralement l'effet dont se prévaut la Société des Gens de Lettres. Elle opère bien, pour toutes les œuvres déjà publiées et non encore cédées, transfert immédiat au profit de la Société d'un droit défini de reproduction. Mais, pour le surplus, pour tous les ouvrages qu'il pourra par la suite produire, l'auteur, selon le jugement précité, n'assume qu'une obligation de faire, de céder à chaque publication nouvelle les droits qui en résultent à son profit et qu'il a promis à la Société. Il fait, en entrant dans la Société des Gens de Lettres, à côté d'un apport effectif, une promesse d'apport dont la réalisation s'échelonnera au cours de sa carrière. Et selon quel procédé? Par un contrat nouveau, indépendant de la publication elle-même et qui résulte d'une déclaration renouvelée pour chaque œuvre, de la cession des droits dont il s'agit, et, d'autre part, de l'acceptation de la Société attestée par l'inscription de l'œuvre au Catalogue ou à la Chronique. Le tribunal a, avec toute la clarté désirable, exposé ainsi sa conception : « Attendu qu'en ce qui concerne les œuvres futures, le sociétaire ne peut en faire

(1) *Le Droit*, 22 juillet 1906.

actuellement l'apport à la Société, puisqu'on ne peut transférer la propriété d'une chose encore inexistante ; qu'il prend seulement l'engagement de transférer le droit d'autoriser la reproduction de son œuvre lorsqu'elle sera produite, engagement qui constitue une obligation de faire susceptible, en cas de non exécution, de se résoudre en dommages-intérêts ; *que ce transfert s'opèrera par une note ou nomenclature dont il sera fait état à la Chronique ou au Catalogue, etc... »*

Un jugement (1) rendu par les mêmes juges et à la même date sur une espèce connexe fait une application de ces principes : « Attendu, y lisons-nous, qu'à la date du 7 décembre 1896, Théodore Cahu n'avait pas transféré à la Société des Gens de Lettres le droit d'autoriser la reproduction de son roman : *Vendus à l'Ennemi*, *puisque celui-ci ne figurait ni au Catalogue ni à la Chronique* ; que l'auteur avait donc, à cette époque, le droit de céder la toute propriété illustrée de l'ouvrage susvisé, y compris le droit d'autoriser la reproduction avec illustrations ; qu'ayant ainsi disposé de son droit, il ne lui était plus loisible d'en opérer le transfert ultérieurement à la Société demanderesse ; attendu, en ce qui concerne le roman de Jules Mary : *Le Docteur Rouge*, qu'il appert, des documents versés aux débats, que cette œuvre figurait parmi les ouvrages reproductibles à la Chronique de novembre 1883, c'est-à-dire à une époque antérieure au traité passé par la Société Jules Rouff ; qu'on en doit

(1) *Le Droit*, 22 juillet 1906.

induire que Jules Mary, à cette époque, avait cédé à la Société des Gens de Lettres le droit d'autoriser la reproduction du *Docteur Rouge*, etc. . . »

Le contrat, ainsi interprété, rend précaire la situation de la Société des Gens de Lettres. Celle-ci, en effet, n'acquiert sur les œuvres futures de l'auteur qu'un droit de créance, le droit d'exiger une cession effective. Le sociétaire, tant qu'il n'a pas rempli son obligation, peut disposer de ses droits au profit d'un concessionnaire de bonne foi et frustrer la Société des avantages qu'elle escomptait. Sans doute, si l'auteur n'a pas déjà usé de ce pouvoir, s'il n'a pas consommé une première cession au préjudice de la Société, celle-ci n'est pas aussi désarmée que semble le penser le tribunal, elle n'est pas nécessairement réduite à une allocation de dommages-intérêts. Elle peut, nous semble-t-il, se prévaloir de la disposition de l'article 1589, spécialement écrite pour les promesses de vente, mais qu'il nous paraît, grâce au rapprochement des deux hypothèses, possible d'étendre aux promesses d'apport : elle peut solliciter et obtenir effectivement des juges la cession que l'auteur, dans sa mauvaise volonté, lui refuse.

Mais ce n'est là qu'un correctif médiocre aux inconvénients que présente, pour la Société des Gens de Lettres, le système du Tribunal de la Seine. Il subsiste qu'avec cette interprétation du contrat, le droit de la Société reste précaire, qu'il peut, tant qu'une inscription à la Chronique ne l'a pas rendu inviolable, s'évanouir en présence d'une cession concurrente qui a acquis antérieurement date certaine.

Ce n'est donc pas à des palliatifs plus ou moins imparfaits qu'il nous faut nous attacher, c'est le système lui-même qu'il faut juger.

Or, il nous paraît, en vérité, s'inspirer d'une conception juridique absolument fausse. Les contrats de vente de choses futures sont assez fréquents dans la pratique pour que leur réglementation ne laisse place à aucune hésitation. Aux termes d'une jurisprudence incontestée, ils sont bien directement générateurs de droits réels. C'est par un effet naturel du contrat, et non à la suite d'un acte secondaire, que le créancier de la chose acquiert sur celle-ci son droit de propriété. Seulement, ce résultat, pour lié qu'il soit à la convention, peut ne pas être concomitant : il y a lieu d'attendre que la chose ait pris son individualité, qu'elle devienne susceptible de retenir le droit réel qui est comme suspendu au-dessus de son existence ; car il faut, de toute nécessité, adapter aux données de l'espèce la disposition de l'article 1138, la règle primordiale dans la matière que le consentement vaut transfert de la propriété.

Ces principes sont certains ; ne comportent-ils pas, cependant, pour l'hypothèse qui nous intéresse, une restriction ? Est-il exact que, du seul fait de l'exécution, la propriété de l'œuvre entre pour partie directement, par l'effet seul du contrat, dans le patrimoine du cessionnaire ? Un doute subsiste : il naît de la nature spéciale de la propriété artistique. « Il ne s'agit pas de la vente d'une marchandise ordinaire et la nature de la chose vendue influence nécessairement sur les conditions de la vente. Les contrats

usuels ne sont pas des formes rigides dans lesquels les parties soient obligées de mouler leurs conventions, sans aucune adaptation aux besoins spéciaux de chaque hypothèse. La jurisprudence doit tenir compte de ces nuances, rechercher les intentions véritables des parties, qu'elles aient été exprimées ou non (1). » C'est qu'en effet, l'artiste possède sur ses œuvres un droit de contrôle souverain ; le souci de sa réputation doit tempérer la rigueur de son obligation, ou plutôt on doit admettre qu'il l'a sous-entendue dans son engagement. Si une décision de justice pouvait lui ravir une œuvre hâtivement produite, inférieure à son talent, c'en serait fait de l'indépendance de l'art. Un tel résultat ne serait pas, pour l'auteur, l'effet qu'il attendait de son contrat, mais une dépossession brutale, un véritable coup de surprise.

Ce sont des considérations de cette nature qui ont inspiré à la Cour de cassation, dans une affaire restée célèbre (2) une solution qui semble se réclamer de règles contraires à celles que nous adoptons. Le 14 mars 1900, la Cour, ratifiant un arrêt de la Cour d'appel de Paris, a estimé que « la convention par laquelle un peintre s'engage à exécuter un portrait moyennant un prix déterminé constitue un contrat d'une nature spéciale, en vertu duquel la propriété n'est définitivement acquise à la partie qui l'a commandé que lorsque l'artiste a mis ce tableau à sa disposition et qu'il a été agréé par elle ». Cette disposition, bien qu'elle s'ap-

(1) M. Planiol sous Dalloz, 98, 2, 465.

(2) Affaire Wistler, Dalloz 1900, 1, 497.

plique dans l'espèce, plus, semble-t-il, à l'œuvre considérée dans son exécution matérielle qu'à la propriété artistique qu'elle a créée au profit de l'auteur, sépare nettement des effets normaux de la convention la cession que nous y rattachions tout à l'heure. Celle-ci ne se réaliserait que par un acte nouveau, contemporain tout au plus de l'exécution, par une tradition spontanée de l'œuvre.

Mais cette interprétation du contrat doit être repoussée : Elle est contraire, M. Planiol l'a lumineusement établi (1), aux principes de notre droit. Elle est, au surplus, inapplicable aux conditions de notre espèce.

Il faut, même en cas de commande, faire prévaloir l'idée de vente et en accepter les conséquences. Le transfert de propriété résulte du contrat primitif, il ne peut pas dépendre du caprice d'un auteur d'en suspendre les effets. Seulement, ces règles doivent s'assouplir en raison du caractère particulièrement délicat des intérêts en jeu ; elles doivent ménager la susceptibilité de l'auteur, pardonner aux incertitudes du talent. Pour cela, il suffit de reconnaître que « l'acquisition de la propriété ne peut avoir pour objet que *l'œuvre finie* et que le droit de maîtrise de l'artiste sur l'œuvre inachevée est la simple conséquence de son rôle de producteur, libre de s'arrêter dans son travail, sauf sa responsabilité personnelle (2) ».

Il y a plus : non seulement les membres de la Société des

(1) Dalloz, 1898, 2, 465, note.

(2) M. Planiol, note Dalloz, 1898, 2, 465.

Gens de Lettres ou leurs cessionnaires ne peuvent pas opposer à celle-ci le défaut d'une formalité superflue, mais la cession de leurs œuvres futures qui résulte pour eux de leur adhésion ne comporte même pas les réserves spéciales que la forme ordinaire du contrat justifie. Comment un auteur serait-il fondé à se plaindre de la publicité que la Société des Gens de Lettres procure à son œuvre, puisqu'il s'est déjà, par la publication qu'il en a faite, soumis au jugement du public? Et, si l'intérêt de sa réputation lui suggère de limiter la diffusion de son œuvre, s'il a quelques raisons de redouter les reproductions des périodiques, qu'il use de la disposition de l'article 25, qu'il interdise à la Société, conformément à son désir, l'usage du droit qu'elle a acquis. Du côté de la Société des Gens de Lettres, maintenant, quel besoin y a-t-il d'exiger, pour parfaire le contrat, qu'elle agrée l'œuvre produite. Cette formalité se comprend quand il s'agit d'une « commande », elle permet de vérifier le mérite de l'exécution, elle est comme la ratification du contrat, elle donne décharge au débiteur tenu d'une obligation de faire. Mais les motifs qui la justifient alors font ici défaut : la Société des Gens de Lettres n'a pas d'avis à donner, elle n'a pas à rechercher la valeur intrinsèque des œuvres sur lesquelles elle acquiert un droit de reproduction, elle peut le revendiquer sur toutes celles qui voient le jour, sans exiger d'aucune qu'elle réalise telles conditions déterminées.

Ainsi, l'exigence, pour consolider le droit de la Société des Gens de Lettres, d'une cession particulière pour

chaque œuvre nouvelle n'est fondée ni en droit ni en fait. Mais ce qui est particulièrement remarquable, dans la thèse que nous combattons, c'est la façon d'où le Tribunal de la Seine infère l'accomplissement de la formalité qu'il exige. A son avis, le contrat particulier de cession qui fonderait la prétention de la Société résulte d'une insertion au Catalogue ou à la Chronique. Cette mention de l'œuvre n'est pas seulement un moyen de preuve du contrat, il semble que ce soit une formalité substantielle. Le jugement affirme, en effet, « que Théodore Cahu n'avait pas transféré à la Société des Gens de Lettres, *puisque celui-ci ne figurait alors ni au Catalogue ni à la Chronique* ». Une telle conception ne tend à rien moins qu'à ressusciter, dans notre droit, un formalisme que toutes les législations ont, par leurs progrès, peu à peu évincé. Le système qui s'en inspire, qui, en dehors des actes où la loi les impose, subordonne à des formalités extérieures l'efficacité juridique d'un échange de volontés, est un système arbitraire. Il faut le rejeter.

Ce nouveau grief que nous lui adressons ne va-t-il pas, cependant, devenir la base de sa justification. Dans l'appel qui lui fut fait du jugement précité, la Cour de Paris retint l'argument pour débouter les appelants. Seulement, elle le transforme : elle ne s'avise pas de lier le sort de la cession à une mention au Catalogue, elle conteste seulement que le droit de la Société soit, à défaut de cette formalité, *opposable aux tiers*. Elle pose, en principe, que « la possession de ce droit spécial (d'autoriser la reproduction) ne pourrait être opposable aux tiers qu'à la condition de leur

être révélée par une publicité quelconque... , qu'il y a lieu de remarquer qu'à l'époque où les insinués se rendaient acquéreurs, ledit ouvrage ne figurait ni au Catalogue ni dans la Chronique de la Société (1) ». Cette manière de voir mérite de retenir l'attention. Très certainement, elle a été suggérée aux juges qui l'ont adoptée par le souvenir des exigences imposées par la loi pour la consolidation, à l'égard des tiers, de certains transferts. La loi de 1855 a organisé pour les droits réels qu'elle vise un système de publicité destiné à garantir les acquéreurs contre le danger d'aliénations successives. Pour les choses purement mobilières, c'est le fait même de la possession qui affermit la situation du propriétaire (2). Ces mesures de publicité, sont éminemment utiles : la complexité des relations sociales, l'accélération de la circulation des biens les justifient chaque jour davantage. On peut, en législation, préconiser leur extension, mais, quand la loi n'a pas, par des dispositions spéciales, pourvu à l'intérêt des tiers, il n'appartient pas aux juges d'y suppléer.

C'est pourtant ce qu'a fait l'arrêt que nous avons rapporté. Au lieu de réduire les cessionnaires postérieurs à un simple recours contre leurs auteurs, il admet en leur faveur l'éviction de la Société, qui n'a pas donné à l'acquisition dont elle se prévaut une publicité précise. Mais dans

(1) *Revue des Sociétés*, mars 1908.

(2) De même, la cession d'un brevet d'invention n'est « valable à l'égard des tiers qu'après avoir été enregistrée au secrétariat de la Préfecture du Département dans lequel l'acte aura été passé », art. 20 de la loi sur les brevets d'invention du 8 juillet 1844.

quel texte de loi l'obligation d'une telle formalité trouve-t-elle donc sa base? Quel article de nos Codes astreint-il donc à des mesures de publicité les cessions de propriété littéraire? L'exigence que formule l'arrêt précité est purement arbitraire.

D'ailleurs, partout où la loi requiert, pour l'intangibilité d'un acte, des règles de publicité, elle place leur accomplissement sous le contrôle de l'autorité publique, elle crée un organisme officiel où iront se réfléchir tous les actes susceptibles de faire grief aux tiers. Ici, ce seraient le Catalogue et la Chronique, publications privées et purement facultatives, qui rempliraient cette fonction ! Alors il resterait à la Société des Gens de Lettres la ressource de les supprimer, d'en supprimer tout au moins la mention des œuvres nouvelles de ses membres qu'elle a coutume de donner : puisque c'est cette initiative qui a suggéré à la Cour de Paris l'argumentation, fausse, d'ailleurs, dans son point de départ, que nous avons relevée, la Société, en y renonçant, se mettra radicalement à l'abri, elle s'épargnera toute équivoque préjudiciable sur la portée de cette pratique (1).

Ainsi le système qui subordonne à une formalité quelconque la validité ou l'opposabilité aux tiers de la cession des œuvres futures manque de base juridique. Le droit que la Société peut revendiquer sur toute la production littéraire de ses membres a bien son principe dans la déclaration d'adhésion de l'auteur et il est indépendant de tout acte

(1) L'insertion au Catalogue ou à la Chronique a simplement pour effet de renseigner les journaux abonnés sur l'étendue de leurs droits.

postérieur; ce n'est pas, nous l'avons montré, un droit sous condition suspensive, c'est simplement, à notre avis, un droit éventuel.

L'éventualité est la modalité d'une obligation à qui il manque, pour être parfaite, l'un des quatre éléments indiqués par l'article 1108 comme essentiels pour toute convention. L'absence actuelle de l'un d'entre eux ne frappe pas nécessairement de stérilité le rapport de droit qui en est affecté. La preuve, c'est que l'article 1130 permet de faire des choses futures « l'objet d'une obligation », par conséquent, légitime une obligation sans objet actuel. Dans les promesses de vente également (article 1589), il n'y a qu'un consentement imparfait, une volonté reste indécise, suspend son adhésion au contrat; cependant, celui-ci, d'ores et déjà, produit certains effets et lie la volonté des contractants. Dans tous ces cas, la convention, pour n'être pas parfaite, n'en est pas moins préconstituée, les droits qui en découlent ne sont pas encore assurés aux parties : si l'élément qui doit les affermir fait défaut, celles-ci seront déçues dans leur attente ; mais, dès maintenant, la forme, les conditions de la négociation qu'elles ont eu en vue sont fixées. Cette modalité spéciale de l'obligation, c'est l'éventualité et elle est une réalité juridique, puisque nous la trouvons réalisée dans des textes précis du Code.

Ne s'adapte-t-elle pas d'elle-même aux conditions de notre espèce? L'adhésion de l'auteur à la Société des Gens de Lettres ne confert à celle-ci qu'un droit en expectative,

Il dépend de l'auteur de créer ou non l'événement qui lui donnera prise, il dépend de lui seul de produire ou non une œuvre littéraire, mais, dès que la publication a lieu, la cession se réalise spontanément en dehors de toute intervention des parties, dans les termes convenus.

Cette interprétation ne doit pas être seulement un hommage aux principes du droit, elle peut encore servir à la réglementation juridique du contrat. A quel régime allons-nous soumettre le droit éventuel que nous avons dégagé? Le point contestable, notamment, c'est l'application dans l'espèce de la rétroactivité. La règle posée par l'article 1179 pour les droits conditionnels doit-elle être étendue aux droits éventuels? Faut-il, comme on l'a déjà proposé dans l'hypothèse de droits conditionnels, faire remonter fictivement au jour de l'adhésion de l'auteur la cession qu'il consent pour ses œuvres futures? On pourrait se laisser séduire par la similitude relative des deux catégories de droits et trouver des raisons d'égale opportunité pour appliquer aux uns et aux autres un même régime. C'est la position prise par M. Demogue dans son étude sur les droits éventuels. Au gré de cet auteur, l'intérêt essentiel du débiteur sous condition, c'est, dans tous les cas, de trouver du crédit; celui du créancier, d'obtenir un paiement effectif; leur intérêt commun, c'est qu'ils ne puissent plus, par aucune manœuvre, altérer la situation qu'ils se sont, par leur accord, respectivement faite en vue de l'événement prévu. Il faut que leurs droits, avant qu'ils soient effectivement nés, soient cependant intangibles, inviolables, tels

que les termes du contrat les ont fixés. Tel est, au sens de ce juriste, le sens véritable de la rétroactivité : elle a, avant tout, un but pratique, elle est une mesure de sécurité.

Elle s'explique non pas par l'hypothèse d'une fiction légale, par la vertu magique d'un article du Code, On peut la considérer comme l'effet normal de la transmission immédiate d'un droit réel. Dès que les parties sont d'accord, il s'opère comme gage du contrat qu'elles viennent de conclure une sorte de transfert instantané. Celui qui aliène sous condition suspensive transmet aussitôt à son cessionnaire un droit réel, il ne fait qu'une cession provisoire, incertaine dans son effet final, mais actuellement efficace. Dès l'instant du contrat, le cédant s'est mis hors d'état de porter atteinte par ses agissements aux droits d'expectative de son co-contractant, il ne peut plus transmettre à quiconque que le droit restreint et aléatoire qu'il a conservé (1).

Cette analyse de la rétroactivité de la condition est ingénieuse. On ne peut cependant l'étendre aux droits éventuels qu'après avoir levé une difficulté. C'est qu'ici, en effet,

(1) « Quand une personne aliène sous condition suspensive, elle crée dès maintenant un droit réel au profit de l'acquéreur ; ce droit réel né immédiatement doit avoir effet du jour de la réalisation de la condition si elle arrive. Il ne reste plus à l'aliénateur qu'une propriété temporaire et en outre la chance de garder la propriété de façon indéfinie si la condition n'arrive pas. Si donc avant l'arrivée de la condition il peut encore vendre sa chose il ne fera acquérir que ce qui lui reste de droit. Car son droit réel qui est de sa nature perpétuel est déjà scindé en deux, il n'en a plus qu'une part. Notre droit, à la différence du droit romain admet que la propriété peut être constituée *ad tempus*. A plus forte raison peut-on avoir une propriété qui risque de n'être que temporaire. » M. Demogue, *Revue trimestrielle*, 1906, p. 249.

il s'agit de fixer un droit réel sur un objet futur et il semble bien que le problème, dans ces termes, pose une antinomie irréductible. Comment, dans l'espèce, investir la Société des Gens de Lettres dès l'adhésion de l'auteur d'un droit réel sur les œuvres qu'il publiera au cours de sa carrière? Le droit réel, dans sa conception traditionnelle, est celui qui porte directement sur une chose, qui se lie à elle si étroitement, qui l'absorbe à ce point que, dans l'esprit populaire, le droit de propriété se confond avec la chose qui en est l'objet. Aussi est-ce à cette notion que M. Demogue s'en prend et, à la suite de M. Planiol (1), il montre combien elle est peu juridique. Tout droit ne peut-être, en effet, qu'un rapport entre personnes, aucun ne peut directement porter sur une chose. Le titulaire du droit réel est un créancier à l'égard de tout le monde, il a sur la chose un droit de jouissance et de disposition que tous les individus sont tenus de respecter, auquel personne, par un acte quelconque, ne peut porter atteinte. Le droit réel n'est, dans cette conception, qu'une extension du droit personnel, il est un droit personnel opposable à tous.

Et M. Demogue tire de cette analyse sa conséquence pratique. Si le droit réel se résout au fond en un droit personnel, il n'y a plus de contradiction à en parler à propos d'un objet futur, car il n'est pas contesté que les obligations peuvent porter sur un objet futur et l'article 1130 le dit expressément. « Nous aboutissons donc, conclut M. De-

(1) M. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, tome I § 728, 2^e éd.

mogue (1), à reconnaître qu'il peut y avoir un droit réel sans aucune chose existant actuellement sur laquelle il porte. »

Mais cette déduction nous semble bien hardie. L'explication précédente du droit réel est ingénieuse, elle ouvre à l'esprit une vue large et synthétique sur une division classique des droits, elle atténue, heureusement, une antithèse qui avait été outrée. Mais elle ne peut être le point de départ d'une assimilation complète. Il reste entre les deux catégories de droits une différence essentielle, sinon dans leur principe, du moins dans l'étendue de leurs effets respectifs : l'un ne lie que les contractants, l'autre est opposable à tous. Cette seule considération suffit pour autoriser pour chacun d'eux un régime différent.

D'ailleurs, une analyse purement abstraite peut, à bon droit, nous être suspecte et il faut se défier des déductions qu'on en peut tirer. Elle peut bien, en réprouvant telle solution admise, en montrant qu'elle manque de base rationnelle, provoquer une intervention du législateur, elle n'autorise pas le juge à réformer sa jurisprudence si elle est conforme à l'esprit certain de la loi. Une tradition, même quand son point de départ est erroné, dès qu'elle a reçu du législateur une consécration, a par elle-même une force qui s'impose. Nous sommes ici dans un de ces cas : le droit réel peut bien, à l'analyse, ne pas paraître répondre à la conception courante; dans la pratique, il faut le traiter selon les caractères traditionnels, respectés, d'ailleurs, par les auteurs du Code, et il nous semble que ce serait plus qu'un

(2) Même article, p. 263.

paradoxe, ce serait un véritable non-sens juridique que de situer un droit réel sur une chose qui n'existe pas encore.

La Société des Gens de Lettres, qui n'a sur les œuvres futures de ses sociétaires qu'un droit éventuel, acquiert donc sans rétroactivité son droit de reproduction. Celui-ci ne naît qu'au moment de la publication.

Aucune fiction ne permet de faire remonter dans le passé, au jour de l'adhésion de l'auteur, les effets de la cession consentie par l'auteur.

Mais cette situation est-elle donc inquiétante pour la Société des Gens de Lettres ? Qu'un auteur, suivant l'hypothèse que nous avons émise, fasse à la veille d'une publication nouvelle, avant par conséquent, que le droit de la Société soit né, une cession concurrente, va-t-il par son acte tenir en échec le droit exclusif de celle-ci ; lui susciter un concurrent ? Nous ne le pensons pas. Le contrat dont il s'agit, en effet, est atteint d'un vice radical ; le droit de reproduction qui en fait l'objet n'est plus, ne sera jamais dans le patrimoine de l'auteur ; celui-ci n'en saurait disposer ; dès qu'il le fera naître, ce sera au profit d'un autre. Cette partie de sa propriété littéraire lui est devenue étrangère, il ne saurait valablement traiter à son sujet (1).

(1) Nous n'invoquons pas ici précisément l'argument de la vente de la chose d'autrui. La nullité édictée par l'art. 1599 du Code civil découle en effet de l'impossibilité où se trouve alors le vendeur de transférer à son acheteur, un *droit réel*, effet normal du contrat. Dans notre hypothèse dans le cas de vente de choses futures, il ne saurait être question de transfert *actuel* d'un droit réel qui à notre avis n'existe pas encore. Nous invoquons seulement la règle de bon sens qu'il faut avoir la disposition des droits engagés dans un contrat.

Il restera au cessionnaire évincé une ressource, le recours contre l'auteur. Il leur demandera compte de sa *culpa in contrahendo* et obtiendra, s'il est de bonne foi, naturellement, toute la réparation du préjudice que l'imprévoyance ou la duplicité de l'auteur lui cause. La Société des Gens de Lettres ne saurait avoir à souffrir de cette action et elle gardera tout le bénéfice de son contrat.

CHAPITRE IV

Interprétation par la Jurisprudence du Contrat passé entre les Auteurs et la Société

Nous avons, dans les chapitres qui précèdent, exposé le système que la Société des Gens de Lettres a conçu pour son organisation et fait la critique, au nom des prémisses mêmes qu'elle pose, des conséquences qu'elle revendique. Nous avons relevé la lacune, considérable à notre avis, de son fonctionnement : le défaut de date certaine des adhésions qu'elle reçoit et signalé le dommage qui en peut dans certaines hypothèses résulter pour elle. Il nous paraît maintenant utile de rechercher le sort que la jurisprudence a fait à ses prétentions, quand elles lui ont été soumises. Cet examen, par les observations qu'il nous suggérera, sera la contre-épreuve de la légitimité des solutions que nous avons admises.

On peut dire que sur la conception qu'elle se fait des rapports des auteurs avec la Société des Gens de Lettres la jurisprudence n'est pas absolument fixée. Existe-t-il une cession effective de propriété littéraire ? Y a-t-il, de la part de l'auteur et au profit de la Société, un apport réel du droit de reproduction ? Sur ce point, les prétentions de la Société ne semblent pas avoir reçu des tribunaux un accueil favorable.

Ce désaveu, à la vérité, n'est pas unanime : certains jugements rendus à la requête de la Société ont, sur les points qui lui tiennent à cœur, adopté purement et simplement ses conclusions. Le Tribunal de Lunéville, saisi d'une affaire de reproduction illicite, reconnaît, le 15 mai 1878 (1), que l'auteur « contrefait » « avait mis l'ouvrage dont il s'agit dans le domaine des œuvres reproductibles de la Société *cessionnaire pour partie des droits de l'auteur aux termes de ses statuts* ; que par suite, la Société et Louis Collas (le sociétaire) sont recevables à exercer les droits qui compètent *au propriétaire d'une œuvre littéraire* ».

Plus récemment un jugement du Tribunal de Nancy du 14 avril 1902 (2) a admis aussi « qu'il est constant, en fait, qu'en exécution de ses statuts, *la Société des Gens de Lettres a acquis de M. Lepelletier et Gautier le droit de reproduction de leurs œuvres* pour exploiter ce droit en commun. »

Ces jugements sanctionnent l'interprétation que la Société des Gens de Lettres a donnée à ses Statuts : ils adoptent la thèse qu'elle soutient de la *cession* du droit de reproduction. Leur autorité à cet égard nous semble cependant rester médiocre. D'abord c'est dans les motifs et non dans le dispositif que sont affirmées les propositions que nous venons de relever ; elles n'ont pas été ensuite l'objet d'un débat contradictoire, les défendeurs n'ont pas à leur sujet soulevé de contestation et ont porté tout l'effort de leur discussion sur certaines particularités de la cause : à ce

(1) Chronique de la Société des Gens de Lettres, année 1878, p. 259.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 1902, p. 614.

double titre, elles peuvent avoir moins retenu l'attention des juges et doivent peser d'un moindre poids dans la solution du débat. Quand la question a été vraiment posée, quand a été soumise à la critique des Tribunaux la détermination exacte des rapports des auteurs avec la Société des Gens de Lettres, ce sont des solutions contraires qui ont prévalu. Elles ont pour elles l'ampleur des discussions qui les ont précédées et l'autorité des juridictions qui les ont rendues ; elles doivent provoquer notre examen.

Les deux affaires qui ont créé une jurisprudence contraire aux prétentions de la Société remplissent également les conditions de l'hypothèse à laquelle nous nous sommes référé. Un auteur, membre de la Société, cède à un éditeur le droit de reproduction qu'il avait déjà mis en société. Dès que le cessionnaire veut faire de son droit un usage conforme à son contrat, la Société intervient et prétend y mettre obstacle. Elle y oppose un droit à elle qui est antérieur et exclusif et elle invoque son argument habituel : vente de la chose d'autrui, nullité de la convention qui lui fait grief.

Quand, pour la première fois, à notre connaissance, en 1871, la Société présenta ce moyen de défense, le Tribunal de la Seine (1) la débouta de sa demande. La Cour de Paris (2) saisie en appel de l'affaire, ratifia la décision des premiers juges et fit en ces termes la critique de tout le système conçu par la Société des Gens de Lettres :

« Considérant que les Statuts de la Société des Gens de

(1) Jugement du 4 août 1871, Sirey, 1872, 2, 167.

(2) Arrêt du 2 août 1872, Sirey, 1872, 2, 167.

Lettres ont pour objet unique de constituer une agence chargée de surveiller et de faire respecter les droits des intéressés dans les circonstances nombreuses où cette surveillance individuelle serait impossible ou du moins très difficile ; — que tel est spécialement le but de l'article 30 qui charge le délégué de la Société de percevoir tous droits d'auteur, dommages-intérêts et toutes sommes provenant du prix des travaux littéraires, ainsi que toutes sommes provenant de cotisations ou d'apports, débits ou indemnités ; de faire toutes diligences aux fins susdites ; d'ouvrir un compte courant à chaque associé, de procéder au partage des droits de reproduction et d'exercer toutes actions en justice. — Considérant que pour arriver aux fins prévues par ledit article, la Société des Gens de Lettres perçoit certaines retenues et cotisations qui forment, en réalité, le seul fonds social, le seul actif de l'association ; — Considérant que, pour atteindre le même but, chacun des adhérents à l'Association a investi le corps social ou son délégué d'un mandat qui forme la base véritable des rapports de chaque associé envers la Société et réciproquement ; — Considérant que ce mandat est irrévocable, résultant d'un contrat qui contient des engagements synallagmatiques et à l'exécution desquels chacune des parties est intéressée ; — Mais considérant qu'il n'en résulte en aucune façon que les adhérents aux statuts de la Société se soient dessaisis de la propriété de leurs œuvres pour en investir l'association ; — Que vainement on argumente de certaines expressions des Statuts, pour établir ce prétendu dessaisissement et que

spécialement les mots : « apport au profit de la Société » doivent s'entendre seulement d'un droit spécial de reproduction dans l'avantage commun de l'auteur et de l'association, dans le cas où l'auteur lui-même ne se dessaisirait pas ultérieurement de ce droit ; — Considérant que cette conséquence résulte avec évidence des trois circonstances suivantes : 1^o que l'auteur qui autorise une reproduction n'est passible envers la Société que d'une amende, ou, en cas de récidive, d'exclusion (article 47) ; 2^o qu'il peut autoriser la reproduction gratuite (article 48) ; 3^o qu'il peut interdire toute reproduction (article 44) ; — Considérant que ces diverses clauses ne permettent pas de dire que l'auteur soit dessaisi du droit de reproduction et qu'il en est si peu dessaisi au profit de la Société qu'il est seul admis à percevoir l'émolument des reproductions autorisées par la Société elle-même, sauf la retenue de 20 % qui n'est autre chose que le salaire du mandat dont il a été parlé ci-dessus ; — Considérant qu'en cet état il est impossible de dire que la cession faite à Rousset (le journaliste) par Lacretelle et Augu (les auteurs) constitue la vente de la chose d'autrui ; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc... »

La Société des Gens de Lettres, sous le coup d'une pareille interprétation de ses statuts se pourvit en Cassation. Mais la Cour suprême (1) ratifia la décision des juges d'Appel et estima « que l'arrêt attaqué n'a pu violer aucun des articles de loi invoqués par le pouvoir ».

(1) Arrêt du 6 août 1873, Sirey, 1873, 1, 459.

Le conseiller Dagallier, chargé du rapport dans cette affaire, avait fait sienne l'argumentation de la Cour de Paris, il la renforçait même de deux observations personnelles. « D'après l'article 57, disait-il, chaque associé n'est engagé dans les opérations de la Société que jusqu'à concurrence du montant de ses cotisations et de la retenue commune sur les sommes perçues ou à percevoir pour son compte, faite ou à faire au profit du fonds social ; si l'associé n'est engagé que jusqu'à concurrence de ses cotisations et de la retenue sur les sommes qui lui sont dues et si le droit de reproduction lui reste dès lors entier, quoi qu'il arrive, n'est-ce pas une preuve qu'il n'en avait pas fait l'apport à la Société, que cette dernière n'en était pas devenue propriétaire, puisque cet apport prétendu ne peut être employé au paiement des dettes sociales ? — Mêmes conséquences à tirer de l'article 58 qui décide que à l'expiration de la Société ou en cas de dissolution, le fonds social restant après paiement de toutes les dettes sera appliqué tout entier à la caisse des retraites, dont le capital sera employé à créer des titres de pensions viagères sur la tête des ayants droit. Si le droit de reproduction fait partie du fonds social, il devrait être appliqué à la Caisse des retraites, ce qui se comprend assez mal, alors surtout que nous allons voir qu'en cas de mort de l'auteur, sa veuve ou ses héritiers en ont la libre et complète disposition. Il résulte, en effet, de l'article 59 des Statuts que la famille de l'auteur décédé, membre de la Société, peut accepter les bons soins de la Société pour la liquidation des écrits du défunt ; mais encore que, si elle refuse, le conjoint ou les

héritiers peuvent encore recourir à l'intervention de la Société pour la perception des droits de reproduction des œuvres de leur auteur décédé membre de la Société. N'est-il pas évident, d'après cela, que l'auteur ne s'était pas dépouillé, au profit de la Société de la propriété du droit de reproduction puisque ce droit se retrouve entier dans sa succession, qu'il est recueilli par son époux ou ses héritiers lesquels peuvent continuer à la Société, s'ils y trouvent avantage, le mandat de percevoir pour eux les profits résultant du droit de reproduction. Donc ce droit leur appartient, donc il n'appartient pas à la Société, donc l'auteur qui en a disposé de son vivant n'a pas vendu la chose d'autrui. »

La Société des Gens de Lettres, émue de la situation qui lui était faite par ces arrêts, résolut d'entreprendre la révision de ses Statuts. Le Conseil judiciaire, dans un avis adressé aux sociétaires (1), précisait ainsi la portée de la réforme à faire : « Le Comité doit profiter de l'enseignement résultant de l'arrêt du 2 août 1872 pour préparer des corrections à plusieurs articles des Statuts, de façon à rendre impossible à l'avenir une interprétation conforme à celle de cet arrêt. Ces corrections doivent avoir pour objet de bien définir le dessaisissement par l'auteur sociétaire du droit qui lui appartient conformément à la loi de 1793, d'autoriser l'impression de ses œuvres sous forme de reproduction. Il faudra bien établir que l'auteur en entrant dans la

(1) *Chronique de la Société des Gens de Lettres*, année 1873, p. 211.

Société cède à la Société dans les termes de la loi de 1793, la partie de sa propriété consistant dans le droit exclusif d'autoriser la reproduction. »

Le 6 avril 1879, l'Assemblée générale des sociétaires votait, en effet, les nouveaux Statuts conformes à ces instructions. Ils prétendaient affermir les bases sur lesquelles la Société avait jusqu'ici fait reposer sa constitution et qu'une épreuve récente venait de montrer fragiles. Ils affirmaient la réalité de l'apport du droit de reproduction, le dessaisissement qui en résultait pour l'auteur, l'impossibilité où le mettait son adhésion de faire de nouvelles cessions au préjudice de la Société. En même temps disparaissaient quelques-unes des dispositions statutaires déclarées inconciliables avec le système de la Société : la liberté de donner des autorisations gratuites n'était plus expressément réservée au profit de l'auteur ; aucune stipulation particulière ne tendait plus à limiter la responsabilité de chaque associé au montant des cotisations et de la retenue sur les droits de reproduction perçus ou à percevoir ; enfin rien ne réglait, pour le cas de dissolution de la Société, le sort de la propriété littéraire cédée par l'auteur. Sur tous ces points, le silence des nouveaux Statuts équivalait à une renonciation de la part de la Société au bénéfice de dispositions déclarées exorbitantes du droit commun, et écartait les obstacles, relevés par la Cour et le rapporteur, à l'admissibilité de l'interprétation proposée par l'appelante.

Quant aux autres objections soulevées au cours de l'instance contre la thèse défendue par la Société des

Gens de Lettres, celle-ci, en n'y parant pas, semblait les mépriser. Nous aurons à apprécier le bien-fondé de cette méthode.

La révision statutaire de 1879 a-t-elle atteint son but ? A-t-elle mis la Société définitivement à l'abri des manœuvres dolosives tentées par ses membres ? Lui a-t-elle permis de faire, à l'avenir, tomber les autorisations de reproduire données par des auteurs à son préjudice ? L'occasion ne fut donnée qu'en 1906 à la Société d'éprouver l'efficacité de la réforme : la solution qui a prévalu a été pour elle une déception.

L'affaire portée alors devant le Tribunal de la Seine (1) réunissait tous les éléments de l'argumentation que nous avons déjà rencontrée. Des auteurs, membres de la Société des Gens de Lettres, avaient cédé à des éditeurs des droits de reproduction que celle-ci prétendait avoir précédemment acquis. La Société entendait se défendre et demandait l'annulation de ces contrats. Les juges s'inspirèrent dans leur décision de circonstances spéciales à la cause et infirmèrent, sur certains points, par des distinctions judiciaires, l'argumentation de la Société ; mais dans (le principe ils accueillèrent son point de vue et adoptaient sa thèse d'une appropriation sociale du droit de reproduction et d'un dessaisissement de l'auteur.

La Société des Gens de Lettres, peu satisfaite du résultat de l'instance, porta l'affaire en Appel.

(1) *Le Droit*, du 22 juillet 1906.

Elle n'eut pas à se louer de cette initiative. Les débats furent, devant la Cour de Paris, engagés à fond sur tout le système d'argumentation présenté par l'appelante. Les intimés contestèrent que la Société fût réellement investie d'une portion de la propriété littéraire de l'auteur, que celui-ci en conséquence se trouvât hors d'état de consentir valablement une cession de son droit : ils reprirent en un mot à leur compte la conception qui avait prévalu en 1879 devant la Cour d'Appel et la Cour de Cassation.

« Considérant, dit l'arrêt (1) qu'aux termes de l'article premier des Statuts, annexés au décret du 10 décembre 1891 qui l'a reconnue comme établissement d'utilité publique, la Société des Gens de Lettres a, notamment, pour but « de procurer aux gens de lettres les avantages qui doivent résulter de leurs travaux » et, plus particulièrement, en ce qui concerne « la reproduction de leurs œuvres littéraires », de prêter « aide et assistance » à ses sociétaires ; qu'il n'est aucunement question, dans ces statuts, de l'apport du droit de reproduction dans le fonds social et, qu'à cet égard, l'article 10 énonce seulement que les ressources de la Société se composent chaque année des « recettes » relatives au droit de reproduction ; qu'à la suite de l'article 13, qui établit l'inaliénabilité du capital social, l'article 18, en cas de dissolution applique après paiement du passif tout le surplus de l'actif au service des rentes et des charges imposées à la Société ou à la création d'établissements en

(1) Arrêt du 29 novembre 1907. *Le Droit*, 13 et 14 janvier 1908.

faveur des gens de lettres et que, dans une liquidation ainsi réglée, il n'est pas possible de retrouver dans une mesure quelconque la propriété du droit de reproduction ;

« Qu'à la vérité, l'appelante ne sépare pas ces Statuts d'un règlement intérieur du 21 février 1892, « dressé en « conformité des Statuts », et dont l'article 23 est ainsi conçu : « Chaque sociétaire, en vertu du droit qui lui est reconnu par la loi du 19 juillet 1793 apporte dans la Société, pour la durée de sa vie et pour être exploité en commun, son droit d'autoriser les journaux, revues ou recueils périodiques français ou publiés en langue française à l'étranger, à reproduire ses œuvres publiées dans d'autres journaux, recueils ou volumes », que, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à certaines autres énonciations contenues dans divers articles du même règlement et qui ne sont visiblement autre chose que l'application apparente de la stipulation précédente, il s'agit de rechercher si, en réalité, l'auteur a, malgré son adhésion aux Statuts et au Règlement de la Société, conservé la propriété de son droit de reproduction ou si, au contraire, il y a eu de sa part, selon la lettre l'article 23, un véritable apport social de son droit en vue d'une exploitation en commun ;

« Qu'il convient de noter que l'interprétation proposée par l'appelante est contraire au sens manifeste des Statuts dont le règlement intérieur a pour objet d'assurer l'exécution, qu'elle tend à admettre l'addition à la Société civile des Gens de Lettres d'une association commerciale pour l'exploitation du droit de reproduction et à soumettre

ainsi l'institution elle-même à des éventualités auxquelles les contractants n'ont certainement pas entendu s'exposer ; qu'aussi bien et quelles que soient les explications de l'article 32 sur la cause et sur les bases du paiement fait à l'auteur, il n'en est pas moins formellement stipulé qu'il touche la part afférente à la reproduction de ses œuvres, seul, et sans aucun partage avec les autres membres de la Société.

« Qu'il est de plus constant en fait que, sur le montant des sommes perçues, la Société retient 15 % et remet 85 % à l'auteur ; que la seule comparaison de ces chiffres démontre nettement que le prélèvement opéré par l'appelante n'est autre chose que la rémunération de ses soins et démarches et que, dans tous les cas, c'est seulement la retenue ou la recette de 15 % qui tombe dans l'actif social ;

« Qu'il convient encore, à ce point de vue, de relever l'article 24 qui permet à un auteur d'interdire toute reproduction par un avis annexé à la publication et signalé à la Société ; l'article 30 édictant contre le sociétaire qui a autorisé une reproduction en violation des articles 23 et 26 d'abord une amende puis, en cas de récidive, l'exclusion et l'article additionnel du 20 mai 1894 stipulant que les adhérents démissionnaires ou radiés ne pourront emporter leurs œuvres dont la reproduction aura été autorisée et que le produit de l'exploitation sera, comme par le passé, versé entre leurs mains ;

« Qu'enfin, lorsque le décès d'un associé met fin aux obligations sociales, il résulte des articles 71, 72 et 73 du règlement que le droit de reproduction se retrouve tout

entier sans aucun démembrement ni diminution dans la succession du défunt, que ses héritiers en ont la libre disposition et que si l'appelante leur offre son concours et son assistance, elle réclame de leur part une cession de droit d'autoriser la reproduction ;

« Que ces diverses stipulations sont évidemment exclusives d'un dessaisissement de la propriété du droit de reproduction au profit de la Société et d'une exploitation en commun ; que, dans la vérité des conventions et selon la pensée commune des contractants, l'auteur est resté propriétaire et maître du droit de reproduction ; que la Société a seulement été chargée, pour un temps contractuellement fixé de faire valoir ce droit et d'en encaisser, moyennant un salaire correspondant à l'importance du service rendu, le produit pour le compte de ses adhérents ;

« Que, dans cette situation, la cession faite par Richebourg aux intimes, dont rien, dans la cause, ne permet de respecter la bonne foi est valable, etc. »

Cet arrêt, continue l'opposition faite déjà en 1873 par la Cour d'Appel et la Cour de Cassation aux prétentions de la Société des Gens de Lettres. Il reproduit la même conception. Il rejette également le système soutenu par l'appelante d'une cession du droit de reproduction, pour lui substituer celui d'un mandat individuel donné par l'auteur en vue de la bonne exploitation de sa propriété littéraire. Les deux thèses s'opposent radicalement : il nous faut juger leurs mérites respectifs. L'adoption de l'une ou de l'autre est,

pour la Société des Gens de Lettres, d'un intérêt vital : elle ne donnera pas seulement une solution à la question qui a suscité toute cette discussion, elle aura encore sa répercussion sur la détermination du Statut légal de la Société.

Nous avons déjà eu l'occasion de donner notre sentiment sur quelques-uns des arguments invoqués par la jurisprudence à l'appui de sa thèse. La faculté laissée à l'auteur d'interdire la reproduction de son œuvre n'est pas, quoi que prétende l'arrêt, « exclusive d'un dessaisissement de la propriété du droit de reproduction », elle n'a pas pour effet, nous l'avons montré, de supprimer le droit de la Société, mais d'en suspendre momentanément l'utilité. En usant de la disposition de l'article 25, l'auteur ne se réserve aucun droit propre, il continue de subir tous les effets d'une cession dont le principe subsiste.

Quant à l'argumentation tirée de l'article 30 du Règlement, on peut dire, quelque respect que nous inspirent les juridictions qui l'ont produite, qu'elle est puérile. L'auteur qui donne une autorisation « en violation des articles 23 et 26 pour la reproduction de tout ou partie d'une ou de plusieurs de ses œuvres » encourt une amende qui ne peut être moindre, à vingt-cinq francs et dont le chiffre est évalué d'après le chiffre causé à la Société », article 30. C'est une juste sanction de son infidélité au pacte social : elle n'est pas cependant la seule. Les termes de l'article 30 en appellent une autre bien plus énergique, celle-là, qui atteint le bénéficiaire de l'autorisation illicite, qui frappe de nullité le con-

trat qu'il a passé. On ne peut admettre l'efficacité d'une telle disposition qu'en se référant au principe d'un transfert de droit réel, opposable par conséquent aux tiers, dont la Société, en effet, se prévaut. De telle sorte que l'article 30, bien loin d'être incompatible avec la thèse de la Société, la confirme en en déduisant son effet le plus remarquable. Si la Cour de Paris n'en a pas jugé ainsi, c'est apparemment qu'elle a estimé discordantes les deux dispositions de l'article 30 et cru, en conséquence, utile de sacrifier l'une à l'autre. Elle a vu dans cette ressource d'un recours *pécuniaire* contre l'auteur la sanction d'un manquement à une obligation *personnelle* et elle a conclu que l'auteur peut valablement donner une autorisation de reproduire, *puisque* « il est possible, pour cette violation du contrat social, d'une amende, etc. » En conséquence de cette interprétation, elle a très logiquement repoussé la thèse qui lui était présentée d'une cession de droit réel.

Mais est-il besoin de montrer combien est fragile la base de cette argumentation ? Les deux sanctions prévues, la nullité de la cession concurrente, la réparation pécuniaire due par l'auteur, ne se rattachent pas le moins du monde à deux systèmes incompatibles, elles peuvent parfaitement coexister. Très souvent, en effet, la Société n'est avertie de l'autorisation donnée à son encontre que par l'usage qui en est fait ; le contrat qui lui fait grief peut même avoir alors produit tout son effet ; c'est notamment ce qui a lieu pour toutes les publications qui épuisent en une seule fois leur sujet. Que faire alors ? Le droit de la Société reste

entier, mais il a été violé. Saisir tous les exemplaires où la contrefaçon s'est étalée? C'est une mesure impraticable, hors de proportion avec le préjudice éprouvé. Elle soulèvera d'ailleurs, dans la plupart des cas, une contestation judiciaire. Le publicateur ne manquera pas, sans doute, de se prévaloir de sa bonne foi et réclamera le bénéfice d'une jurisprudence encore incertaine qui refuse d'étendre à cette hypothèse les règles de la contrefaçon. Alors, plutôt que de s'engager dans une procédure compliquée, n'est-il pas bien plus simple de demander à l'auteur lui-même la réparation du dommage causé, la compensation du *lucrum cessans* subi par la Société? Sa responsabilité à lui est si bien établie qu'il ne peut songer à discuter la prétention de la Société : il s'exécutera sans contestation. Et la Société obtiendra ainsi, par la voie la plus sûre, la seule satisfaction qu'elle peut poursuivre.

S'agit-il, au contraire, d'une publication de longue haleine, d'un feuilleton par exemple? La Société des Gens de Lettres peut juger qu'il est de son intérêt d'en interrompre le cours. Elle plaidera alors contre le reproducteur, la nullité de l'autorisation donnée par l'auteur, et elle pourra en même temps récupérer contre celui-ci la réparation du double préjudice résultant des publications disparues — si le publicateur s'est fait, par sa bonne foi, déclarer exempt — et de la marche même de l'instance que ses agissements ont provoquée.

Ainsi, à quelque point de vue qu'on se place, les dispositions de l'article 35 sont cohérentes entre elles et avec le

système du dessaisissement pour l'auteur du droit de reproduction que soutient la Société.

Allons-nous trouver au moins, dans les conditions où s'effectue la répartition des bénéfices de reproduction, la justification de la jurisprudence de la Cour d'appel? La Société attribue aux auteurs reproduits, au prorata du nombre de lignes empruntées à chacun d'eux, une fraction déterminée de la somme qui lui est versée par chaque journal reproducteur. Elle fait seulement subir à ces sommes une retenue qui n'est pas, comme la Cour semble le penser, uniformément fixée à 15 %, mais qui varie suivant les journaux et qui est, pour ceux de Paris, de 5 % seulement, de 15 % pour ceux des départements, de 20 ou 25 % pour l'étranger. La Cour infère des conditions où se fait cette répartition que l'auteur a conservé son droit de reproduction, puisqu'il continue à « toucher la part afférente à la reproduction de ses œuvres seul et sans partage avec les autres membres de la Société », et que c'est « seulement la retenue ou recette de 15 % qui tombe dans l'actif social ». Cette considération paraît effectivement impressionnante : si l'auteur s'est réellement dépossédé, comme l'affirme la Société, de son droit d'autoriser la reproduction de ses œuvres, comment peut-on concevoir qu'il continue à en percevoir directement les bénéfices? Il est impossible de dissocier par un raffinement de subtilité le droit et l'émolument : là où va celui-ci doit se trouver celui-là.

Il est bien certain que, si on s'obstine à adopter ce point

de vue, on ne peut que se rallier aux conclusions de l'arrêt. La déduction de la Cour est rigoureuse, mais les prémisses en sont contestables. Le vice de l'argumentation, est dans l'affirmation, suggérée, nous nous empressons de le dire, par la mauvaise rédaction de l'article 32, que le prix alloué à l'auteur représente simplement « la part afférente à la reproduction de ses œuvres ». Nous pensons qu'une telle interprétation est contraire à l'esprit des conventions intervenues entre les parties, nous estimons que l'attribution faite à l'auteur a une autre cause, qu'elle est la contre-partie d'un véritable apport social et que, bien loin de prouver au profit du sociétaire la conservation d'un droit personnel, elle atteste sa participation à une exploitation collective. Nous avons, en d'autres termes, à prouver que les sommes versées aux auteurs correspondent, en réalité, à une répartition de bénéfices sociaux, qu'elles sont acquises à la Société avant de passer dans le patrimoine de l'auteur.

Il suffit, pour que la démonstration en soit faite, de considérer que la Société évalue l'apport qui lui est fait d'après les profits qu'il lui donnera. Elle dit implicitement à l'auteur : « Il nous est pratiquement impossible de fixer la valeur du droit de reproduction que vous me cédez, elle se révélera à l'usage par les reproductions qui seront faites de vos œuvres. Acceptons. l'arbitrage de nos clients les journalistes, interprètes toujours avisés des préférences du public ; la fréquence de leurs reproductions déterminera la valeur de votre apport comparativement à celle de vos confrères et vous ouvrira un droit proportionnel dans la

répartition de nos bénéfices (1). » Cette interprétation très plausible de l'attribution faite aux auteurs a l'avantage de respecter le principe essentiel d'une confusion sociale des apports, elle permet de considérer les sommes allouées aux sociétaires comme le produit d'une exploitation de biens mis en commun.

Reste une objection : les bénéfices ne sont que l'excédent des recettes sur les dépenses. N'avons-nous pas méconnu cette notion ? Il semble bien que la répartition faite par notre Société dissipe immédiatement les recettes brutes qu'elle encaisse. Ce n'est qu'une apparence. La Société des Gens de Lettres a appris, par son expérience, à calculer avec précision ses frais d'exploitation : elle les couvre par la retenue forfaitaire qu'elle prélève. Celle-ci a même été établie assez élevée pour permettre la réalisation de bénéfices auxquels une affectation spéciale est réservée.

Ainsi, le caractère de l'attribution faite aux auteurs sur le produit des reproductions soutient, loin de la contredire, la thèse de la Société des Gens de Lettres. Il consolide en même temps son statut de Société civile en précisant la réalité d'une répartition de bénéfices. Il permet, enfin d'apprécier le peu de cas qu'il convient de faire de l'opinion

(1) Aucun texte formel ne rend obligatoire, dans les sociétés civiles tout au moins, l'évaluation *préalable* des apports : les sociétaires peuvent convenir de s'en rapporter à cet égard aux résultats de l'exploitation sociale. La fixation du prix peut, de même, dans la vente être déterminée par des événements ou une expertise *postérieure au contrat*.

qui limite au seul montant de la retenue effectuée l'existence d'un apport et, par suite, d'une Société (1).

Avons-nous donc éludé tous les motifs de l'arrêt ? Allons-nous, en conséquence, nous rallier à la thèse qu'il condamne et que la Société soutient ? Non, car il reste contre elle un argument décisif. Deux fois, en 1872 et en 1907, la Cour de Paris l'a retenu ; les deux fois, elle a relevé dans les particularités de la prétendue cession du droit de reproduction une restriction qui en était simplement la négation.

C'est « pour la durée de sa vie » (article 23) que l'auteur qui adhère à la Société des Gens de Lettres apporte le droit de propriété littéraire défini aux Statuts. Conformément à cette clause, les héritiers des sociétaires peuvent (articles 72 et 73 du Règlement) recourir aux bons offices de la Société pour ce qui « concerne l'exercice du droit d'autoriser la reproduction des œuvres du défunt » ; mais cette ressource est pour eux une pure faculté, ils peuvent n'en pas user et régler à leur gré le sort des droits d'auteur qu'ils recueillent.

Ces dispositions sont parfaitement claires: elles établissent nettement que le démembrement de propriété littéraire dont la Société se prétend investie tombe, en réalité, dans la succession de l'auteur, elles infirment donc la thèse du dessaisissement pour celui-ci du droit de reproduction. Car qu'est-ce donc qu'une cession qui ne produit d'effet que

(1) Il suffit, pour faire rejeter définitivement cette opinion, de considérer que le taux de la retenue effectuée par la Société est variable suivant la catégorie des journaux reproducteurs, qu'en conséquence il n'est pas possible de déterminer d'une façon ferme la proportion pour laquelle le droit de reproduction serait « apporté ».

pour un temps? Le propre de toute aliénation, c'est d'opérer un déplacement définitif du droit visé, c'est de mettre l'acquéreur entièrement aux lieu et place du vendeur. Ici, l'auteur donne et retient : il cède ses droits pour toute sa vie, il les retient pour après, pour ses héritiers. Une telle opération est inadmissible, il n'y a pas de transmission du tout, ou elle doit être définitive. Et, puisque des dispositions formelles écartent ce second parti, c'est au premier qu'il faut se rallier : il faut dire, semble-t-il, que l'auteur ne fait pas cession de son droit de reproduction et qu'il le conserve dans son patrimoine pendant sa vie, comme ses héritiers l'y trouveront après sa mort.

Sans doute, il ne faut pas donner aux principes qui nous inspirent cette conclusion une rigueur absolue. Un transfert de droit réel n'a pas nécessairement un effet perpétuel. Notre législation permet de constituer un droit réel pour un temps, mais elle a alors nettement déterminé les conditions du contrat. L'usufruit ne dure que la vie de l'usufruitier, la mort de celui-ci éteint le droit qu'il avait et reconstitue entre les mains du nu-propriétaire la pleine propriété dont il ne détenait, auparavant, qu'un morcellement. Voilà un cas du moins où un droit réel comporte un terme extinctif. Est-il extensible à notre espèce? Peut-on soutenir que la Société des Gens de Lettres acquiert, sinon en toute propriété, du moins en usufruit, le droit de reproduction qu'elle exploite? Ce serait la confusion des principes les mieux établis du droit. Il est de la nature de l'usufruit de s'éteindre par la mort de l'usufruitier ; ici, par un singulier

renversement des termes, ce serait la mort du nu-propriétaire qui y mettrait fin. L'auteur constituerait un usufruit à un tiers sur sa propre tête ! Il nous semble inutile d'insister plus longuement sur l'invraisemblance d'une telle conception ; nous ne l'avons, au surplus, signalée que pour apporter à une affirmation apparemment trop absolue la restriction qu'elle comporte et qui, par ses conditions d'application, s'élimine d'elle-même de notre cause.

Le terme de cette critique est donc, finalement, la condamnation de la thèse de la Société des Gens de Lettres. Son système de la « cession » du droit de reproduction pour les périodiques trouve dans ses propres Statuts une réfutation décisive. Plusieurs des arguments du Tribunal nous ont paru de purs sophismes ; ils ne constituent pas, dès qu'on les serre de près, des griefs sérieux : nous ne les avons pas retenus. Mais il en est un qui s'impose par sa précision, qui, prenant texte d'une stipulation formelle du pacte social, fera toujours échouer sur ce point particulièrement délicat de la propriété du droit de reproduction, les prétentions de la Société des Gens de Lettres. Celle-ci sera toujours prise entre les deux branches de ce dilemne : ou bien elle est personnellement titulaire et pour toujours, à la place de l'auteur lui-même, de qui elle le tient, du droit dont il s'agit ; ou bien, ne le réclamant que pour un temps, elle fait l'aveu qu'elle ne l'a réellement jamais eu en propriété. N'entendant pas, de son propre gré, prendre à son compte le premier système, c'est au second qu'elle doit se résigner.

CHAPITRE V

Conception proposée des rapports existant entre la Société et les Auteurs

Pour avoir donné notre adhésion à l'un des motifs de l'arrêt de la Cour de Paris, allons-nous en accepter le dispositif? Repoussant, avec la Cour, la thèse d'un dessaisissement effectif de l'auteur, ferons-nous nôtre celle du mandat individuel qu'elle adopte? Nous ne croyons pas en être réduit à cette alternative, car nous ne sommes pas moins frappé de l'insuffisance du système de la jurisprudence que de l'ingéniosité de sa critique, et nous entrevoyons très nettement la possibilité d'interposer entre ces deux conceptions extrêmes une solution plus respectueuse à la fois de l'intention des contractants et de la lettre des Statuts.

Le grand grief que nous faisons à l'interprétation de la jurisprudence, c'est justement, en effet, son arbitraire. Les auteurs déclarent — et la Société exige — qu'ils se dessaisissent du droit d'autoriser la reproduction de leurs œuvres dans les périodiques ; ils entendent mettre ce droit en société comme une valeur active ; ils reconnaissent que toute cession par eux consentie contrairement aux Statuts est nulle de plein droit, même à l'égard de celui à qui elle a

été faite, et ils proclament que cette inefficacité n'est que l'effet naturel du contrat qu'ils passent avec la Société des Gens de Lettres. Jusqu'ici, ces stipulations sont précises, licites et cohérentes. Faut-il, parce qu'une clause expresse en limite la durée, anéantir tout leur effet? Est-il absolument besoin, pour terminer le conflit qu'élève un assemblage de dispositions incompatibles, de faire subir au système conçu par les parties une déformation aussi grave que celle qu'ont admise les arrêts précités?

C'est une règle de bonne interprétation des conventions (article 1156) qu'il faut y faire prévaloir « la commune intention des parties contractantes » sur « le sens littéral des termes ». La jurisprudence que nous combattons a donc, à juste titre, pris la liberté de discuter les qualifications que les parties ont données à leur acte : quand elle a été au fond de cette « cession » de propriété littéraire que les Statuts affirmaient, elle y a trouvé les difficultés insurmontables et elle a, dans la plénitude de son indépendance, écarté la chose malgré les attestations persistantes du mot. Mais quel cas a-t-elle fait, dans cette juste critique, des intentions certaines des contractants? Les parties n'ont adopté la conception qu'elles revendiquent qu'en raison des avantages qu'elle leur présentait. Elles ont voulu prévenir pour toujours les effets d'une cession concurrente, s'assurer contre les sollicitations des tiers en frappant d'avance d'inefficacité toutes leurs démarches. Si les auteurs et la Société des Gens de Lettres avaient recherché ce résultat par la rédaction de clauses particulières, la jurisprudence

serait en droit de leur dénier ce pouvoir et de méconnaître, en conséquence, toute disposition qui tendrait à porter atteinte à la situation des tiers (article 1105). Mais ce n'est pas en ces termes que la question se pose : les parties ont entendu faire un contrat qui emporte de lui-même tous ces effets qu'elles ont recherchés. Les conséquences qu'elles ont expressément répudiées deviennent, dans le cadre qu'elles ont choisi — et elles ne l'ont choisi que pour cela — effectivement inadmissibles : l'auteur qui a disposé de son droit de reproduction ne peut plus rien transmettre à un nouveau cessionnaire. Le système de la « cession » réalisait d'emblée le but poursuivi : nous l'avons cependant écarté. Mais nous pensons qu'on peut, par une autre conception, aussi éloignée de celle-ci que de la thèse du mandat individuel affirmée par la jurisprudence, respecter la « commune intention des parties contractantes ».

Il faut, pour cela, ne pas perpétuer le malentendu qui est à la base de tout ce conflit et qui est créé par l'abus que les juristes ont fait du terme : « cession ». Ceux-ci, et même les meilleurs d'entre eux, ont trop souvent appliqué cette qualification à toutes les conventions relatives à la propriété littéraire et ils n'ont pas toujours, trompés par une identité verbale purement fallacieuse, aperçu les variétés multiples qu'elles comportent. La Société des Gens de Lettres, en parlant de « cession » de propriété littéraire, s'est approprié ce fâcheux procédé et elle n'a pas su, à l'heure critique où son système était condamné, chercher dans le cadre d'un contrat voisin un appui solide à ses prétentions essentielles.

La jurisprudence, de son côté, n'a pas fait plus effort d'analyse : prenant le mot « cession » au sens strict, elle a estimé, à bon droit, mal qualifié le contrat intervenu et, en conséquence, refusé aux parties tout le profit qu'elles prétendaient en tirer, sans s'enquérir si un simple déplacement du point de départ ne leur permettait pas de conserver le bénéfice de déductions dont elles se prévalaient.

Ainsi, nous reconnaissons, la preuve est faite, que les auteurs ne font pas au profit de la Société des Gens de Lettres une transmission même partielle de leur propriété littéraire. Cette cession, pour exister, devrait avoir un effet perpétuel ; or, elle n'a pas ce caractère, les auteurs conservent leur droit par devers eux, puisque leurs héritiers le retrouvent dans leur succession : il nous faut donc abandonner la conception proposée.

Mais pourquoi ces droits d'auteur, qui n'ont pu dans les circonstances de l'espèce, être cédés en propriété, ne l'auraient-ils pas été pour la jouissance seulement ? On peut faire à une Société un apport en jouissance (article 1851) aussi bien qu'en propriété ; on peut conserver un droit et en déléguer l'usage.

Sommes-nous donc, ici, en présence d'un contrat de ce genre ? C'est ce qu'un simple rappel de la volonté des parties nous révélera : nous considérerons notre hypothèse vérifiée dès que nous aurons réussi à déduire du cadre que nous proposons les satisfactions qu'ont poursuivies les contractants (article 1156, Code civil). Une considération qui pourrait, dans notre recherche, nous embarrasser, c'est

que le Code civil n'a pas expressément déterminé la condition des apports faits en jouissance à une Société, il a émis, dans l'article 1851, des dispositions dont le laconisme ne saurait nous satisfaire. Mais il est aisé de suppléer à ce défaut de réglementation : on admet couramment que c'est au titre du contrat de louage qu'il faut, pour plus amples détails, se référer ; la similitude des deux contrats autorise cette assimilation pour tous les points où les particularités de chacun d'eux n'exigent pas une différence de traitement.

Si nous entrons dans cette voie, nous trouvons qu'un des caractères du louage, dans notre droit, c'est de conserver son effet à l'égard des propriétaires successifs de la chose, c'est, selon la formule usuelle, d'être opposable aux tiers acquéreurs. Dès lors, la prétention que la Société des Gens de Lettres a le plus à cœur de faire reconnaître va trouver à l'abri de cette règle une base solide. Ce que la Société veut, avant tout, éviter, en effet, c'est la concurrence de cessionnaires postérieurs, c'est que des auteurs qui lui ont apporté un droit défini de reproduction puissent, par la suite, le céder à des tiers. Nous avons vu quels étaient, en pareille circonstance, l'argumentation qu'elle présentait et le vice qui l'affectait. Avec notre conception de l'apport en jouissance, son système de défense prendra un autre point de départ, mais ce sera la conduire à un succès qu'elle a vainement cherché par une autre voie. Les sociétaires pourront librement consentir à des tiers la cession de leurs droits de reproduction, mais ceux-ci seront tenus de respecter, à cet

égard, les contrats que leurs auteurs auront passés. Le titulaire du droit de propriété littéraire peut changer, les droits que la Société a acquis resteront intangibles : elle seule continuera pendant toute la vie de l'auteur à pouvoir autoriser les journaux, revues et recueils périodiques français à reproduire les œuvres des sociétaires. C'est, en réalité, tout ce qu'elle poursuit à travers l'imprécision de ses formules (1). C'est en ce sens qu'on doit interpréter l'article 30 du Règlement intérieur : « Toute autorisation donnée par un sociétaire, en violation des articles 23 et 26, pour la reproduction de tout ou partie d'une ou de plusieurs de ses œuvres est absolument nulle à son égard et vis-à-vis de celui auquel elle aurait été donnée. » Cette disposition, répétée à nouveau par l'article 33 du Règlement, trouve dans l'article 1743 du Code civil une base inattaquable (2).

Un autre point sur lequel la Société insiste avec une particulière énergie, c'est la situation qu'elle prétend avoir vis-à-vis des périodiques reproducteurs. La Société se présente, pour tout ce qui concerne l'exercice et la sanction du droit d'autoriser la reproduction, comme substituée à

(1) La vente postérieure du droit de reproduction à un éditeur pourrait tout au plus être considérée comme une cession de créance qui, passée selon les formalités de l'art. 1690 (Code civil), ouvrirait au cessionnaire le droit de percevoir à la Société les droits de reproduction inscrits au crédit de l'auteur. L'article 32 du Règlement *in fine*, qui donne une solution contraire nous semble devoir rester une disposition inefficace, les parties ne pouvant, par leurs conventions, frapper une créance d'incessibilité.

(2) Nous restons toujours dans l'hypothèse où l'acte d'adhésion de l'auteur à la Société des Gens de Lettres a acquis date certaine.

l'auteur lui-même, comme exerçant son droit propre. Les traités qu'elle passe « ne peuvent être faits qu'au nom et au profit de la Société » (article 27 du Règlement). Contre les reproductions illicites ou inexactes, c'est de son chef et non par simple procuration de l'auteur qu'elle entend exercer l'action en contrefaçon (article 36).

Ces prétentions trouvent dans la thèse que nous proposons leur justification toute naturelle. En recevant la jouissance exclusive de droits de reproduction, la Société des Gens de Lettres a acquis qualité suffisante pour en régler personnellement l'exploitation et accorder aux lieux et places des auteurs les autorisations aux journaux reproducteurs.

Quant à l'action en contrefaçon, son simple titre de locataire suffit sans conteste à lui en allouer le bénéfice. L'article 1725 (Code civil) autorise, en effet, le preneur à poursuivre en son nom personnel « le trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance ». La reproduction illicite que réprime, précisément, l'action en contrefaçon rentre, évidemment, dans cette catégorie : elle constitue une atteinte au droit propre de la Société, celle-ci doit nécessairement pouvoir disposer de l'arme qui le protégera. Cette opinion trouvera, d'ailleurs, une confirmation décisive dans la considération des motifs qui ont pour une hypothèse un peu voisine, fait prévaloir la solution contraire.

Nous pensons ici, à la jurisprudence qui refuse, en matière de brevets d'invention, d'admettre les bénéficiaires d'une licence à exercer l'action en contrefaçon. La raison principale qu'on en donne, c'est que le porteur d'une licence,

n'ayant pas à l'exploitation du brevet *un droit exclusif*, ne saurait prétendre qu'une reproduction, qu'elle fût ou non licite, lui cause un préjudice qui mérite réparation ; il doit à tout instant s'attendre à ce que le breveté, accordant de nouvelles licences, lui suscite des concurrents. Il appartient, dans ces conditions, à *l'inventeur seul* (ou à son cessionnaire) d'agir, lui à qui, seul, la contrefaçon fait grief en ce qu'elle diminue l'utilité de son brevet.

Cette argumentation commande, évidemment, pour l'hypothèse qui nous occupe, une solution contraire à celle qu'elle a ci-dessus provoquée. La Société des Gens de Lettres jouit, en effet, du privilège de l'exclusivité pour l'exploitation de son droit de reproduction. Quiconque emprunte à son Catalogue, sans son autorisation, la matière d'une reproduction ne lèse pas seulement ses intérêts, mais porte atteinte à son droit. Le contrefacteur lui cause un préjudice personnel : elle pourra directement poursuivre son acte par toutes les ressources que la loi lui procure.

Il ne s'ensuit aucunement, d'ailleurs, que l'auteur ne soit pas recevable, lui aussi, à exercer l'action en contrefaçon. Il est resté, en effet, le titulaire de son droit. De plus, le système adopté par la Société pour la répartition des bénéfices de reproduction lui donne un intérêt à agir. Un jugement du Tribunal de Montluçon (1) a, sur ce point, reconnu le droit personnel de l'auteur.

(1) Dalloz, 1896, 2, 503.

CHAPITRE VI

Relations de la Société avec les Adhérents et les Héritiers des Sociétaires

Nous avons, dans les chapitres qui précèdent, recherché par quel contrat, dans quelles conditions la Société des Gens de Lettres acquérait de ses sociétaires le droit d'autoriser la reproduction de leurs œuvres. Mais ce n'est pas de cette sorte exclusivement qu'elle alimente le fonds des œuvres reproductibles qu'elle met à la disposition des journaux et recueils périodiques. Désireuse d'étendre le cercle de ses opérations, la Société offre encore à tous ceux qui, par préférence personnelle ou par suite d'une situation spéciale, n'ont pas le désir ou la possibilité de se soumettre au régime que nous avons vu la ressource de profiter de l'organisation qu'elle a conçue.

Elle met, à cet effet, ses services à la disposition de deux catégories de titulaires de droits de reproduction : ce sont, d'une part, des auteurs qu'elle accueille sous le titre d'adhérents, d'autre part, les héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des sociétaires qui peuvent recourir à l'intervention de la Société « en ce qui concerne l'exercice du droit d'autoriser la reproduction des œuvres du défunt » (article 72 du Règlement).

Ce n'est pas arbitrairement que nous les rapprochons les uns et les autres. Bien que les articles du Règlement qui les concernent directement soient distincts, nous estimons qu'ils tendent à faire à ces deux catégories de personnes une situation analogue. Elles sont des clients de la Société, elles n'en font pas personnellement partie : c'est ce que vérifiera l'étude particulière que nous allons leur consacrer.

I. LES ADHÉRENTS

La qualité d'adhérent s'acquiert à la suite de formalités énoncées à l'article 8 du Règlement : il faut être présenté par quatre sociétaires, avoir un casier judiciaire libre de condamnations, enfin « signer entre les mains du Délégué un pouvoir de percevoir des droits de reproduction en son lieu et place, selon les us et coutumes de la Société » (article 8 du Règlement).

Ce « pouvoir » qui est, dans l'espèce, le document fondamental contient une formule aux termes de laquelle le signataire déclare « adhérer aux dispositions des chapitres III et VI dudit Règlement intérieur, relatif aux adhérents et à la reproduction » (articles 8, 9, 10 et 23 à 34). Cette déclaration, si on la prenait à la lettre, aurait pour effet de créer sur un point essentiel, sur la nature même de la convention relative au droit de reproduction, une assimilation complète entre sociétaires et adhérents : c'est dans ce même chapitre VI du Règlement, auquel l'adhérent prétend se référer, que sont émises, en effet, les règles d'où

nous avons déduit la situation des sociétaires. Aussi convient-il d'entendre dans un sens restreint que nous préciserons cette clause. La preuve, d'ailleurs, qu'elle dépasse l'intention réelle des parties nous est fournie dans l'alinéa suivant.

Celui-ci donne, en effet, à la convention sa portée véritable. Par son adhésion, l'auteur « donne pouvoir au Comité de la Société des Gens de Lettres, et spécialement à son délégué de percevoir selon les us et coutumes de la Société le prix qui lui sera dû pour la reproduction totale ou partielle dans les journaux français ou étrangers ayant un traité avec la Société de ses œuvres ». Cette formule n'est que la reproduction amplifiée de celle que nous avons déjà relevée dans l'article 8 du Règlement. Elle atteste avec toute la netteté désirable la nature du contrat intervenu : elle établit entre l'adhérent et la Société les relations qui dérivent du mandat.

C'est ici, en effet, que trouve sa place la thèse de la jurisprudence que nous avons combattue, appliquée aux sociétaires. Les adhérents, eux, ne font à la Société aucun *apport* d'aucune sorte de leurs droits de propriété littéraire. La preuve qu'ils les considèrent bien comme restés dans leur patrimoine, c'est qu'ils s'affirment, dans la clause ci-dessus rappelée, créanciers directs des bénéfices éventuels qu'ils produiront (je. donne pouvoir. de percevoir. le prix qui *me* sera dû pour la reproduction. etc.). La Société des Gens de Lettres n'est, à leur égard, qu'une « agence », qui met à leur disposition les ressources de son

organisation et la garantie de son contrôle. Elle leur loue, en quelque sorte, ses services pour la meilleure exploitation de leurs droits littéraires, et nous eussions volontiers ainsi analysé le contrat que nous envisageons, n'eût été la tradition qui, en droit strict, réserve cette qualification aux seuls faits d'ordre matériel accomplis pour le compte d'autrui (1).

Mais, comme la Société des Gens de Lettres fait valoir simultanément et par les mêmes procédés les droits d'auteur des adhérents et des sociétaires, elle a jugé nécessaire de les soumettre les uns et les autres, à cet égard, aux mêmes obligations. C'est pourquoi elle impose, avant d'accepter son mandat, l'adhésion aux règles établies dans le Règlement pour la reproduction (chapitre VI). Toutes les libertés laissées aux sociétaires profitent aux adhérents, toutes les prohibitions que les premiers subissent s'appliquent également aux seconds.

Seulement cette référence au chapitre VI du Règlement ne saurait, évidemment, avoir pour effet de soumettre à un régime identique le droit de reproduction pour les deux catégories d'hommes de lettres que les cadres de la Société distinguent. Nécessairement, il faut tenir compte de la disparité des deux contrats et des différences fondamentales qui en découlent. Ainsi, les sociétaires apportent, pour la jouissance tout au moins, leur droit de reproduction ; les adhérents, eux, ne donnent à la Société que le pouvoir de

(1) Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, n° 2252, deuxième édition, tome II.

l'exploiter et d'en percevoir les bénéfices. Chacun des deux systèmes emporte des règles et des effets propres : l'un offre telle ressource qui fait défaut à l'autre ; telle restriction que comporte le premier n'est pas extensible au second.

C'est bien avec cette réserve, sans aucun doute, que la Société des Gens de Lettres entend l'application qu'elle fait à ses adhérents des règles énoncées au chapitre VI, relatif à la reproduction. Nous en trouvons l'aveu dans la rédaction même des articles qui nous intéressent. Ceux-ci, en effet, s'adressent, dans certains cas, aux « sociétaires ou adhérents », aux « sociétaires » seulement dans d'autres, et les dispositions réservées à ces derniers correspondent alors exactement aux particularités qu'implique le contrat particulier qu'ils ont passé. Par exemple, l'apport en jouissance que les sociétaires font de leur droit de reproduction assure à la Société un droit opposable aux tiers : les cessions qu'ils en pourraient faire par la suite ne sont pas, en principe, susceptibles de lui faire grief. Cette solution, que nous avons, par une voie nouvelle, justifiée, n'est pas applicable aux adhérents : les articles 30 et 33 du Règlement qui l'affirment ne la leur étendent pas, en effet, ils ne visent, d'après leurs termes mêmes, que les « sociétaires ».

Les adhérents ne sont donc soumis aux dispositions posées dans le chapitre VI du Règlement que dans la mesure compatible avec les caractères du contrat qu'ils passent. Tandis que leurs collègues, les sociétaires, sont atteints dans leur capacité de contracter par une véritable restriction, ils ne subissent, eux, que des prohibitions. Ils conservent la

disposition de leur droit, ils ont toujours le pouvoir de donner à des tiers des autorisations de reproduire. Ils se sont seulement engagés à n'en pas user, mais l'obligation qu'ils ont contractée à cet égard suppose le concours constant de leur bonne volonté. S'ils la violent, leur acte produit son effet et n'ouvre à la Société des Gens de Lettres que le recours de droit commun en responsabilité. En même temps, il opère sur le contrat intervenu l'effet d'une condition résolutoire : « Toute infraction, voyons-nous, dans l'article 8 du Règlement, du fait d'un adhérent, aux articles établissant les conditions de la reproduction entraîne la radiation. » Remarquons que cette sanction n'atteint les sociétaires, pour le même fait, qu'en cas de récidive et, même alors, l'opportunité de son application est soumise aux délibérations du Comité.

~ Les adhérents doivent, à notre avis, comme les sociétaires, pouvoir rompre à leur gré leur attache avec la Société. Ce n'est pas des règles du mandat que nous déduisons cette opinion : la convention intervenue, par les obligations réciproques qu'elle impose aux parties, ressemble trop à un contrat synallagmatique pour que nous reconnaissons à l'une d'elles le pouvoir d'une révocation unilatérale. Mais il nous paraîtrait intolérable qu'un auteur put aliéner sa liberté au point de perdre définitivement la maîtrise sur les produits de ses travaux et la radiation prévue à l'article 8 du Règlement a un caractère trop peu honorable pour qu'elle puisse rester sa seule ressource de recouvrer son indépendance.

Dans cette hypothèse pourtant, quand un adhérent quitte la Société, ses liens ne sont pas complètement rompus. Un article additionnel du Règlement voté par l'Assemblée générale du 20 mai 1894 stipule que « les adhérents dont la démission aura été enregistrée (ou simplement, suivant nous, imposée) ou qui auront été radiés par le Comité ne pourront emporter avec eux, en quittant la Société, celles de leurs œuvres dont la reproduction aura été autorisée. Ces œuvres continueront à être exploitées dans les conditions ordinaires et leur produit sera, comme par le passé, versé entre les mains de leurs auteurs ». La réserve que nous a, tout à l'heure, suggérée l'idée d'un mandat irrévocable ne nous paraît pas devoir s'étendre à cette disposition ; celle-ci, en effet, ne vise que les œuvres sur lesquelles la Société a déjà acquis son droit d'autoriser la reproduction, elle sauvegarde donc suffisamment la liberté de l'auteur et lui réserve la pleine disposition de ses travaux futurs.

II. LES AYANTS CAUSE A TITRE GRATUIT (1)

DES SOCIÉTAIRES

La convention passée entre la Société des Gens de Lettres et les sociétaires ne produit d'effets, nous l'avons vu, que pour la durée de la vie de ceux-ci. Leurs héritiers peuvent pourtant la proroger en quelque sorte et continuer ainsi

(1) Nous choisissons cette formule parce qu'elle nous dispense par sa généralité d'une énumération plus longue.

à percevoir les bénéfices qu'elle valait à leur auteur. Ils ont, en effet, la faculté de « céder » collectivement à la Société pour une durée qui ne peut être moindre de trois ans « le droit exclusif d'autoriser, conformément aux Statuts et au Règlement intérieur » la reproduction des œuvres du sociétaire décédé.

Le contrat qu'il passe à cet effet contient l'adhésion des intéressés aux règles relatives à la reproduction « en tout ce qui peut s'appliquer aux droits et obligations des ayants droit des sociétaires décédés ». Cette disposition n'a pas pour effet d'assimiler quant au régime du droit de reproduction les ayants cause des sociétaires aux sociétaires eux-mêmes. Les héritiers ne sont pas, en effet, des « associés », ils n'« apportent » pas leur droit de reproduction, ils en délèguent simplement la jouissance à une société dont ils ne font pas eux-même partie, ils le « louent » pour une durée que la convention précise.

Ils reçoivent d'ailleurs sur les produits que la Société en retirera la même quotité que les sociétaires eux-mêmes. Mais ils ne sont pas admis à en opérer individuellement le retrait aux caisses de la Société des Gens de Lettres. Une clause du traité les oblige, en effet, à charger un tiers ou l'un d'entre eux de les représenter à cet égard. La Société évite par cette mesure la complication de sa comptabilité. Les héritiers ne peuvent, tant qu'ils n'ont pas procédé à cette désignation, recevoir le prix qui leur revient pour reproductions et ils s'exposent, si elle n'intervient pas avant un délai de cinq ans, à le voir attribuer à la Caisse des retraites.

CHAPITRE VII

Relations avec les périodiques reproducteurs

Les droits conférés par les auteurs à la Société des Gens de Lettres sont par elle mis en valeur collectivement. Les traités qu'elle passe ne sont pas faits pour une œuvre seulement ni même pour un auteur, ils donnent à ses co-contractants le droit de puiser à leur gré dans tout le fonds des œuvres reproductibles la matière de leurs reproductions. On a comparé avec beaucoup de justesse, à notre avis, la situation à cet égard des éditeurs de périodiques à celle des concessionnaires de licence en matière de brevet d'invention. Dans les deux cas, le bénéficiaire acquiert un droit de jouissance qui n'est pas exclusif : il doit à tout instant s'attendre à en partager avec d'autres les avantages, et il n'est, en conséquence, recevable dans aucun cas à intenter l'action en contrefaçon.

Les « traités de reproduction » que la Société des Gens de Lettres passe avec les journaux ne sont pas absolument uniformes : il existe deux formules, l'une « pour les journaux de Paris et de la province payant à ligne », l'autre « pour les journaux des départements et de l'étranger ne tirant pas à 30.000 exemplaires ». Cette distinction correspond presque exclusivement à un mode de redevance différent. Les autres

particularités sont peu considérables : nous les relevons au cours de l'analyse d'ensemble que nous en allons faire.

Le domaine des œuvres reproductibles est à l'égard des journalistes strictement restreint par les mentions qui en sont faites soit au Catalogue général ou à ses annexes, soit à la Chronique. La Société publie, en effet, à des intervalles irréguliers le relevé, l'inventaire en quelque sorte de toutes les œuvres reproductibles dont elle dispose. Elle indique entre temps à la Chronique mensuelle dans un chapitre spécial les œuvres sur lesquelles elle a depuis acquis le droit d'autoriser la reproduction ; c'est cette même publication qui porte à la connaissance des journalistes les événements décès ou radiations d'auteurs, qui impliquent le retrait des autorisations accordées. Le service de ces deux documents est fait gratuitement aux journalistes qui ont passé avec la Société des Gens de Lettres un contrat d'abonnement.

La mention d'une œuvre au Catalogue ou à la Chronique ne confère pas cependant dans tous les cas *ipso facto* au journaliste abonné le droit de reproduire. Pour tous les journaux de Paris et pour ceux des départements tirant à plus de 30.000 exemplaires le contrat prévoit qu' « en outre lorsqu'il s'agira de romans et de nouvelles le journaliste devra, pour pouvoir les reproduire, et quelle qu'en soit l'étendue, obtenir l'autorisation des auteurs soit par l'entremise du délégué de la Société, soit directement ». Cette disposition paraît étrange dès qu'on la rapproche de la convention intervenue entre la Société et les auteurs (1). Ceux-ci

(1) Il ne suffirait pas, pour lever la difficulté, de prétendre que la disposition dont il s'agit, étant insérée dans le contrat conclu entre les éditeurs de périodiques et la Société des Gens de Lettres est à

ayant, comme nous l'avons vu, renoncé en faveur de la Société au droit d'autoriser la reproduction de leurs œuvres, comment peut-on concevoir la nécessité de leur intervention? La Société a, en leurs lieu et place, acquis un pouvoir suffisant pour donner seule à cet effet toutes les autorisations nécessaires. Aussi ne doit-on pas considérer la clause ci-dessus énoncée comme une restriction véritable de ses droits. Elle a simplement pour effet, à notre avis, de marquer la déférence que la Société professe pour le droit moral de l'auteur. Celle-ci n'a pas voulu qu'un homme de lettres devint le collaborateur malgré lui d'un journal à grand tirage qui, par hypothèse, lui serait hostile ou simplement antipathique, et elle a pour ménager sa susceptibilité fait au reproducteur l'obligation de demander à l'auteur son assentiment préalable. Aussi croyons-nous devoir refuser aux sociétaires ou adhérents le droit d'exercer, à défaut de cette formalité, l'action en contrefaçon ; la stipulation faite par la Société à leur profit ne leur ouvre qu'une voie de réparation civile.

Le traité détermine aussi les formes et les conditions pour ainsi dire matérielles de la reproduction. Celle-ci doit figurer « dans le corps du journal », « à l'exclusion de toute feuille qui pourrait s'y rattacher sous forme de prime, de supplément ou d'édition accessoire, avec titre différent soit

l'égard des sociétaires *res inter alios acta* et n'a en conséquence aucune répercussion sur la convention que ceux-ci ont passée avec la Société. La clause ci-dessus, en effet, joue l'effet d'une stipulation pour autrui et les auteurs peuvent bien en réalité, s'en prévaloir.

par la forme des caractères, soit par la rédaction ou simplement l'addition d'un sous-titre ». La reproduction par l'une quelconque de ses formes exige une autorisation spéciale du Délégué ; elle est, à son défaut, passible des peines de la contrefaçon : cette sanction n'est que le rappel des principes incontestés, elle n'est d'ailleurs admissible qu'à cette condition, les parties ne pouvant pas ériger conventionnellement en délit une infraction aux clauses qu'elles rédigent.

A ces restrictions apportées aux droits des journaux abonnés s'en ajoute une autre : il est interdit « d'imprimer les feuilletons avec une mise en page particulière permettant de les détacher pour les réunir en volume ». C'est seulement dans ce sens très spécial que la Société des Gens de Lettres entend la prohibition du « clichage » (1) que son Règlement intérieur (article 28) lui fait une obligation de stipuler.

Enfin la reproduction doit dans tous ses détails respecter le texte, elle ne peut ni l'abrégier ni l'altérer, elle doit com-

(1) Le clichage est à proprement parler un procédé d'imprimerie qui consiste à prendre par le contact d'une matière appropriée l'empreinte d'une page de composition mobile. La planche ainsi obtenue (cliché) permet de conserver indéfiniment, en vue de reproductions futures, la forme préparée et de rendre immédiatement disponibles les caractères d'imprimerie. — On désigne du même nom l'impression obtenue grâce à ce procédé.

L'altération que la Société des Gens de Lettres a fait ci-dessus subir au sens ordinaire de ce terme s'explique sans doute par la supposition, très vraisemblable d'ailleurs, qu'elle a faite : elle a pensé que ceux qui adopteraient pour leurs reproductions la forme qu'elle prohibe feraient dans leur intérêt même l'usage des clichés des éditeurs.

prendre l'œuvre intégrale. La signature de l'auteur doit toujours l'accompagner sur tous les numéros du journal. Ces dispositions sont, en réalité, superflues : la jurisprudence ne conteste plus que l'auteur, même quand il a vendu la propriété d'une œuvre, a cependant retenu sur elle une sorte de droit moral qui lui permet de contrôler la fidélité des reproductions et d'exiger l'indication de son nom sur tous les exemplaires édités par son cessionnaire.

Le contrat d'abonnement stipule, au profit de la Société des Gens de Lettres, une redevance dont les bases varient suivant la catégorie du journal dont il s'agit : nous retrouvons ici la portée principale d'une classification que nous avons ci-dessus indiquée. Tous les journaux de Paris, ceux des départements et de l'étranger tirant à plus de 30.000 exemplaires paient à la ligne. Pour ne pas rendre illusoire ce mode de redevance, la Société a jugé utile de limiter à 40 lettres le maximum de la ligne de reproduction. Elle a en même temps pris soin de s'assurer, quel que soit le nombre des lignes de reproduction, une somme mensuelle minima, non imputable sur les redevances des reproductions ultérieures. Le contrôle que la Société exerce à cet effet lui est facilité par l'abonnement gratuit que le journal lui doit aux termes du contrat.

Les journaux des départements et de l'étranger ne tirant pas à 30.000 exemplaires, ne sont astreints qu'au paiement d'une somme fixe annuelle. Aussi toute transformation dans le format, tout changement dans la périodicité du

journal donne-t-il lieu à une modification proportionnelle de la redevance.

Pourquoi la Société des Gens de Lettres a-t-elle institué ces deux bases de perception ? C'est, apparemment, pour ne pas charger outre mesure ses services de contrôle du soin de faire des relevés minutieux qui seraient, pour les journaux à tirage restreint, hors de proportion avec le bénéfice recueilli.

Les traités de reproduction contiennent encore diverses dispositions propres à en assurer, au profit de la Société, la loyale exécution. Les journaux du premier groupe doivent, préalablement à la signature définitive du contrat, déposer à titre de garantie entre les mains du délégué une somme déterminée. Ce versement est conservé, jusqu'à l'expiration du traité, par la Société, sans que le débiteur de droits échus de reproduction puisse se prévaloir de compensation jusqu'à concurrence du dépôt effectué.

L'irrégularité dans le versement des redevances stipulées emporte, en effet, et pour tous les journaux, rupture du contrat sur simple signification du Comité. Survit seule alors en cette hypothèse, l'obligation pour le journal d'achever les publications commencées et de les énumérer au tarif toujours identique de cinq centimes la ligne.

La Société a encore prévu la vente du journal abonné. Cet événement — *res inter alios acta* — ne saurait évidemment avoir pour effet de délier de ses obligations le signa-

taire du traité de reproduction. Mais, en le séparant du journal qu'il représentait jusqu'ici, il rend plus complexes et moins aisées les relations des parties. Aussi la Société des Gens de Lettres oblige-t-elle son co-contractant à ne pas céder, sans l'en aviser la propriété de son journal et à lui procurer, dans ce cas, l'adhésion de son successeur au traité. L'accomplissement de cette formalité ne dégage pas d'ailleurs le vendeur des obligations qu'il a souscrites, elle assure seulement à la Société la garantie d'un second débiteur solidaire.

CHAPITRE VIII

Statut légal de la Société

Le Statut légal de la Société des Gens de Lettres résulte pour nous du caractère que nous avons reconnu aux relations qu'elle entretient avec les auteurs. Nous avons, en effet, retrouvé au cours de notre analyse la réalité d'un apport, une exploitation collective de biens mis en commun, une répartition de bénéfices aux sociétaires. Cette constatation nous autorise à attribuer à l'institution le caractère de société qu'elle revendique avec obstination. Il nous faut, cependant, pour justifier pleinement notre affirmation, discuter la portée des difficultés qu'elle soulève.

Elles sont relatives aux particularités de la liquidation de la Société. L'article 18 des Statuts dispose qu' « en cas de dissolution de la Société... les liquidateurs prélèveront sur l'actif une somme suffisante pour acquitter le passif et pour assurer le service des rentes et des charges imposées à la Société. Il ne pourra être disposé du surplus de l'actif que par délibération de l'Assemblée générale de la Société et *en faveur d'un ou de plusieurs établissements publics ou d'utilité publique créés ou à créer en faveur des Gens de Lettres.* » Cette disposition supprime le droit que les sociétaires ont en vertu de la loi (article 1872), de prendre part au partage de l'actif

social, mais elle n'est pas exclusive de la notion de société elle ne contredit pas qu'ils soient, pour autant que dure celle-ci, co-propriétaires du capital social. Les sociétaires ont simplement, dans une pensée de désintéressement qui les honore, réservé à l'actif social une destination généreuse, ils ont renoncé à s'en approprier le produit. Ils n'ont, par là, fait qu'user de leur droit, incontesté en jurisprudence (1), de régler par le contrat lui-même les formes de la liquidation et les conditions du partage.

Mais du droit de reproduction, dira-t-on, il n'est pas, dans cette hypothèse, fait état? C'est que son sort est aisé à régler : le droit de reproduction ne figure pas, en effet, dans la masse partageable. N'ayant été apporté à la Société qu'en jouissance, il retourne avant tout partage à l'associé de qui il provient.

On a, en se plaçant à des points de vue différents du nôtre, tenté de conserver à la Société des Gens de Lettres son caractère de Société. Une première conception prend dans un sens tout particulier la distribution des bénéfices sociaux, elle ne la fait porter que sur le produit net des retenues effectuées sur les redevances de reproduction, qui est appliqué pour moitié depuis 1879 au fonds de retraites des sociétaires. Cette façon de concevoir la répartition des bénéfices peut bien à la rigueur paraître suffire aux prescriptions de la loi : pour ne procurer aux sociétaires qu'une

(1) Arrêt de Cassation du 30 novembre 1892, Dalloz, 1894, 1, 83.

satisfaction plus ou moins reculée et d'ailleurs hypothétique, elle n'en constitue pas moins un avantage direct et personnel. L'argumentation reste cependant détestable : elle ne tend à rien moins qu'à faire refuser à la Société des Gens de Lettres, contrairement à ce qu'elle se propose, le caractère de société. Elle suppose, en effet, que le droit de reproduction d'un auteur, continuant après son adhésion à la Société à lui créer contre les journaux reproducteurs des créances personnelles est resté dans son patrimoine. Elle est la négation d'un apport social et partant de toute société.

Il est vrai qu'on a récemment contesté que ces deux termes — apport du droit de reproduction, qualité de Société — fussent nécessairement liés. M. Mack (1), admettant par hypothèse le bien jugé de la jurisprudence que nous avons discutée, prétend qu'elle ne dénie pas à la Société des Gens de Lettres le caractère de Société. La thèse du mandat individuel donnée en vue d'autoriser la reproduction est exclusive, sans doute, d'un dessaisissement réel de l'auteur, d'un apport effectif, mais, continue M. Mack, « la question se pose de savoir si, pour les sociétaires qui ont voulu s'associer le mandat qu'ils confèrent peut-être autre que le mandat social, alors que la gestion est commune, au point que nul associé n'est admis à demander pour son apport, une fois celui-ci réalisé, un traitement différent de celui que les décisions du Comité d'administration rendent

(1) *Revue des Sociétés*, février 1908, p. 55, note.

applicables à tous les apports sans distinction ». Le même auteur, dans un article suivant (1), précise en ces termes sa pensée : « Nous pensons que, là où l'on ne retrouve pas, d'après le contrat, ni en fait, la gestion d'un seul mandataire ou de plusieurs co-mandataires choisis par les mandants eux-mêmes, mais bien une organisation sociale qui reçoit de tiers le mandat et le délègue à un Conseil d'administration, il y a bien une Société (2). »

Ce système est resté sous la plume de son auteur obscur et presque énigmatique ; il nous semble qu'on peut, pour la clarté de la discussion, le traduire en ces termes : le mandat, quand il est donné à un groupement qui le remplit selon les règles uniformes d'une exploitation collective, est l'équivalent d'un apport, il constitue un élément du fonds commun nécessaire dans toute Société. C'est là une conception pleine d'originalité et c'est son seul mérite : nous ne la pensons pas fondée en droit. Elle confond, nous semble-t-il, les notions les mieux établies : qui dit apport social dit transfert de jouissance ou de propriété à un être fictif, abandon, dépossession du sociétaire. Quiconque donne à un tiers mandat en vue d'actes

(1) *Revue des Sociétés*, avril 1908, p. 145.

(2) M. Darras (*Le Droit d'auteur*, 15 mai 1908, p. 36) a invoqué, pour réfuter cette conception, la situation des « adhérents ». Les adhérents sont bien des mandataires dans les conditions ci-dessus, dit-il en substance, et pourtant ils ne sont pas des associés ! C'est un argument qui ne porte pas : les adhérents ne participent pas à l'administration de la Société, ils ont accepté le rang inférieur qui leur est fait : ils n'ont pas l'*affectio societatis*.

à exécuter conserve le bénéfice de ces actes ; quand le mandataire contracte, les effets des contrats se réalisent en la personne du mandant. Celui-ci seul devient créancier, débiteur : il est resté titulaire de son droit, il n'a rien cédé, rien « apporté ».

Le terme de cette critique, c'est qu'il n'y a pas, hors de la conception que nous avons proposée, de salut pour la Société des Gens de Lettres de faire reconnaître sa prétention d'être une Société. La thèse de la jurisprudence la réduit, quel qu'effort qu'on fasse, à n'être qu'une « agence », c'est-à-dire une organisation qui entretient avec les auteurs les rapports de mandataire à mandant. C'est alors, sans doute, que son titre, si longtemps différé, d'établissement d'utilité publique lui sera une utile ressource : il lui assurera la personnalité utile au bon fonctionnement de ses services. Elle la possède dans notre système en vertu de sa simple qualité de Société civile (1).

* * *

Mais, pour avoir restitué à la Société des Gens de Lettres le cadre qui lui convient, avons-nous déterminé le caractère

(1) Il en est du moins ainsi depuis l'arrêt de 1891 qui a reconnu aux sociétés civiles la personnalité. En fait, même avant cette jurisprudence la Société des Gens de Lettres introduisait couramment des actions judiciaires au nom de son délégué seul et sans faire figurer nominativement tous ses sociétaires dans l'instance. Cette procédure était contraire à la règle : Nul en France ne plaide par procureur. Elle s'explique sans en être rigoureusement justifiée, par l'impossibilité pratique de former la demande au nom de plusieurs centaines d'individus.

de son objet ? L'exploitation qu'elle poursuit est-elle civile ou commerciale ? Un système, aujourd'hui abandonné, refuserait à cette question tout examen : on penchait, autrefois, à rechercher la qualité d'une Société dans la forme qu'elle avait adoptée. Cette opinion est, aujourd'hui, justement abandonnée : la seule référence aux règles du Code civil ou du Code de commerce ne suffit plus à qualifier l'entreprise (1), c'est l'objet même des opérations qu'il faut envisager. A cet égard, le caractère de la Société des Gens de Lettres peut sembler malaisé à définir. Ne poursuit-elle pas, en effet, une « exploitation » d'œuvres littéraires ? et ses procédés, autant que sa fonction, ne rappellent-ils pas spontanément ceux des grandes maisons d'édition ? N'en emprunte-t-elle pas, en conséquence, le caractère commercial ? Nous ne le pensons pas.

Notre opinion se fonde sur des motifs différents, suivant qu'il s'agit des sociétaires ou des adhérents. Elle est, pour les premiers, d'une démonstration facile. Un auteur qui se fait son propre éditeur ne fait pas, pour les opérations que comporte la fonction qu'il assume, acte de commerce. Que le même but réunisse maintenant, et pour le plus grand profit de chacun, plusieurs auteurs, le caractère de leurs actes ne change pas, évidemment, pour cela. La Société

(1) La disposition de la loi du 1^{er} août 1893 assimilant aux sociétés de commerce toutes sociétés nouvelles qui emprunteront par la suite la forme des sociétés par actions « quel que soit l'objet de leurs opérations » ne contredit pas à cette manière de voir : elle la confirme au contraire en présentant comme une dérogation à un principe général la règle qu'elle édicte.

des Gens de Lettres réalise cette hypothèse : elle est une réunion d'auteurs qui poursuivent, par la mise en commun de droits littéraires, la meilleure exploitation de leurs ouvrages. Elle n' « achète pas pour revendre », elle met en valeur ses propres ressources, elle travaille avec ses seuls éléments. Son activité, dans cette limite, ne ressort pas du domaine du droit commercial.

Mais cette argumentation laisse en dehors des données du problème la situation qui est faite dans la Société aux adhérents et aux héritiers ou légataires des sociétaires. Les uns et les autres ne sont que des clients, ils accordent à une Société dont ils ne font pas partie le droit d'autoriser la reproduction d'œuvres qui leur appartiennent. L'organisme auquel ils s'adressent recherché dans les contrats qu'il passe à cet effet un profit certain ; il fait bien, semble-t-il, en étendant le cercle de ses affaires au-delà des limites précises de son propre fonds, acte de spéculation. Reçoit-il de ce fait un caractère commercial ? Nous persistons à ne pas le penser. Nous estimons qu'il y a lieu d'étendre aux actes dont il s'agit le caractère que la jurisprudence reconnaît aux journaux. Ceux-ci ne sont, à son gré, que des entreprises purement civiles, des œuvres intellectuelles. La Société des Gens de Lettres, qui n'est que la collaboratrice de la presse, qui fournit à celle-ci la matière des reproductions qu'elle insère, doit participer à ce caractère. Elle ne fait pas plus acte de commerce en traitant avec les auteurs que les journaux qui publient les articles de leurs rédacteurs.

Eût-on, d'ailleurs, une opinion différente, voulût-on considérer les opérations dont il s'agit comme commerciales de leur nature, elles ne suffiraient pas, croyons-nous, à rendre telle la Société qui les accomplit. Elles ne tiennent, en effet, dans la Société des Gens de Lettres, qu'une importance restreinte. Les œuvres des adhérents et celles que les héritiers des sociétaires ont recueillies et confiées à la Société n'occupent au Catalogue qu'une place réduite ; elles ne constituent qu'un accessoire de l'exploitation de la Société. Le caractère juridique des conventions intervenues à leur sujet ne saurait affecter celui que la Société des Gens de Lettres tient de sa fonction essentielle. La qualité de commerçant suppose, en effet, l'exercice *habituel* d'actes de commerce et on peut dire que la mise en valeur des œuvres des adhérents ne constitue dans l'activité de la Société qu'une attribution exceptionnelle.

A quel que point de vue qu'on se place, la Société des Gens de Lettres nous paraît donc rester une entreprise purement civile, elle est en dehors du domaine d'application des règles commerciales.

*
* * *

L'administration de la Société des Gens de Lettres rappelle celle des Sociétés anonymes. Elle comprend des assemblées de sociétaires et un Comité permanent. Les Statuts sont assez explicites sur la compétence et la constitution de ces organes pour nous dispenser de commentaires fasti-

dieux ; les dispositions qu'ils édictent se suffisent à elles-mêmes.

Chaque année (1), les sociétaires, réunis en Assemblée générale, ont à approuver la gestion et les comptes de l'exercice clos et à statuer sur les questions portées à l'ordre du jour. Une des fonctions principales de ces assemblées est l'élection des membres du Comité en remplacement du tiers sortant chaque année.

Le Comité est le pouvoir exécutif de la Société. C'est lui qui en assume l'administration proprement dite, qui accomplit tous les actes et prend toutes délibérations en vue d'assurer le fonctionnement des services. Il est composé de vingt-quatre membres, nommés pour trois ans et renouvelables par tiers. Il tient des réunions hebdomadaires pour remplir sa mission : des abstentions trop fréquentes emportent la démission des membres qui s'en rendent coupables.

Le Comité est assisté du Délégué, qui exécute ses décisions. Le Délégué n'a pas dans la Société un pouvoir d'action qui lui appartienne en propre : il n'est, en toutes circonstances, qu'un mandataire du Comité. En fait, il est le personnage le plus en vue de la Société : c'est avec lui que se mettent en rapport les journaux reproducteurs, c'est à lui que s'adressent, en toutes circonstances, les auteurs. Sa situation correspond exactement à celle que les Sociétés anonymes ont faite à l'administrateur-délégué. Celui-ci,

(1) Des assemblées extraordinaires doivent en outre être réunies, quand elles sont demandées par trente sociétaires.

bien qu'agissant toujours par procuration du Conseil d'administration, se trouve devenir l'agent actif de la Société et concentrer entre ses mains tous les pouvoirs de gestion. Le Délégué, par l'initiative qui lui est laissée, par l'étendue du mandat qui lui est confié, représente, lui aussi, en toutes circonstances, la Société des Gens de Lettres et se confond en quelque sorte avec elle.

CHAPITRE IX

Attributions accessoires de la Société

Une monographie de la Société des Gens de Lettres ne serait pas complète si elle laissait dans l'ombre les institutions d'assistance dont, depuis longtemps déjà, de généreuses initiatives l'ont dotée. C'est sous cette apparence philanthropique que le grand public surtout la connaît et que les Statuts — nous en avons dit la raison — la présentent ; et, si ces fonctions ne constituent en aucune façon son côté spécifique, elles ont pris, cependant, assez d'extension pour mériter de retenir l'attention.

La plus en vue de ces institutions est la Caisse des Retraites (1). Elle sert aux sociétaires âgés de 60 ans et admis depuis vingt-cinq ans au moins (2) une pension annuelle de 800 francs (3). A proprement parler, elle ne l'assure pas rigoureusement ; les ressources qui l'alimentent et que l'article 64 du Règlement énumère n'ont pas une élasticité suffisante pour autoriser la Société à prendre un engagement ferme dont elle pourrait malaisément mesurer

(1) Voir art. 62-67 du Règlement intérieur.

(2) Vingt ans pour les sociétaires admis avant 1891.

(3) Ce chiffre a été fixé par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 18 mars 1906.

la charge : les revenus seuls de la Caisse doivent faire face au service des pensions. Aussi les Statuts réservent-ils expressément à la Société le droit de différer, en cas de besoin, tout versement effectif aux ayants-droit jusqu'à ce que des extinctions ou des ressources nouvelles lui aient ouvert des disponibilités. C'est là une mesure de prudence que, fort heureusement, la prospérité de ses affaires et les libéralités de ses bienfaiteurs viennent de rendre superflues : le rapporteur de l'exercice 1904, M. Pontsevrez, constatait en effet avec fierté, dans son rapport, que, pour la première fois, aucun titre de pension n'était resté en souffrance, et il augurait pour longtemps encore un régime aussi favorable. La dotation de la Caisse des retraites est aujourd'hui considérable : elle atteint la somme de 4.014.775 francs, elle représente la part de beaucoup la plus grosse de l'actif social.

La Société des Gens de Lettres a constitué encore, en vue de parer à de pressantes détresses, un fonds de secours. Tous les ans, elle affecte, à cet effet, une somme que viennent souvent grossir des libéralités. La répartition en est laissée à l'entière discrétion d'une Commission de trois membres, recrutés dans le Comité ; en cas d'urgence, le Président peut, de sa propre initiative, statuer sur les demandes de secours.

Une autre forme, moins heureuse peut-être, de la solidarité pratiquée par les membres de la Société des Gens de Lettres se retrouve dans le « Crédit littéraire ». La Société a ouvert dans ses bureaux un guichet de banque au profit des auteurs : elle fait à la fois le prêt sur titre et sur œuvres

littéraires ! L'institution, par bonheur, est restée modeste et le bon goût des hommes de lettres qui la mettent fort peu à contribution a préservé la Société du souci de préoccupations inférieures à sa mission.

Mentionnerons-nous encore un effort malheureux tenté en 1872 pour organiser une *librairie de la Société des Gens de Lettres* ? L'entreprise, deux ans après, en vint à liquidation. Mais ce sont là, en vérité, insuccès que la Société peut subir sans en être atteinte et qui la mettent à l'abri non seulement de tout soupçon de particularisme, mais encore de l'indifférence du public. Qu'elle ne songe donc, pour retenir les sympathies qu'elle s'est acquises, qu'à rester, selon le mot de M. Jules Claretie, « toujours fidèle à ce qui est sa force : la Dignité des Lettres, — et à ce qui est son but : la Fraternité Littéraire. »

VU : *Le Président de la Thèse,*

ED. THALLER.

VU : *Le Doyen,*

CH. LYON - CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

STATUTS

DE LA

SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

reconnue comme établissement d'utilité publique

par décret en date du 10 décembre 1891



ARTICLE PREMIER. — La Société des Gens de Lettres, fondée le 28 avril 1838, a pour but :

1° De défendre et faire valoir les intérêts moraux et de protéger les droits de tous ses membres ;

2° De procurer aux Gens de Lettres les avantages qui doivent résulter de leurs travaux ;

3° De prêter, dans les conditions prévues au Règlement, aide et assistance à ses Sociétaires par tous les moyens qui sont en son pouvoir et dans toutes les occasions où cela pourrait leur être utile, notamment en ce qui concerne la reproduction de leurs œuvres littéraires ;

4° De distribuer des secours et pensions aux Sociétaires dans les conditions prévues par les Statuts et le Règlement.

Elle a son siège à Paris.

ART. 2. — Pour être Sociétaire, il faut :

1° Etre Français et homme de lettres ;

2° Adresser une demande écrite au Comité ;

3° Etre présenté par deux membres de la Société ne faisant pas partie du Comité ;

4° Signer une adhésion aux Statuts et au Règlement et produire les justifications mentionnées au Règlement ;

5° Verser les sommes et cotisation ci-après indiquées ou déterminées par le Règlement ;

6° Etre admis par le Comité statuant dans les délais et conditions prévus par l'article 6 ci-après et par le Règlement.

ART. 3. — La Société peut admettre des Sociétaires étrangers, des adhérents et des membres correspondants.

Les conditions de leur admission, leurs droits et leurs obligations sont déterminés par le Règlement.

Ces Sociétaires étrangers, ces adhérents et ces membres correspondants ne peuvent prendre part à l'administration de la Société.

ART. 4. — En entrant dans la Société chaque Sociétaire verse une somme de 40 francs au moins.

La cotisation annuelle est de 12 francs au moins.

Elle est intégralement due pour l'année d'admission.

Elle peut être rachetée en versant une somme de 200 francs au moins.

ART. 5. — Lorsqu'un Sociétaire laisse passer deux années sans payer sa cotisation annuelle, le Comité peut, après l'avoir fait mettre en demeure par le Délégué, proposer à l'Assemblée générale sa radiation.

ART. 6. — Le Comité se compose de vingt-quatre membres titulaires français élus pour trois ans par l'Assemblée générale parmi les Sociétaires.

Il se renouvelle chaque année par tiers.

Les membres sortants ne sont pas rééligibles pour l'année qui suit leur sortie.

Le Comité peut comprendre des membres suppléants dans les conditions déterminées par le Règlement.

Le Comité nomme chaque année, à la majorité de ses membres, un Bureau composé d'un président, deux vice-présidents, deux questeurs, deux rapporteurs, deux secrétaires, un trésorier.

Le Comité se réunit au moins une fois par semaine.

Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents, pourvu que ce nombre ne soit pas inférieur à seize s'il s'agit de l'admission ou de la radiation d'un Sociétaire, et à neuf pour les autres cas.

Si le nombre des démissions ou extinctions atteint le tiers des membres du Comité, il y a lieu de convoquer immédiatement l'Assemblée générale afin de pourvoir aux vacances survenues.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et l'un des secrétaires.

ART. 7. — Le Comité administre les intérêts de la Société et la représente en toute circonstance, et notamment dans celles ci-après :

Il accepte ou refuse les donations, legs et dons faits à la Société ;

Reçoit les sommes dues à la Société ou aux Sociétaires dans les cas prévus par le Règlement, et exerce, pour les recevoir, toutes les poursuites nécessaires ;

Il effectue, par les soins de son Délégué, le emploi des valeurs remboursées à la Société, et ce, soit en valeurs de même nature, soit en valeurs déterminées à l'article 13 ;

Il statue sur toutes les questions qui ne sont pas expressément réservées à l'Assemblée générale.

ART. 8. — Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions et échanges d'immeubles, sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 9. — La Société est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par un Délégué.

Le Délégué est nommé chaque année par le Comité, dans la même séance que le Bureau, et au scrutin secret.

Il est pris parmi les Sociétaires, mais, s'il est membre du Comité, il cesse d'en faire partie.

Il assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

ART. 10. — Toutes les fonctions de la Société sont gratuites, sauf celles du Délégué, dont les appointements sont réglés par le Comité.

ART. 11. — Les ressources de la Société se composent chaque année :

1° Des intérêts des capitaux ;

2° Des versements, cotisations et apports des Sociétaires et Adhérents ;

3° Des dons et legs dont l'acceptation aura été autorisée par le Gouvernement ;

4° Des recettes relatives au droit de reproduction dans les conditions prévues par le Règlement ;

5° Et généralement de toutes recettes que le Comité pourra réaliser.

ART. 12. — Chaque année, l'excédent des recettes sur les dépenses est employé de la manière suivante :

1° Il est conservé une somme suffisante pour faire face, en attendant les recettes de l'exercice suivant, aux dépenses prévues au budget ;

2° Moitié du surplus est appliqué au capital social ;

3° L'autre moitié est employée à former un fonds dont les revenus sont destinés à servir une pension viagère à tout Sociétaire qui se trouvera dans les conditions prévues par le Règlement.

ART. 13. — Le capital social est inaliénable. Il est placé en rentes sur l'État, ou en obligations garanties par l'État, ou en immeubles.

Néanmoins l'Assemblée générale peut, sur le Rapport du Comité, faire emploi des sommes qui ne doivent pas, au total, dépasser le dixième du capital social.

ART. 14. — Aucune publication ne peut être faite, au nom de la Société, que dans les conditions prévues au Règlement.

ART. 15. — L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an.

ART. 16. — L'Assemblée générale peut aussi être réunie extraordinairement par le Comité, soit de la propre initiative de celui-ci, soit s'il est mis en demeure par une demande motivée signée de trente Sociétaires.

Son ordre du jour est réglé par le Comité.

Son bureau est celui du Comité.

L'Assemblée générale ordinaire a pour objet :

1° D'entendre le rapport du Comité sur la gestion de l'année expirée ;

2° D'arrêter les comptes de l'exercice clos ;

3° De procéder au remplacement du tiers du Comité.

A une première réunion, elle ne peut se constituer ni prendre de décision valable qu'autant que le nombre des membres présents est égal au quart plus un du nombre des Sociétaires demeurant à Paris.

Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents. Le vote a lieu par assis et levé, à moins que le scrutin ne soit réclamé par dix membres.

La deuxième réunion ne peut avoir lieu qu'après le délai de quinzaine. Les décisions sont alors valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Pour que l'Assemblée générale extraordinaire soit régulièrement constituée, il faut, à toute réunion, que le nombre des membres présents soit égal au quart plus un du nombre des Sociétaires demeurant à Paris. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Le vote a lieu par assis et levé, à moins que le scrutin ne soit réclamé par dix membres.

S'il s'agit d'une revision des Statuts, aucun vote n'est acquis qu'à la majorité des deux tiers, au moins, du nombre de Sociétaires nécessaires à la constitution de l'Assemblée.

ART. 17. — La qualité de Sociétaire ne se perd que :

1^o Par la démission acceptée par le Comité statuant dans les conditions prévues par le Règlement ;

2^o Par la radiation prononcée, soit par l'Assemblée générale, en cas d'infraction répétée aux Statuts, ou faute de paiement des cotisations (art. 5 ci-dessus), soit par le Comité en cas d'acte commis par un Sociétaire et portant atteinte à la considération, à l'honneur ou aux intérêts de la Société.

ART. 18. — Les Statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Comité ou de trente Sociétaires, et par une délibération de l'Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet.

En cas de dissolution de la Société, il sera nommé, par l'Assemblée générale, trois liquidateurs pris soit parmi les Sociétaires, soit en dehors de la Société. Les liquidateurs prélèveront sur l'actif une somme suffisante pour acquitter le passif, et pour assurer le service des rentes et des charges imposées à la Société. Il ne pourra être disposé du surplus

de l'actif que par délibération de l'Assemblée générale de la Société, et en faveur d'un ou plusieurs établissements publics ou d'utilité publique, créés ou à créer en faveur des Gens de Lettres.

Ces délibérations devront recevoir la même approbation que celles qui sont prévues à l'article 8 des présents Statuts.

ART. 19. — La Société a un Conseil judiciaire, dont l'avis est pris dans toutes les questions contentieuses ainsi que pour toute modification aux Statuts, et dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par le Règlement intérieur.

ART. 20. — La Société a un Règlement intérieur qui oblige tous ses membres, et qui détermine toutes les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents Statuts. Ce Règlement, dressé en conformité des Statuts et voté par l'Assemblée générale, sera transmis au Ministre de l'Intérieur, qui s'assurera s'il ne contient aucune disposition contraire aux présents Statuts.

Il ne peut être modifié que par un vote de l'Assemblée générale, conformément aux articles 16 et 18 des présents Statuts.

Vu à la Section de l'Intérieur

le 2 décembre 1891.

Le Rapporteur,

Signé : G. DE SALVERTE.

Vu pour être annexé au décret du 10 décembre 1891.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Pour le Ministre et par Délégation,

Le Directeur du cabinet du personnel et du Secrétariat,

Signé : DEMAGNY.

SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

PAR DÉCRET DU 10 DÉCEMBRE 1891

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

du 21 Février 1892

DRESSÉ EN CONFORMITÉ DES STATUTS

APPROUVÉS PAR DÉCRET DU 10 DÉCEMBRE 1891

TABLE DES CHAPITRES

TITRE I. — Chap. I^{er}. Objet de la Société. — Chap. II. Admissions. — Chap. III. Adhérents, Sociétaires étrangers, Correspondants. — Chap. IV. Droits et devoirs des Sociétaires.

TITRE II. *Du travail littéraire.* — Chap. V. De la production. — Chap. VI. De la reproduction. — Chap. VII. De la contrefaçon.

TITRE III. *Administration de la Société.* — Chap. VIII. Du Comité. — Chap. IX. De l'Administration. — Chap. X. Fonds social. — Chap. XI. Crédit littéraire. — Chap. XII. Secours. — Chap. XIII. Caisse de retraite. — Chap. XIV. Dons et fondations. — Chap. XV. Publications de la Société. Chap. XVI. Droits des héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires.

TITRE IV. *Dispositions générales.* — Chap. XVII. Assemblées générales, Assemblées extraordinaires. — Chap. XVIII. Revision des Statuts. — Chap. XIX. Dispositions disciplinaires, Conseil judiciaire.

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

—0—

Objet de la Société

ARTICLE PREMIER. — L'objet de la Société, ainsi qu'il est dit aux Statuts (art. 1^{er}), est :

1^o De défendre et faire valoir les droits et les intérêts moraux de tous ses membres ;

2^o De procurer aux gens de lettres les avantages qui doivent résulter de leurs travaux ;

3° De prêter aide et assistance à ses sociétaires par tous les moyens qui sont en son pouvoir et dans toutes les occasions où cela pourrait leur être utile, notamment en ce qui concerne la reproduction de leurs œuvres littéraires ;

4° De faire valoir, dans ce but, pour en partager les bénéfices, conformément aux règles établies par le présent acte, l'ensemble des apports prévus à l'article 11, n° 2, des Statuts et mis en commun par les sociétaires, notamment en ce qui concerne la reproduction de leurs œuvres ;

5° De distribuer des secours et pensions aux sociétaires.

ART. 2. — La Société, agissant dans les cas prévus par les Statuts et par le Règlement, constitue un crédit littéraire, un fonds de secours, une caisse des retraites.

Elle peut encourager et protéger tous établissements ou publications qui lui paraissent de nature à accroître les ressources de la Société, à faciliter le travail, à en augmenter le produit pour les sociétaires, à multiplier les relations entre eux.

Elle peut organiser des conférences, lectures et représentations dramatiques, un cercle littéraire, des bibliothèques, etc., mais elle ne peut ni ne doit jamais s'engager dans aucune opération commerciale.

Elle peut représenter chacun des sociétaires pour la discussion, la rédaction et l'exécution de tous traités avec des tiers ; pour le recouvrement du prix de ses œuvres, et pour la poursuite de la contrefaçon, tant en France qu'à l'étranger.

Elle intervient, à l'égard des sociétaires, comme tribunal de famille et comme un amiable compositeur.

CHAPITRE II

Des admissions dans la Société

ART. 3. — Tout homme de lettres français qui désire faire partie de la Société des Gens de Lettres doit fournir : 1° son acte de naissance ; 2° la nomenclature de ses œuvres, avec indication de celles qu'il met dans la reproduction et de celles qu'il excepte ; 3° un exemplaire d'œuvres imprimées,

représentant au moins la matière de quatre volumes dont il est l'auteur ou qu'il a écrite en collaboration avec un sociétaire ; sur ces volumes, deux au moins doivent avoir été publiés en librairie ; 4° son adhésion aux Statuts et au Règlement.

Il dépose, en outre, entre les mains du Délégué, une somme de 80 francs, comme il est dit à l'article 11.

ART. 4. — Un ancien sociétaire qui demanderait à être réintégré dans la Société est soumis aux mêmes formalités que le candidat qui se présente pour la première fois.

Ses droits à la retraite commencent à compter du jour de sa réintégration.

ART. 5. — L'admission est prononcée par le Comité. A cet effet, le nom du candidat et ceux de ses parrains sont inscrits au plus prochain numéro de la *Chronique*, en tête de laquelle une note permanente invite les sociétaires à faire parvenir au Comité les renseignements qu'ils auraient à produire sur le candidat. Cette enquête dure un mois.

Un rapporteur est désigné par le sort dans le Comité : il dépose son rapport quinze jours après le délai assigné à l'enquête.

ART. 6. — Le Comité ne peut voter sur l'admission d'un nouveau sociétaire qu'au scrutin secret et dans les conditions prévues par l'article 6 des Statuts.

En cas d'ajournement du candidat, le Comité devra d'office procéder à un nouveau vote dans un délai d'un mois, à moins que l'ajournement n'ait été prononcé à l'unanimité.

ART. 7. — Si le candidat n'est pas admis, la somme par lui déposée lui est rendue, et l'adhésion qu'il avait signée est annulée en sa présence.

CHÂPITRE III

Adhérents. — Sociétaires étrangers. — Correspondants

ART. 8. — Tout homme de lettres devient adhérent sous la condition d'être présenté par quatre sociétaires ; d'avoir un casier judiciaire libre de condamnations, exception faite pour les condamnations politiques, et toutes autres résultant des

délits qui n'entachent pas l'honorabilité (tels que délits de chasse, de pêche, etc.) ; et de signer entre les mains du Délégué un pouvoir de percevoir ses droits de reproduction en son lieu et place et selon les us et coutumes de la Société. Les adhérents ne paient aucune cotisation, et ne sont aptes ni à voter, ni à assister aux Assemblées générales, ni à prendre une part quelconque à l'administration de la Société ; ils ne peuvent participer ni au crédit littéraire, ni aux secours, ni à la caisse des retraites.

Toute infraction, du fait d'un adhérent, aux articles établissant les conditions de la reproduction, entraîne la radiation.

Toutes les prescriptions disciplinaires des Statuts sont applicables aux adhérents.

Il est interdit à l'adhérent, sous peine de radiation, de prendre le titre de *membre de la Société des Gens de Lettres* ; la seule qualification qui lui appartienne est celle d' « *adhérent à la Société des Gens de Lettres* ».

L'abonnement à la *Chronique* est obligatoire pour les adhérents.

ART. 9. — Tout littérateur étranger, résidant en France, peut faire partie de la Société des Gens de Lettres (pourvu qu'il ait écrit en français le nombre de volumes exigés par l'art. 3) ; et ce avec les mêmes avantages et aux mêmes conditions que les sociétaires nationaux. Il est présenté et admis dans la même forme (V. art. 3 des Statuts).

ART. 10. — Tout littérateur étranger, non résidant en France peut recevoir le titre honorifique de correspondant de la Société des Gens de Lettres. Le Comité statue à cet égard.

CHAPITRE IV

Droits et devoirs des sociétaires

ART. 11. — Chaque sociétaire verse, en entrant dans la Société, à titre de premier apport social, une somme de 80 francs. (V. art. 3 des Statuts).

Il paie aussi, à titre d'apport annuel, une somme de vingt

francs. Cet apport est dû intégralement pour l'année de l'admission.

ART. 12. — Il est loisible aux sociétaires de se libérer du paiement de l'apport annuel, pour toute la durée de leur association, en versant en une fois une somme de trois cents francs.

Ce rachat ne tient le Sociétaire quitte d'aucune de ses autres obligations statutaires. (V. art. 4 des Statuts).

Les articles 11 et 12 ne sont applicables qu'aux sociétaires reçus dans la Société postérieurement au vote du présent règlement. Les sociétaires antérieurement reçus continueront à être régis par les dispositions anciennes.

ART. 13. — Tout sociétaire a droit de délibérer et de voter dans les Assemblées générales, et de se présenter pour faire partie du Comité.

ART. 14. — Chaque sociétaire conserve tous les droits constituant sa propriété littéraire, sauf ceux relatifs à la reproduction, dont l'apport est réglé dans les articles 23 à 35.

ART. 15. — Chaque sociétaire reçoit, aux époques déterminées par le règlement intérieur du Comité, les sommes portées à son crédit.

A la fin de l'exercice, le 31 décembre de chaque année, il est avisé de la situation de son compte avec la Société.

ART. 16. — Il a droit à l'assistance de la Société pour les difficultés professionnelles dans lesquelles il se trouverait engagé : recouvrement de créances, réparation et préjudice quelconque ou contestation à soutenir. Cette assistance est toutefois subordonnée à l'appréciation du Comité, qui consulte préalablement le Conseil judiciaire sur l'opportunité et le bien fondé de la réclamation du sociétaire.

Le Comité est valablement saisi par une simple demande du sociétaire.

ART. 17. — Le Comité fait l'avance de tous frais et débours nécessaires. Le sociétaire rembourse ensuite la caisse sociale, soit sur le gain du procès, soit, en cas de perte, sur le montant de ses reproductions mensuelles ou sur ses propres deniers.

ART. 18. — Les Sociétaires sont liés à la Société par les Statuts et le Règlement; il ne leur appartient pas de se dégager de ce lien. Le Comité seul peut apprécier s'il y a lieu d'accepter ou de refuser une démission.

ART. 19. — Chaque sociétaire remet à la bibliothèque de la Société un exemplaire du livre qu'il publie. Il est fait mention de ce dépôt dans la *Chronique*.

ART. 20. — Pour faciliter la surveillance de leurs intérêts, les sociétaires et adhérents doivent faire connaître au Comité les pseudonymes dont ils se servent.

TITRE II

DU TRAVAIL LITTÉRAIRE

—o—

CHAPITRE V

De la production

ART. 21. — Le Délégué, à la demande de tout sociétaire, peut intervenir, au nom du Comité, pour débattre, régulariser et conclure tout traité avec un éditeur, imprimeur ou directeur de journal.

Dans ce traité, il doit toujours être stipulé, pour garantir la sincérité du tirage, tel moyen de contrôle que le Comité aura reconnu le plus efficace et le plus pratique.

ART. 22. — En l'absence de conventions contraires, stipulées par écrit, tout membre de la Société est présumé avoir traité avec tout publicateur de ses œuvres sur les bases suivantes :

1^o La cession d'une œuvre à un publicateur quelconque n'est faite que pour une édition ou pour un seul journal, alors même que plusieurs journaux seraient publiés par le même éditeur ;

2° L'auteur rentre dans la libre disposition de son œuvre, si elle est publiée en volume, après l'écoulement du nombre d'exemplaires convenu pour la première édition ; si elle est publiée dans un journal, revue ou recueil périodique, après le service des abonnés.

CHAPITRE VI

De la reproduction

ART. 23. — Chaque sociétaire, en vertu du droit qui lui est reconnu par la loi du 19 juillet 1793, apporte dans la Société, pour la durée de sa vie, et pour être exploité en commun, son droit d'autoriser les journaux, revues et recueils périodiques français ou publiés en langue française à l'étranger, à reproduire ses œuvres publiées dans d'autres journaux, recueils ou volumes (1).

ART. 24. — L'apport en Société n'oblige pas les sociétaires à placer toutes leurs œuvres dans le domaine de la reproduction. Il leur est loisible d'interdire la reproduction d'une ou plusieurs de ces œuvres, en publiant, dès le début de la publication, l'avis suivant : *Reproduction interdite*. L'auteur signale, en même temps, cette réserve au siège social.

ART. 25. — L'auteur peut toujours, par une déclaration écrite adressée au Comité, autoriser une reproduction qu'il aurait d'abord interdite. Mais quand, par l'absence de cet avis d'interdiction, il a placé son œuvre dans le domaine de la reproduction, il ne peut plus l'en retirer.

L'auteur conserve seul la propriété et la disposition de son œuvre pendant une première reproduction dans un journal abonné ; mais cette propriété cesse le jour où cette première reproduction est terminée, et l'œuvre devient alors reproductible pour tous les journaux abonnés.

(1) Loi du 19 juillet 1793, article 1^{er} : « Les auteurs d'écrits en tous genres jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République, et d'en céder la propriété en tout ou en partie. »

ART. 26. — La reproduction des œuvres des sociétaires ou adhérents n'est permise qu'aux journaux et recueils périodiques qui ont traité avec la Société.

Il importe, par conséquent, que tout sociétaire ou adhérent fasse insérer dans le premier feuillet ou la première livraison de son œuvre, la formule suivante : *Reproduction interdite aux journaux qui n'ont pas traité avec la Société des Gens de Lettres.*

ART. 27. — La Société, agissant par son Comité, exerce le droit apporté en Société d'autoriser la reproduction, en traitant avec tous les journaux, revues et recueils périodiques publiés en France et à l'étranger. Elle ne peut traiter avec chaque journal que moyennant une rétribution à payer à la caisse sociale.

Ces traités ne peuvent être faits qu'au nom et au profit de la Société, et jamais au nom et au profit d'un auteur, ni pour une œuvre déterminée.

ART. 28. — Dans tous les traités, le Comité insère une clause ainsi conçue : « Si le journal vient à cliquer tout en partie de sa rédaction, il devra s'assurer préalablement du consentement formel et par écrit de chaque auteur dont l'œuvre sera clichée. » Le traité ne peut supprimer cette clause qu'en la remplaçant par celle-ci : « La composition du journal ne pourra jamais être clichée en tout ou en partie. »

ART. 29. — Les sociétaires ou adhérents ne peuvent donner aux journaux non abonnés, quels qu'ils soient, même illustrés ou clichés, aucune autorisation de reproduire ; ils ne peuvent faire à ce sujet aucun traité. Ce droit est exercé par le Comité seul, comme il est dit article 27.

ART. 30. — Toute autorisation donnée par un sociétaire, en violation des articles 23 et 26, pour la reproduction de tout ou partie d'une ou de plusieurs de ses œuvres, est absolument nulle à son égard et vis-à-vis de celui auquel elle aurait été donnée.

Le sociétaire est passible, pour cette violation du contrat social, d'une amende qui ne peut être moindre de vingt-cinq

francs, et dont le chiffre est évalué d'après le préjudice causé à la Société. Cette amende est prononcée par le Comité, le sociétaire préalablement entendu ou dûment appelé.

La récidive, de la part de l'auteur, le placerait dans le cas d'être exclu de la Société par application de l'article 17 des Statuts et de l'article 83 du Règlement.

ART. 31. — Une œuvre inédite ne peut être publiée qu'une fois comme production. En conséquence, il y a reproduction dans le fait de toute autre publication, simultanée ou ultérieure, de cette œuvre, dans un journal de Paris ou des départements, ou dans des journaux dépendant de la même entreprise, fût-ce sur la même composition ou sur cliché.

ART. 32. — Le produit de toute reproduction, ne peut être encaissé que par la Société.

Le Comité, après le contrôle périodique des reproductions faites par chaque journal, attribue aux auteurs reproduits une portion déterminée du prix perçu par la Société. Ce paiement représente la matière fournie par les auteurs, pour l'exécution du contrat entre la Société et le journal reproducteur. Il est réparti entre les auteurs, proportionnellement au nombre de lignes empruntées à chacun par le journal.

Le surplus du prix encaissé constitue le bénéfice de la Société dans son opération avec chaque journal.

ART. 33. — Lors même qu'un sociétaire vend à un éditeur son œuvre en toute propriété, cette vente ne peut comprendre le droit d'autoriser la reproduction dans des journaux ou recueils périodiques, quelle que soit la forme de la première publication : ce droit n'appartenant plus à l'auteur, qui l'a apporté dans la Société. Cette vente ne saurait non plus donner à l'éditeur aucune participation au prix de la reproduction, qui reste tout entière dans le domaine de la Société.

ART. 34. — Il est loisible au sociétaire d'apporter dans la Société le droit d'autoriser la traduction d'une ou de plusieurs de ses œuvres. Toutes les règles de la reproduction, établies par le présent chapitre, sont applicables à cet apport.

CHAPITRE VII

De la contrefaçon

ART. 35. — La Société emploie tous les moyens possibles pour empêcher, sous quelque forme qu'elle se produise, en France et à l'étranger, la contrefaçon des œuvres ou partie des œuvres des sociétaires ou adhérents, de quelque nature qu'elles soient.

ART. 36. — Le Comité, de sa propre initiative et au nom de la Société, propriétaire en vertu de l'apport stipulé à l'article 23, poursuit la contrefaçon ou toute autre violation des droits de la Société, résultant d'une reproduction illicite ou inexacte, faite par un journal ou par un recueil périodique.

ART. 37. — Le Comité, l'auteur ayant été entendu, détermine l'indemnité ou les dommages-intérêts qu'il convient de réclamer, en raison du tort fait à l'auteur et à la Société.

L'indemnité obtenue, déduction faite des frais, est employée dans la proportion déterminée conformément à l'article 32.

ART. 38. — En ce qui concerne la contrefaçon sous forme de pièce de théâtre, les poursuites sont exercées conformément à l'article 16, et au nom de l'auteur sociétaire ou adhérent.

ART. 39. — Il y a contrefaçon lorsque le sujet et les détails d'une pièce de théâtre sont empruntés à un livre ou à un écrit sans l'autorisation de l'auteur de ce livre ou de cet écrit.

Le sociétaire ou adhérent peut renoncer à exercer ses droits de poursuite contre l'auteur de la pièce, à la condition d'être considéré comme collaborateur. Toutefois il n'y a pas obligation pour lui d'accepter cette transaction : il conserve la faculté de poursuivre dans les conditions de l'article précédent. Les conditions de cette collaboration, si elle est acceptée, sont réglées soit à l'amiable entre les auteurs, soit par l'intervention arbitrale du Comité des Gens de Lettres, ou de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.

ART. 40. — La perception des droits d'auteurs en matière d'œuvres dramatiques ne ressortissant pas à la Société des Gens de Lettres, celle-ci ne prélève aucune rémunération sur le produit des représentations de la pièce.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

CHAPITRE VIII

Du Comité

ART. 41. — La Société des Gens de Lettres est administrée et représentée de droit par un Comité de vingt-quatre membres élus pour trois ans, en Assemblée générale, conformément à l'article 6 des Statuts.

Aucun membre sortant du Comité ne peut être éligible que l'année suivante, quelle que soit la durée du mandat qu'il a exercé, alors même qu'il a été nommé membre du Comité, en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire, pour une ou deux années seulement.

ART. 42. — Le Comité exerce cette administration dans les conditions stipulées à l'article 7 des Statuts et notamment :

Accepte ou refuse les libéralités faites à la Société ;

Reçoit toutes les sommes dues à la Société et aux Sociétaires dans les cas prévus par le Règlement ; en poursuit le recouvrement par toutes voies amiables et judiciaires, en donne quittance et décharge ;

Donne toute mainlevée d'inscription et d'opposition avec ou sans paiement ;

Exerce toute action et poursuit toute instance devant toute juridiction civile, commerciale et administrative à tous les degrés, tant en demandant qu'en défendant ;

Se désiste de toutes action et instance ;
Traite, transige et compromet.

Aux fins, ci-dessus, le Comité est représenté par un Délégué, ainsi qu'il est dit au chapitre IX. En outre, dans tous les cas où il en reconnaît l'utilité, le Comité peut se faire représenter et faire représenter la Société par des mandataires spéciaux.

Le Comité statue, au nom de la Société, sur toutes les questions qui ne sont pas expressément réservées aux Assemblées générales.

Lorsqu'il y a lieu de produire, en justice ou ailleurs, dès extraits des procès-verbaux des séances du Comité, ces extraits sont signés par le président ou par l'un des vice-présidents faisant fonctions, et par l'un des secrétaires du Comité.

ART. 43. — Le Comité peut conférer à tout ancien président le titre de président honoraire.

ART. 44. — Le Comité est régi par un Règlement intérieur, qu'il établit et qu'il peut modifier à la majorité de ses membres.

Ce Règlement, ainsi que les modifications qui peuvent y être apportées, sont insérés, chaque année, à la *Chronique*.

ART. 45. — Tout membre du Comité qui, sans motifs d'excuses, n'a pas assisté à six séances consécutives est, après avertissement, considéré comme démissionnaire.

Le compte rendu des séances du Comité, publié par la *Chronique*, donne les noms des membres présents à chaque séance.

ART. 46. — Le Comité peut proposer la révocation d'un de ses membres pour infraction grave à ses devoirs, à une Assemblée générale convoquée d'urgence. Cette demande emporte de plein droit la cessation provisoire des fonctions du membre inculpé.

CHAPITRE IX

De l'Administration

ART. 47. — Pour exercer l'administration qui lui est confiée aux termes de l'article 41, le Comité nomme un Délégué chargé d'exécuter ses décisions, et dont le mode d'élection et les pouvoirs sont déterminés par l'article 9 des Statuts.

ART. 48. — Le Délégué ne peut agir qu'en exécution des décisions du Comité, consignées au procès-verbal des séances.

ART. 49. — Le Comité et le Délégué ne peuvent intervenir au profit de personnes étrangères à la Société, ou qui auraient cessé d'en faire partie, sauf les cas prévus au chapitre XVI.

ART. 50. — Le Délégué tient la comptabilité de la Société sous le contrôle du Comité.

Les achats et ventes de titres pour le compte de la Société sont faits par le Délégué, suivant avis du Trésorier, approuvés par le Comité, et sous la signature du Président.

Il effectue les recettes et ordonnance les dépenses. Les fonds qui excèdent les besoins prévus sont déposés dans une caisse publique. Ce dépôt est fait au nom de la Société par les soins du Trésorier, assisté du Délégué. Les retraits d'argent sont effectués par le Trésorier, sur mandats ou chèques signés par lui, en présence du Délégué. Le cahier de chèques demeure déposé dans la caisse du Délégué.

Le Trésorier n'a pas d'autre mission que d'effectuer ces dépôts et ces retraits.

ART. 51. — Le Délégué règle l'organisation de ses bureaux et la distribution du travail. Il nomme, surveille et révoque ses employés, et soumet, chaque année, au Comité le budget de ses appointements et de ceux du personnel.

ART. 52. — Le Délégué est responsable de sa gestion. Sa révocation ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres composant le Comité.

CHAPITRE X

Fonds social

ART. 53. — Ainsi qu'il est dit à l'article 11 des Statuts, les ressources de la Société se composent, chaque année :

1^o Des intérêts des capitaux ;

2^o Des apports des sociétaires en espèces, stipulés aux articles 11 et 12 du Règlement et prévus à l'article 11, paragraphe 2 des Statuts ;

3° De la moitié des bénéfices que réalise la Société ;

a. Par ses opérations avec les journaux sur la reproduction, ainsi qu'il est déterminé par l'article 32 ;

b. Par la rémunération stipulée à son profit aux articles 37 (contrefaçon), et 72 (intervention pour les héritiers) ;

c. Par les opérations prévues à l'article 2 ;

4° Des libéralités faites à la Société (capital et intérêts) ;

5° Des dédits et amendes (V. art. 64, paragr. 7 et art. 30 et 83) ;

6° Enfin, de toute recette quelconque non prévue ci-dessus.

ART. 54. — Pour rendre praticables les opérations prévues à l'article 2, la Société peut, en Assemblée générale et sur le rapport du Comité, mobiliser des sommes qui ne doivent pas dépasser, au total, le dixième du capital social, tel qu'il résulte de l'inventaire dressé à la fin du dernier exercice. (V. art. 13 des Statuts).

ART. 55. — Les recettes et dépenses de toute nature de la Société sont prévues, pour l'exercice suivant, dans un budget voté par le Comité avant le 31 décembre.

ART. 56. — Il est pourvu aux dépenses de la Société au moyen des sommes entrées dans le fonds social, autres que celles composant le fonds inaliénable.

L'excédent de la recette sur la dépense durant un exercice constitue le bénéfice social de cet exercice. Ce bénéfice est employé comme il suit :

1° Il est conservé dans le fonds social la somme nécessaire pour faire face, en attendant les recettes prévues par le budget de l'exercice suivant, aux dépenses également prévues. (V. art. 12 des Statuts).

2° On applique la moitié du surplus au capital inaliénable, en achetant les valeurs énumérées à l'article 13 des Statuts, ou bien en la déposant jusqu'au moment favorable pour ces achats, soit au Trésor, soit dans une caisse publique, offrant sécurité, facilité de retrait, économie de formalités et intérêts réguliers.

L'autre moitié du surplus est appliquée au partage des

bénéfices entre les sociétaires, conformément à l'article 1832 du Code civil. Pour effectuer ce partage, la somme est employée à accroître le fonds de la Caisse des Retraites, dont les revenus sont destinés à servir une pension viagère à tout sociétaire âgé de 60 ans, et admis dans la Société depuis vingt ans, et depuis vingt-cinq ans pour les sociétaires admis à partir du vote du présent Règlement.

CHAPITRE XI

Crédit littéraire

ART. 57. — Le crédit littéraire a pour objet de fournir des avances aux sociétaires sur le produit de leur travail. Ces avances, accordées par le Comité, sous la réserve de la situation des fonds affectés à ce crédit, sont garanties par le compte habituel de reproduction de l'emprunteur et, au besoin, par des titres.

Tout prêt ainsi fait porte intérêt au taux légal.

Il ne peut être fait aucune avance qui ne soit pas motivée par un travail littéraire.

ART. 58. — Le recouvrement des avances se fait par les soins du Délégué de la Société, soit par voie de remboursement direct à l'époque fixée au moment du prêt, soit par voie de précompte sur les sommes successivement inscrites au compte de l'emprunteur.

Si un sociétaire décède ou sort de la Société étant débiteur du crédit littéraire, la Société continue à percevoir le prix de la reproduction des œuvres de ce sociétaire, jusqu'à ce qu'elle soit couverte du montant de sa créance, principal et intérêts.

Les ayants droit du sociétaire, bien que ne faisant pas partie de la Société, demeurent soumis, jusqu'à l'acquittement de la créance, aux clauses des Statuts et du Règlement qui régissent la reproduction, et aux conventions qui lient la Société envers les tiers et les journaux reproducteurs.

CHAPITRE XII

Secours

ART. 59. — Le fonds de secours a pour objet de venir en aide aux sociétaires ou à leur famille.

Les ressources de ce fonds se composent :

1^o De la somme allouée à cet effet par le budget établi chaque année pour l'exercice à venir ;

2^o Des libéralités faites à la Société avec cette destination spéciale.

Le Comité ne doit, sous aucun prétexte, dépasser le chiffre fixé par le budget, aux termes de l'article 55. Ce chiffre ne peut être dépensé que par douzièmes, à moins d'une décision du Comité spécialement motivée.

ART. 60. — Ces secours sont alloués par une commission de trois membres désignés par le sort, dans le Comité, chaque fois qu'il y a lieu. Cette commission doit garder le secret le plus absolu sur le nom des sociétaires secourus.

ART. 61. — Lorsqu'il y a urgence, et dans l'intervalle d'une séance à l'autre du Comité, le Président statue d'office sur les demandes de secours.

CHAPITRE XIII

Caisse de Retraite

ART. 62. — La Caisse de Retraite a pour objet de servir à chaque membre âgé de soixante ans au moins, et admis dans la Société depuis vingt ans, ou depuis vingt-cinq ans pour le sociétaire admis à partir du vote du présent Règlement, une pension annuelle, fixée au minimum à 500 francs.

ART. 63. — Il est dressé un tableau sur lequel sont inscrits les sociétaires, le jour même où ils remplissent les deux conditions ci-dessus, et ils sont mis en possession de la pension d'après ce classement, dès que les extinctions se produisent, ou à mesure que l'accroissement des ressources permet la

création de nouveaux titres. Si plusieurs sociétaires réunissant les deux conditions spécifiées à l'article 62, ont été admis le même jour dans la Société, ils prennent place sur le tableau de classement d'après l'ancienneté d'âge.

ART. 64. — Le fonds de la Caisse de Retraite se compose :

1° De la partie du bénéfice de l'exercice affectée au partage entre les sociétaires, et, de plus, des valeurs en capital qui ont été spécialement affectées à cette caisse ;

2° Des libéralités faites à la Société avec cette destination spéciale ;

3° Du revenu de ces valeurs ;

4° D'une somme correspondante à la moitié du produit des apports annuels ;

5° De la moitié du montant capitalisé des apports annuels rachetés (art. 12) ;

6° Des sommes qui proviendraient de la mise[®] en valeur des œuvres des sociétaires décédés, dans les conditions prévues ci-après (art. 72 et 73) ;

7° Des débits et amendes (V. art. 53, paragr. 5).

ART. 65. — L'excédent de ces produits, après qu'il a été pourvu au service régulier des pensions inscrites, est capitalisé en fin d'exercice, de manière à pouvoir créer une nouvelle pension aussitôt que le revenu se trouve augmenté de 500 francs.

ART. 66. — Le jour où l'accroissement des ressources du fonds de retraite permettra de servir la pension à tous les ayants droit, les revenus disponibles pourront être employés à améliorer les pensions existantes.

ART. 67. — En cas de dissolution de la Société, tout membre ayant accompli au moins quinze années de présence, sans avoir droit, encore à la pension de retraite, recevra une pension de retraite proportionnelle à ses années d'ancienneté. Si l'actif social est insuffisant pour le service immédiat de la totalité de ces pensions proportionnelles, il sera dressé un tableau sur lequel seront inscrits, par ancienneté, les membres remplissant les conditions ci-dessus. Les pensions propor-

tionnelles seront servies dans l'ordre de ce classement dès que des extinctions se produiront, soit parmi les titulaires des pensions de retraite, soit parmi les précédents titulaires des pensions proportionnelles. Le liquidateur de la Société sera chargé d'assurer le fonctionnement de ce service.

CHAPITRE XIV

Dons et Fondations spéciales

ART. 68. — Les revenus des dons et fondations spéciales ne pourront être détournés de la destination assignée par les donateurs, et si cette destination n'a pas été exprimée, les revenus entreront par moitié dans la caisse des retraites et dans la caisse sociale.

CHAPITRE XV

Publications de la Société

ART. 69. — La Société publie la *Chronique* de la Société des Gens de Lettres, laquelle est adressée gratuitement aux sociétaires.

Cette publication indique le mouvement des traités passés avec les journaux reproducteurs ou ceux qui sont rompus ; elle donne le compte-rendu sommaire des séances du Comité, les noms des candidats au titre de membre de la Société, l'annonce des publications nouvelles des sociétaires et des adhérents, l'indication des ouvrages pouvant être reproduits, et tous autres renseignements qui peuvent être utiles aux sociétaires, aux adhérents et aux journaux abonnés.

ART. 70. — Une commission de trois membres du Comité surveille la rédaction et la composition de la *Chronique*.

CHAPITRE XVI

**Droits des héritiers, successeurs irréguliers, donataires
ou légataires des sociétaires**

ART. 71. — Après le décès d'un sociétaire, quoique la Société ne continue pas avec les héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires, néanmoins le Comité demeure à leur disposition pour sauvegarder leurs droits en ce qui concerne la propriété littéraire.

Le Comité en informe la famille.

ART. 72. — Si la famille accepte par contrat devant notaire l'intervention de la société comme liquidateur des droits littéraires du défunt et lui donne pleins pouvoirs, une commission, désignée à cet effet par le Comité, s'enquiert des traités avec les éditeurs et les vérifie, dresse l'inventaire de toutes les œuvres, et remet en valeur, autant que possible, tout ce qui reste aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires, lesquels payent, au profit de la Caisse des Retraites, un droit qui est stipulé dans le contrat.

Même dans le cas où la famille n'accepte par cette intervention générale, elle peut encore recourir à l'intervention spéciale du Comité, en ce qui concerne l'exercice du droit d'autoriser la reproduction des œuvres du défunt.

ART. 73. — Pour profiter de ces avantages, auxquels la Société n'admet jamais aucun cessionnaire ou créancier du défunt, le conjoint survivant et autres ayants droit doivent :

1° Justifier de leurs qualités ;

2° Se soumettre, bien que ne faisant pas partie de la Société, aux clauses des Statuts et du Règlement qui régissent la reproduction, et aux conventions qui lient la Société envers des tiers, notamment envers les journaux reproducteurs ;

3° Céder, pour un délai qui ne peut être moindre de trois années, le droit d'autoriser la reproduction de tout ou partie des œuvres de l'auteur décédé ; la cession doit être consentie collectivement par tous les ayants droits sans exception ;

4° Désigner une seule personne chargée par procuration

notariée de les représenter tous pour recevoir le prix payé par la Société pour les œuvres reproduites, conformément à l'article 32.

Tant qu'ils n'ont pas rempli ces conditions, ce prix est porté au crédit du compte des ayants droit du sociétaire décédé, pour leur être remis quand ils auront réglé leur position envers la Société.

Si ce prix n'est pas réclamé avant l'expiration d'un délai de cinq ans, il fait retour à la Société et est appliqué à la Caisse des Retraites.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

—O—

CHAPITRE XVII

Assemblées générales

ART. 74. — La Société, comme il est dit à l'article 15 des Statuts, tient chaque année une Assemblée générale ordinaire dans le cours du premier trimestre.

Cette Assemblée a pour objet :

1^o D'entendre le rapport du Comité sur la gestion de l'année expirée ;

2^o D'approuver les comptes de l'exercice clos ;

3^o De statuer sur les questions portées à l'ordre du jour ;

4^o De procéder, par voie d'élection, au remplacement du tiers sortant des membres du Comité.

ART. 75. — Les membres de la Société sont convoqués à l'Assemblée générale par lettres circulaires indiquant l'ordre du jour de la séance.

Un délai de quinze jours est de rigueur entre le jour de la convocation et celui de la réunion.

ART. 76. — L'Assemblée est présidée par le président du Comité, à son défaut par l'un des vice-présidents, ou, en l'absence de ceux-ci, par le plus âgé des membres du Comité.

Un secrétaire du Comité tient le procès-verbal.

L'ordre et la tenue des Assemblées générales sont déterminés par un règlement formulé par le Comité et affiché dans la salle de l'Assemblée. Le nombre de voix nécessaire à la validité des votes et le mode de votation sont déterminés par l'article 16 des Statuts.

ART. 77. — L'élection du tiers du Comité a lieu par un seul vote, à la majorité absolue des suffrages.

Si un deuxième tour de scrutin est nécessaire, le vote ne peut être valable que si le nombre des votants égale au moins la moitié du nombre constaté au premier tour.

Après un deuxième scrutin sans résultat, il y a lieu à ballottage, dans les mêmes conditions pour le nombre des votants, à la majorité relative.

Lorsqu'une Assemblée générale est obligée de se séparer sans avoir épuisé son ordre du jour, elle s'ajourne à une époque déterminée et ne peut délibérer valablement qu'autant que le nombre des sociétaires présents égale la moitié des membres présents à la précédente réunion.

Assemblées extraordinaires

ART. 78. — La Société peut aussi, comme il est dit à l'article 16 des Statuts, être réunie en Assemblée générale extraordinaire à toute époque de l'année.

Elle est convoquée à cet effet par le Comité, soit sur sa propre initiative, soit s'il est mis en demeure par une demande motivée, signée de trente sociétaires.

ART. 79. — L'Assemblée générale extraordinaire n'a à délibérer que sur les sujets qui ont fait l'objet de la convocation.

ART. 80. — Lorsque l'Assemblée générale extraordinaire a été demandée par trente sociétaires, le Comité est tenu d'adresser la lettre de convocation dans la huitaine qui suit la communication qui lui a été faite de cette demande.

Le délai entre la lettre de convocation et le jour de la réunion ne peut être moindre de dix jours, à moins d'urgence reconnue par le Comité.

Les décisions des Assemblées générales, ordinaires et extraordinaires, sont constatées par des procès-verbaux signés par le président, le secrétaire, et les scrutateurs de ces assemblées.

Les extraits des procès-verbaux de ces assemblées, à fournir en justice ou ailleurs, sont signés par le président du Comité, ou l'un des vice-présidents faisant fonctions, et par un des secrétaires du Comité.

ART. 81. — Si l'Assemblée générale extraordinaire est convoquée pour une modification des Statuts ou du Règlement, soit par le Comité, soit à la suite d'une demande signée de trente sociétaires, le délai entre la lettre de convocation et le jour indiqué pour la réunion doit être de quinze jours.

La convocation doit contenir le texte des modifications proposées.

Les délibérations d'une Assemblée générale extraordinaire, convoquée pour revision des Statuts, ne sont valables que dans les conditions de constitution et de vote indiquées à l'article 16 des Statuts.

CHAPITRE XVIII

Revision des Statuts

ART. 82. — L'Assemblée générale, consultée sur la nécessité d'une revision dans les conditions prévues par l'article 18 des Statuts, peut nommer à cet effet une commission, et assigner un délai au travail de celle-ci. Le Comité convoque l'Assemblée pour statuer sur le rapport de la Commission, qui est imprimé et distribué aux sociétaires avec le texte des modifications proposées (V. art. 81). Tout vote de l'Assemblée sur une proposition de modification aux Statuts est constaté par acte notarié.

CHAPITRE XIX

Dispositions disciplinaires. — Conseil judiciaire

ART. 83. — Dans le cas prévu par l'article 17 des Statuts, si un sociétaire porte atteinte à la considération, à l'honneur ou aux intérêts de la Société ; dans le cas encore où un sociétaire manquerait à l'honneur, le Comité pourra, sur le rapport d'une commission de cinq membres prise dans son sein, prononcer contre le sociétaire inculpé, soit une amende, soit la radiation.

ART. 84. — En cas de décision judiciaire, entachant l'honneur, le Comité peut prononcer d'office la radiation du sociétaire.

La radiation ne peut être décidée par le Comité qu'à la majorité de ses membres.

ART. 85. — Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation des Statuts et du Règlement sont jugées, en dernier ressort, par trois arbitres, dont deux sont choisis par chacune des parties contestantes, et le troisième est nommé par les deux autres.

ART. 86. — Le Conseil judiciaire institué, conformément à l'article 19 des Statuts, près de la Société des Gens de Lettres, est nommé par le Comité, qui reste maître du nombre et du choix de ses membres.

ART. 87. — Les Statuts et le présent Règlement, pour la plus sûre garantie des droits et des intérêts de la Société des Gens de Lettres, seront communiqués par le Comité aux directeurs des journaux et aux éditeurs en librairie. 706

Voté à Paris, en Assemblée générale, le 21 février 1892.

ARTICLE ADDITIONNEL

VOTÉ

PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 MAI 1894

Les adhérents dont la démission aura été enregistrée ou qui auront été radiés par le Comité, ne pourront emporter avec eux, en quittant la Société, celles de leurs œuvres dont la reproduction aura été autorisée. Ces œuvres continueront à être exploitées dans les conditions ordinaires et leur produit sera, comme par le passé, versé entre les mains de leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1

CHAPITRE PREMIER

Objet de la Société des Gens de Lettres

I. PARTICULARITÉS DES STATUTS	7
II. OBJET PROPRE DE LA SOCIÉTÉ	10
III. DU DROIT DE REPRODUCTION	13

CHAPITRE II

Relations de la Société avec les auteurs sociétaires

I. IDÉE GÉNÉRALE DU CONTRAT: MISE EN SOCIÉTÉ DU DROIT DE REPRODUCTION.	17
II. APPLICATION DU CONTRAT AUX ŒUVRES DÉJÀ PUBLIÉES.	21
III. APPLICATION DU CONTRAT AUX ŒUVRES FUTURES. OBJECTIONS QU'ELLE SOULÈVE. RÉFUTATION.	23
IV. DURÉE DE LA CONVENTION INTERVENUE	30

CHAPITRE III

Effets à l'égard des tiers du contrat passé avec les Sociétaires

I. DROIT POUR LA SOCIÉTÉ D'EXERCER L'ACTION EN CONTREFAÇON.	33
II. DROIT DE POURSUIVRE L'ANNULATION D'UNE CESSION CONCURRENTÉ	34
a) Nécessité de la date certaine de l'adhésion de l'auteur.	37
b) Correctifs possibles	42
III. DIFFICULTÉS RELATIVES AUX ŒUVRES FUTURES.	47
a) Hypothèse de la cession sous condition suspensive.	49
b) Interprétation du contrat comme une simple promesse de cession.	52
c) Exigence d'une formalité extrinsèque pour rendre la cession opposable aux tiers.	59
d) Conception rationnelle : les œuvres futures sont l'objet d'une cession éven- tuelle. Conséquences pratiques.	62

CHAPITRE IV

Interprétation par la jurisprudence du contrat passé entre
les auteurs et la Société

I. INCERTITUDE DE LA JURISPRUDENCE.	69
II. CONCEPTION DOMINANTE : ABSENCE DE TOUTE CESSION. LA SOCIÉTÉ SIMPLE MANDATAIRE	71
III. DISCUSSION DE LA JURISPRUDENCE	82

CHAPITRE V

Conception proposée des rapports existant entre la Société
et les Auteurs

I. RAPPEL SOMMAIRE DE LA VOLONTÉ DES PARTIES. .	91
II. SYSTÈME DE L'APPORT EN JOUISSANCE DU DROIT DE REPRODUCTION. SA JUSTIFICATION	94

CHAPITRE VI

Relations de la Société avec les Adhérents et les héritiers
des Sociétaires

I. LES ADHÉRENTS : LÉGITIMITÉ A LEUR ÉGARD DE LA THÈSE JURISPRUDENTIELLE DU MANDAT . .	99
II. LES AYANTS CAUSES A TITRE GRATUIT DES SOCIÉTAIRES.	105

CHAPITRE VII

Relations avec les périodiques reproducteurs

ANALYSE DES TRAITÉS DE REPRODUCTION PASSÉS PAR LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES.	107
---	-----

CHAPITRE VIII

Statut légal de la Société

I. LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES EST UNE SOCIÉTÉ CIVILE. DIVERSES CONCEPTIONS PRO- POSÉES.	115
---	-----

II. CARACTÈRE CIVIL DE LA SOCIÉTÉ.	119
III. ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.	122

CHAPITRE IX

Attributions accessoires de la Société

INSTITUTIONS ORGANISÉES PAR LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES.	125
--	-----

ANNEXES

LES STATUTS ET LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES.	129
---	-----

